

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA CRÉATION
D'ÉCOLES PROFESSIONNELLES

POUR LES

PUPILLES DIFFICILES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

(Loi du 28 juin 1904)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 8 avril 1908, à 10 heures

PAR

Charles SIMON

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LE POITTEVIN.
Suffragants : { MM. GARÇON, } *professeurs.*
 { TISSIER, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

THESE

POUR LE DOCTORAT .

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA CRÉATION D'ÉCOLES PROFESSIONNELLES

POUR LES

PUPILLES DIFFICILES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

(Loi du 28 juin 1904)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mercredi 8 avril 1908, à 10 heures

PAR

Charles SIMON

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LE POITTEVIN.

Suffragants : { MM. GARÇON, } *professeurs.*
 TISSIER, }



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

« Se pencher sur l'âme de l'enfant, c'est encore de la science pénale, car c'est le nœud de la lutte contre la criminalité; mais c'est de la science pénale élargie, et renouvelée et rajeunie par un grand souffle de fraternité et de protection humanitaire, et c'est de la défense sociale avec tout ce que cette idée comporte de plus noble et de plus fécond ! »

M. PRINS,

Président de l'Union internationale de Droit pénal.

(Discours d'ouverture du 10^e Congrès,
Hambourg, 12 septembre 1905.)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551430_0027

INTRODUCTION

Il n'est pas à notre époque de question plus essentielle que celle de l'enfance, de problèmes plus importants, et, il faut bien le dire, plus multiples et plus complexes que ceux qu'elle a fait surgir. La « puériculture » — et ici nous entendons le mot dans un sens large ne se limitant pas au développement physique de l'être en bas-âge, mais embrassant tous les soins à lui donner dans toutes les branches de l'activité pédagogique pour parvenir au sain épanouissement de ses facultés, — la puériculture, disons-nous, n'a jamais été une science plus de saison ; et comment pourrait-il en être autrement lorsqu'on envisage les dangers qu'un pays est appelé à courir, suivant une gradation fatale, par l'immoralité, la perversité et la criminalité de ses jeunes générations ?

Or, si l'on s'attache, dans le vaste problème de l'Enfance, d'une façon plus spéciale à ce dernier point de vue, il est une question primordiale qui ne laisse pas d'être embarrassante, et dont la réponse est pourtant susceptible de faire varier les systèmes quand il s'agira

d'en proposer. D'où proviennent, chez un être encore aussi frêle que l'enfant, les habitudes vicieuses, les ferments d'indiscipline, la déformation morale s'échelonnant depuis l'instabilité jusqu'au crime ? Du désir réfléchi de faire le mal et d'une satisfaction anticipée à l'accomplir ? On ne peut le soutenir sérieusement, et ce qui serait vrai bien souvent chez l'adulte devient ici une rareté. De tares héréditaires ? Maintes fois, malgré qu'on ait été disposé à généraliser outre mesure leur influence. D'un milieu vicié et d'une éducation défectueuse ? Le plus ordinairement ; en un mot, et à part quelques inévitables exceptions : du malheur. Oui, nous le disons ici sans fausse sensiblerie, l'enfant qui devient coupable est neuf fois sur dix un enfant qui n'a commencé par être que malheureux. Et c'est pour avoir aperçu de plus en plus nettement cette vérité qu'après n'avoir songé qu'à réprimer ses fautes, on s'est employé à les prévenir en lui refaisant, dans la mesure du possible, la part de joies que le sort lui avait refusées ou ravies. Orphelins, abandonnés, moralement abandonnés, petits martyrs, voilà le noyau tout prêt à fournir chaque jour de nouvelles recrues à l'armée du vagabondage et du crime ; mais voilà aussi ceux qui souffrent de n'avoir pas été aimés, pas dirigés, pas consolés, ou même d'avoir été des objets de mépris, de haine, ou de torture ! (1).

(1) Dans son rapport de 1903, M. Grimanelli, directeur de l'Administration pénitentiaire, s'exprimait en ces termes :

« S'il faut tenir compte de certaines perversités précoces, combien

Un jour est donc venu où à l'ancien cri de guerre : Corrigeons l'enfant coupable ! on a substitué ce cri de miséricorde : Assistons l'enfant malheureux ! De là un système nouveau, basé sur une notion plus exacte de la relation qui existe entre les choses humaines, sur une connaissance plus approfondie de la nature complexe de l'enfant, sur l'étude grandissante et fertile des questions sociales ; de là des lois de pitié et de charité complétant heureusement les dispositions répressives en vigueur ; de là des institutions de bienfaisance écloses sous l'impulsion de cœurs hardis et généreux, et destinées à restreindre le contingent futur des prisons. Partout ç'a été, non pas seulement le souci de « relever » du mal ceux qui y étaient tombés, mais encore le désir d' « élever » vers le bien ceux qui, par suite de leur isolement matériel ou moral, n'avaient plus personne autour d'eux qui se consacraient à cette tâche essentielle et se trouvaient ainsi exposés aux pires dangers.

Et c'est de cette façon, au fur et à mesure que l'on s'efforçait de préserver davantage pour ensuite moins punir, que le contingent des pupilles de l'Assistance publique s'est accru considérablement (1) ; mais c'est

grande est la part à faire aux tares et aux anomalies physiologiques, aux hérédités funestes, à la désorganisation du foyer par des causes soit physiques, soit morales ; à l'indignité ou à l'impuissance de la famille, aux mauvaises suggestions du milieu social et à l'insuffisance de la protection sociale contre ces suggestions. »

(1) Principalement, comme nous le verrons, par l'effet des lois du 24 juillet 1889 et du 19 avril 1898.

aussi de cette façon qu'ont été sauvés, par une juste extension des idées de charité et de devoir à l'égard des faibles, des éléments de l'organisme social que leurs infortunes de naissance, d'éducation, de milieu, préparaient le plus généralement à troubler.

Seulement, l'empreinte laissée sur l'enfant par les conditions défavorables où il a vu le jour et où se sont écoulées ses premières années, peut être assez profonde pour ne pas disparaître au seul contact de la vie nouvelle qui lui est offerte (1); les instincts mauvais qui sommeillent en lui parce qu'il les a reçus héréditairement ou que nul n'a pris soin d'en prévenir l'éclosion, les habitudes dépravées ou indisciplinées que des exemples trop souvent familiaux ont entretenus en lui, ne s'accommoderont pas toujours du milieu honnête et sain où on les aura transplantés; il ne suffira peut-être pas, pour les atténuer progressivement et arriver à leur complète disparition, de leur opposer le tableau d'une vie de famille exemplaire, avec, pour stimulant, les avantages et les douceurs que comporte ce genre d'existence; en un mot, la discipline purement patriarcale ne contrebalancera pas dans chaque cas l'indiscipline héréditaire ou acquise, et, pour éviter à l'enfant malheureux en danger moral de devenir un enfant coupable, il faudra quelque chose de plus dans la hiérarchie de l'éducation : l'école.

(1) On sait que l'Assistance publique confie la plupart de ses pupilles à des familles rurales. En particulier, l'Assistance publique de la Seine en envoie beaucoup dans le département de la Nièvre.

Elle seule en effet pourra tenir en respect son insubordination en même temps que travailler à corriger ses vices par un aménagement et des procédés spécialement destinés à cette fin. Sans jamais se présenter à lui comme un établissement pénitentiaire, elle créera autour de lui une atmosphère d'ordre, de confiance, de régénérescence physique et de salubrité morale où un travail fort et régulier sagement surveillé, des distractions bien comprises, des récompenses et des punitions bien équilibrées auront peu à peu raison de la poussée prématurée du mal dans cet organisme à peine formé et déjà altéré.

Par sa structure plus rigide que celle de la famille, l'école, — qu'on l'appelle école de préservation, école de réforme ou école professionnelle — apparaît donc comme un rouage indispensable du grand système destiné à assister, amender et régénérer l'enfance malheureuse, lorsque celle-ci présente un degré trop avancé d'insubordination pour s'accommoder de la vie familiale. Par son organisation essentiellement pédagogique, elle est l'échelon nécessaire entre le placement individuel qui ne convient qu'aux très bons, et la maison de correction qui ne doit être réservée qu'aux plus mauvais.

Cette vérité a mis longtemps à se faire jour, et si des projets de lois l'avaient dès jadis proclamée, si à maintes reprises des congrès et des comités en avaient réclamé l'application, elle n'a vu en France sa consécration législative qu'à la date du 28 juin 1904.

Cette innovation, tout en répondant à un réel besoin,

a-t-elle été faite avec la sagesse que l'on pouvait souhaiter ? A-t-il été suffisamment tenu compte des bonnes volontés qui ne manquaient pas de s'offrir pour une tâche aussi belle, de quelque initiative*qu'elles procédassent et sous quelque étiquette qu'on les vît se manifester ? N'a-t-on obéi qu'à des préoccupations d'ordre philanthropique, moral et social ? Les dispositions de détail prises pour assurer l'exécution de ce texte législatif ne lui font-elles pas courir le danger de rester lettre morte, ou tout au moins n'entravent-elles pas considérablement sa mise en pratique ?

Autant de questions importantes auxquelles nous nous proposons de répondre en abordant l'étude des Ecoles professionnelles prévues par la loi du 28 juin 1904 pour les pupilles difficiles de l'Assistance publique.

Ce travail comportera trois parties essentielles :

- a) *Les prodromes de la loi du 28 juin 1904 ;*
- b) *Le système établi par cette loi ;*
- c) *L'organisation des Ecoles professionnelles.*

Dans la première partie, nous jetterons un rapide coup d'œil sur l'état de la législation antérieure à 1904 ; nous verrons par suite de quelles innovations s'est accru le nombre des pupilles de l'Assistance publique, et dans quelle situation se trouvaient, en l'absence d'un texte les concernant, ceux de ces enfants que leur caractère empêchait de maintenir dans leur placement. Nous examine-

rons les principaux desiderata que cette situation avait fait naître au sein des congrès et des comités, et nous rechercherons dans quelles conditions la loi de 1904 a vu le jour.

Dans notre seconde partie, nous étudierons de quelle manière ce texte a compris la création des écoles professionnelles, et, en particulier, quelle a été la conception du législateur à l'égard de l'initiative privée. Cette pensée sera d'ailleurs encore mieux aperçue au fur et à mesure que nous rencontrerons, dans ses dispositions de détail, le projet de règlement d'administration publique élaboré par le Conseil supérieur de l'Assistance publique, projet que nous aurons souvent l'occasion de mettre en parallèle avec les vœux du Comité de défense des mineurs traduits en justice.

Enfin, la troisième partie de cette étude sera consacrée à l'organisation même des écoles professionnelles. Ici, des questions multiples surgissent, se rattachant toutes à ce grave problème : donner à l'enfant une instruction et une éducation qui l'améliorent et le préparent à une vie honnête et laborieuse. Et pour cela, comment l'accueillir à son entrée à l'école ? Quelle attitude garder vis-à-vis de lui pendant qu'il y séjournera ? De quelle façon le mêler à ses camarades ? Quel métier lui mettre en main ? A l'aide de quels éléments entreprendre sa formation morale, comment le punir et comment le récompenser avec fruit ?

Toutes ces questions résolues, il nous restera à dire

quelques mots d'un point très important, à raison même de la place qu'il occupe dans l'existence des écoles professionnelles : celui du personnel à qui l'on confiera les enfants.

PREMIÈRE PARTIE

LES PRODROMES DE LA LOI DU 28 JUIN 1904

La législation protectrice de l'enfance abandonnée remonte, dans l'histoire de notre droit, à la période intermédiaire. Auparavant, nous voyons les seigneurs chargés de pourvoir à l'entretien des enfants trouvés, et nous trouvons quelques textes faisant allusion à cette obligation. Tel l'édit de juin 1670 « pour l'établissement de l'hôpital des enfants trouvez » où, après cette déclaration très charitable qu'« il n'y a point de devoir plus naturel ni plus conforme à la piété chrétienne que d'avoir soin des pauvres enfans exposés que leur faiblesse et leur infortune rendent également dignes de compassion », il est rappelé que le Parlement de Paris, par son arrêt du 13 août 1552, a ordonné que les seigneurs Hauts-Justiciers, dans l'étendue de Paris et de ses faubourgs, contribuassent aux frais nécessaires « pour l'entretien, subsistance et éducation des enfans exposés dans l'étendue de leur Haute-Justice. »

L'abolition des privilèges consacrée dans la nuit du 4 août 1789 devait entraîner comme corollaire la sup-

pression de certaines charges, parmi lesquelles nous voyons précisément mentionner dans un décret du 13 avril 1791 « concernant l'abolition de plusieurs droits seigneuriaux », l'obligation antérieure de pourvoir à l'entretien des enfants trouvés :

« Les droits de déshérence, d'aubaine, de bâtardise... n'auront plus lieu en faveur des ci-devant seigneurs à compter formellement de la publication des décrets du 4 août 1789, les ci-devant seigneurs demeurant depuis cette époque déchargés de l'entretien des enfants trouvés. » (tit. I, art. 7.)

Les ci-devant seigneurs une fois libérés de cette obligation, qui va la prendre pour soi, sinon la nation, cette nouvelle souveraine qui vient seulement de prendre conscience d'elle-même ? Un décret du 28 juin 1793 nous fixe à cet égard. Il est intitulé « Décret relatif à l'organisation des secours à accorder annuellement aux enfants, aux vieillards et aux indigents », et porte dans son paragraphe 2, art. 1^{er} :

« La nation se charge de l'éducation physique et morale des enfants connus sous le nom d'enfants abandonnés. »

Parmi ceux-ci, les uns, confiés aux citoyens qui en faisaient la demande (1), étaient élevés par eux sui-

(1) Décret du 28 juin 1793, art. 9. Il sera permis à tous les citoyens autres que ceux secourus par la nation, de se présenter à l'agence (de secours) pour y prendre un ou plusieurs enfants à la charge de la nation.

vant les prescriptions de l'article 13 du décret (1) ; les autres, n'ayant pas été recueillis dans ces conditions ou ayant été retirés de chez leurs nourriciers (2), étaient placés, suivant leur âge, soit en nourrice, soit dans des hospices dont l'organisation était prévue comme il suit par l'article 23 :

« Cet hospice, qui ne formera qu'un seul et même établissement avec celui consacré aux vieillards, sera divisé en deux corps de logis totalement séparés, et subordonnés à un régime analogue à chaque espèce d'indigents que l'un et l'autre recevront. »

Il semble bien que nous trouvions en germe dans ce décret de 1793 le procédé actuel de l'Assistance publique confiant à des particuliers le soin d'élever le plus grand nombre de ses pupilles, et gardant ou reprenant dans ses hospices ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ne peuvent être maintenus dans leur placement.

Le Directoire devait à son tour énoncer le principe d'assistance qu'avait proclamé la Convention. Aussi une loi du 27 frimaire an V (17 décembre 1796) édicte-t-elle dans son article premier :

(1) Art. 13. Les personnes qui se présenteront seront tenues de se soumettre aux conditions suivantes :

..... 2^o De faire fréquenter assidûment par les enfants les écoles nationales ; 3^o de les mettre en apprentissage aux époques indiquées, si ces enfants ne préfèrent s'adonner à l'agriculture.

(2) Art. 14. Il sera toujours libre à l'agence de retirer ces enfants aussitôt qu'elle aura reconnu qu'il y a du danger à les laisser plus longtemps au pouvoir de ces personnes.

« Les enfants abandonnés nouvellement nés seront reçus gratuitement dans tous les hospices civils de la République. »

Mais c'est seulement la législation impériale qui réglementa d'une façon détaillée la situation faite à l'enfance abandonnée et l'éducation dont il convenait de la pourvoir. Un décret resté célèbre du 19 janvier 1811, et que l'on peut considérer comme constituant une des assises du service des Enfants assistés, vint déterminer les catégories d'enfants dont la protection était confiée à la charité publique, et les règles à suivre pour leur éducation. Sans nous appesantir sur les détails de ce texte, remarquons simplement qu'il prévoyait ainsi trois catégories d'enfants (1) :

Les enfants trouvés ;

Les enfants abandonnés ;

Les orphelins pauvres ;

définissant les premiers « ceux qui nés de père et mère inconnus ont été trouvés exposés dans un lieu quelconque et portés dans les hospices destinés à les recevoir » (tit. II), et les seconds « ceux qui nés de père ou mère connus et d'abord déclarés par eux ou par d'autres personnes à leur décharge, en sont délaissés sans qu'on

(1) Décret du 19 janvier 1811. Tit. I, art. 1. Les enfants dont l'éducation est confiée à la charité publique, sont :

1^o Les enfants trouvés ;

2^o Les enfants abandonnés ;

3^o Les orphelins pauvres.

sache ce que les père et mère sont devenus ou sans qu'on puisse recourir à eux » (tit. III).

Quant à la façon d'élever ces enfants, il y avait lieu de distinguer suivant leur âge. Trois périodes étaient prévues par le décret :

Les nouveau-nés étaient mis en nourrice ;

Les enfants de plus de 6 ans devaient être placés en pension chez des cultivateurs ou des artisans (art. 9), à l'exception des estropiés et des infirmes qui étaient élevés à l'hospice (art. 10) ;

Enfin, à partir de 12 ans, les garçons en état de servir étaient mis à la disposition du ministre de la marine, ce qui ne nous étonnera pas à cette époque de guerres et de conquêtes. Ceux dont l'État ne disposait pas ainsi étaient mis en apprentissage chez des laboureurs ou des artisans. Quant aux filles, elles étaient placées chez des couturières ou autres ouvrières, ou dans des fabriques et manufactures (art. 17).

Somme toute, nous retrouvons dans ce décret de 1811 l'idée qui était contenue dans le décret précité de 1793 : celle de l'éducation des enfants abandonnés par les particuliers, sauf nécessité absolue de les garder à l'hospice dépositaire ; mais une idée élargie et parvenue déjà dans ses applications à un remarquable degré de perfectionnement.

Aussi bien les régimes politiques vont-ils se succéder en France sans apporter de longtemps de nouvelles extensions aux règles posées sous le premier Empire, et

ce n'est que plus d'un demi-siècle après qu'une loi du 3 mai 1869 fonde définitivement le service des Enfants assistés, en prévoyant les dépenses qui y sont afférentes et la façon dont elles seront acquittées.

Mais le contingent de ce service ne se trouvait aucunement modifié par la nouvelle disposition législative ; il demeurerait tel que l'avait fixé le décret de 1811, c'est-à-dire suivant les distinctions que nous y avons relevées, composé d'enfants trouvés, d'enfants abandonnés et d'orphelins pauvres.

C'est ainsi qu'au lendemain de cette loi, les statistiques de 1871 accusent pour ces trois catégories d'assistés une population de 94.043 enfants dont 59.623 élevés à la campagne et 3.526 à l'hospice, et celles de 1872 une population de 98.664 enfants dont 61.389 à la campagne et 3.580 à l'hospice (1).

Un nombre déjà aussi considérable de pupilles ne pouvait pas renfermer que des natures dociles, prêtes à s'attacher aux familles rurales qui les prenaient avec elles, et à oublier dans une existence saine et laborieuse les vicissitudes qui avaient marqué leur entrée dans la vie.

Outre que sur un contingent de près de 100.000 enfants, il est de toute nécessité que l'on compte une proportion plus ou moins forte d'esprits difficiles, voire indisciplinés et même vicieux, il est évident que cette proportion aug-

(1) Les autres élevés à la ville.

mentera d'une façon notable et inquiétante dans un milieu aussi favorablement préparé à l'indiscipline et au vice que celui de petits êtres livrés dès leur naissance aux hasards de l'abandon.

Contre un tel état de choses, que pouvait alors l'Assistance publique lorsqu'elle se trouvait en présence d'un pupille placé par ses soins chez des cultivateurs, et qui, par sa mauvaise conduite, rendait périlleux son maintien dans ce placement? Trois solutions s'offraient, toutes trois semblant présenter des inconvénients assez graves pour qu'on les ait dès lors jugées insuffisantes.

Ou bien le sujet se trouvait quand même maintenu dans la famille qui l'avait primitivement accueilli, à moins qu'il ne fût simplement déplacé et confié à une autre : procédé des plus dangereux puisque, loin de remédier à l'insubordination de l'enfant, il lui laissait en quelque sorte le moyen de se prolonger, de s'aggraver, et, ce qui est pis, de se propager dans un milieu jusqu'alors indemne.

Ou bien le pupille était rappelé à l'hospice dépositaire. Sans doute, avec ce second système, le péril que nous venons de constater était évité, puisque l'enfant de l'Assistance, élément contagieux, se trouvait soustrait à sa famille nourricière et, par là-même, au voisinage d'autres enfants qu'il eût peut-être contaminés. Mais il n'y avait là qu'un demi-remède, et l'on peut dire que cette mesure, si elle profitait aux uns, — ceux chez qui avait été placé le pupille — en les débarrassant de la présence dange-

reuse de ce dernier, ne constituait pour lui aucun moyen d'amélioration et de relèvement, et ne pouvait au contraire que favoriser son esprit d'insubordination et ses tendances vicieuses.

La généralité des hospices en effet n'était pas organisée pour recevoir en dépôt les enfants assistés ; ceux-ci, lorsqu'ils y rentraient, pour une cause ou pour une autre, se trouvaient donc laissés dans un désœuvrement des plus pernicious dont quelques-uns ne sortaient que pour s'enfuir et mener au dehors une existence vagabonde, peut-être déjà criminelle. Bien plus, confondus dans l'hospice sans aucune distinction d'âge ni de moralité, il arrivait que les bons sujets, mélangés aux mauvais, pâtissaient de cette promiscuité, et qu'en retirant ceux-ci de leur placement pour éviter la contagion du vice, on ne s'était gardé d'un mal que pour tomber dans un autre. Si l'on ajoute à ces considérations que les enfants de l'assistance ainsi rentrés dans les hospices s'y trouvaient forcément en contact avec les vieillards hospitalisés, les incurables, les malades, on aura quelque idée des dangers de toute nature que peut offrir une telle situation (1), et l'on

(1) Dans le mémoire qu'il présentait au 2^e Congrès national d'assistance (Rouen-Le Havre, 15-19 juin 1897), M. Savouré-Bonville, inspecteur départemental de l'Assistance publique de l'Eure, dépeignait ainsi leur situation :

« Le plus souvent, ils sont logés dans une chambre ayant accès dans une salle de vieillards ou d'incurables, et même dans une salle de malades, et ils sont en contact permanent dans les corridors, cours et jardins, avec des hospitalisés, civils et militaires.

« Ils y sont laissés dans le désœuvrement le plus démoralisant,

ne s'étonnera pas qu'elle ait paru, comme la précédente, exiger une complète métamorphose.

Il y avait bien une troisième solution au problème inquiétant des pupilles indisciplinés ou vicieux. C'était de les confier à des établissements pénitentiaires publics ou privés où leur amendement pût être tenté avec celui des mineurs délinquants envoyés par les tribunaux. Mais dès cette époque, un tel voisinage parut présenter de sérieux inconvénients ; on se dit que les enfants difficiles de l'Assistance n'étaient pas, en somme, des coupables, mais seulement des prédisposés à l'être, et qu'en cette qualité, il fallait, pour les améliorer et agir préventivement sur eux, les grouper en dehors de tout élément plus avancé dans la voie du mal (1).

lequel, pour les paresseux et les vicieux, présente un attrait irrésistible. »

Et M. Gerville-Réache, rapporteur de la loi de 1904, formulait la même critique en disant :

« Le séjour des pupilles dans le milieu confiné d'un hospice est également préjudiciable à leur santé et à leur éducation. »

(1) En 1878, sous l'influence des exemples d'outre-mer rapportés par M. le Pasteur Robin et le vicomte d'Haussonville, on avait discuté le projet d'insérer des écoles de préservation semblables aux écoles industrielles anglaises dans un amendement à la loi du 5 août 1830 sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus.

À la séance de la Société des prisons du 3 juillet 1878, M. le Pasteur Robin disait dans la troisième partie de son important rapport sur les écoles industrielles anglaises et la protection des enfants insoumis et abandonnés :

« Nous manquons d'un établissement intermédiaire entre l'école et la maison d'éducation correctionnelle ; nous n'avons pas comme ail-

Toutes ces critiques, nées de l'insuffisance des moyens d'éducation dont disposait l'Assistance publique, allaient bientôt trouver leur expression sous une forme pratique. Le 27 janvier 1881, M. Théophile Roussel, le grand apôtre de l'enfance, déposait au Sénat un vaste projet de loi appelé quelque temps après à devenir dans plusieurs de ses parties la célèbre loi du 24 juillet 1889. Ce projet prévoyait pour la première fois la création d'établissements spéciaux destinés à recevoir les pupilles vicieux ou indisciplinés de l'Assistance publique ; les articles 43 et 46 étaient en effet ainsi conçus :

Art 43. « Toutes les fois qu'un mineur placé sous la protection de l'autorité publique donne des sujets graves de mécontentement, le préfet peut, sur la plainte de l'Administration d'assistance, de l'association, du directeur d'orphelinat ou autres établissements, ou du particulier qui a pris charge dudit mineur, et sur un rapport

leurs d'école de préservation. C'est sur ce deuxième point qu'une réforme importante est devenue nécessaire dans notre loi pénale. »

Mais dans la séance du 12 juin 1879, M. Fernand Desportes s'éleva contre le projet d'insérer ce genre d'établissements dans un amendement à la loi de 1850.

« Ces enfants (exposés par l'abandon moral ou matériel à commettre des délits) ne doivent pas, disait-il, trouver place dans une loi pénale. Le Code pénal ne saurait les atteindre. La loi de 1850 ne peut pas s'occuper d'eux. Vous n'avez pas le droit de les assimiler à de jeunes délinquants...

« Ces pauvres abandonnés appartiennent à l'Assistance publique. Ce qu'il faut pour eux, ce n'est pas une loi répressive, c'est une loi d'assistance. »

spécial de l'inspecteur, décider que le mineur sera transféré dans un des établissements spéciaux créés en exécution de l'article 46 de la présente loi pour y être élevé et détenu conformément aux dispositions du règlement d'administration publique. »

Art. 46. « Sont à la charge de l'Etat :

...2° Les dépenses à effectuer pour assurer, en cas d'insuffisance des ressources de l'Assistance publique ou de la charité, l'éducation et l'entretien dans des établissements spéciaux :

... Des mineurs vicieux ou insubordonnés. »

Ces deux articles furent adoptés par le Sénat le 8 juillet 1883, et le projet Th. Roussel, voté dans son ensemble par cette assemblée le 11 juillet. Porté ensuite à la Chambre et renvoyé à une commission spéciale, il fut l'objet d'un rapport que M. Gerville-Réache déposa le 26 mai 1884. Puis la fin de la législature arriva sans que le projet eût été soumis en temps utile au vote des deux Chambres, et de ce fait il devint caduc.

Mais l'état de choses qui l'avait inspiré devait, en se prolongeant et en s'aggravant, empêcher qu'il tombât dans l'oubli. Deux ans s'étaient à peine écoulés que M. Gerville-Réache, reprenant pour son propre compte le texte voté en 1883 par le Sénat, en faisait l'objet d'une nouvelle proposition de loi qu'il déposa le 13 juillet 1886 et à laquelle il donnait son rapport de 1884 comme exposé des motifs. Les dispositions concernant les mineurs vicieux ou insubordonnés y étaient maintenues sans modifications.

Mais ce n'est qu'en 1889, c'est-à-dire huit ans après la première apparition du projet Th. Roussel, que les innovations importantes qu'il comportait se trouvèrent enfin consacrées, en partie du moins, par le législateur. Résumons brièvement les effets de cette réforme.

La loi du 24 juillet 1889 « sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés », en augmentant considérablement les cas de déchéance de la puissance paternelle, mettait du même coup à la charge de l'Assistance publique une nouvelle catégorie de pupilles : les enfants maltraités ou moralement abandonnés dont les parents seraient déclarés déchus de la puissance paternelle pour l'une des causes énoncées dans les articles 1 et 2 (1), et dont la tutelle ne serait pas constituée con-

(1) Ces causes sont notamment : l'excitation habituelle de ses enfants à la débauche (art. 333 du Code pénal), la condamnation comme auteur, co-auteur ou complice d'un crime commis soit sur la personne d'un ou de plusieurs de ses enfants, soit par un ou plusieurs de ses enfants ; deux condamnations comme auteur, co-auteur ou complice d'un délit commis sur la personne d'un ou de plusieurs de ses enfants ; deux condamnations pour excitation habituelle des mineurs à la débauche.

Toutes ces causes sont des déchéances de plein droit. En outre : les travaux forcés à perpétuité ou à temps, la réclusion pour un crime autre que ceux prévus par les art. 86 à 101 du Code pénal ; deux condamnations pour séquestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants ou pour vagabondage ; la condamnation par application de l'art. 2 par. 2 de la loi du 23 janvier 1873 (ivresse publique) ou des art. 1, 2 et 3 de la loi du 7 décembre 1874 (emploi dans une profession ambulante de ses enfants âgés de moins de 12 ans, ou cession de ses enfants de moins de 16 ans à un individu exerçant une profession ambulante), une première condamnation pour excitation habituelle de

formément à l'article 10 (tutelle de droit commun).

Cette juste protection accordée à des enfants qui jusque-là se trouvaient laissés sans défense à la merci d'un père ou d'une mère indignes, parfois des deux, allait en même temps jeter dans le service des Enfants assistés toute une collection de petits malheureux particulièrement bien disposés à devenir des pupilles indisciplinés et vicieux. A la différence en effet des enfants trouvés, des enfants simplement abandonnés que l'Assistance recueillait à un âge où leur éducation pouvait sembler relativement facile parce qu'il était plus proche de leur naissance, les moralement abandonnés de la loi de 1889 n'allaient entrer en cette qualité dans les cadres de l'Assistance qu'à des âges plus variables, et après avoir trouvé dans leurs protecteurs naturels, non pas avec l'affection, l'exemple de l'honnêteté, du travail et de la vertu, mais, avec les mauvais traitements, celui de la fainéantise et du vice. Comment, dans de telles conditions, ne pas craindre avec raison qu'une fois sortis du triste milieu où ils grandissaient et transplantés dans une famille saine et laborieuse, nombre de ces enfants ne puissent se plier à une existence d'ordre, de travail et d'honneur, et soient tout prêts à faire revivre par eux-mêmes les funestes exemples qu'ils avaient eus sous les yeux ? Comment espérer la soumission et la bonne conduite d'un malheureux être qui pendant cinq années, dix années, a été habitué

mineurs à la débauche, l'ivrognerie habituelle, l'inconduite notoire, les mauvais traitements peuvent motiver la déchéance.

à ne voir ses parents qu'en état d'ivresse, à n'entendre sortir de leur bouche que les propos les plus révoltés et les plus corrompus, et à assister aux pires spectacles de la débauche s'il n'a lui-même servi d'instrument à cette dernière ?

Aussi, le promoteur de la loi qui venait d'être votée, averti par le passé et comprenant tout ce que cette situation nouvelle pouvait avoir de dangereux pour les enfants assistés, avait-il, dans son projet de 1881, consacré comme nous l'avons vu les deux articles 43 et 46 à la création d'écoles spéciales pour les pupilles vicieux ou insubordonnés, dont la nouvelle législation allait forcément accroître le nombre.

Mais le projet de M. Th. Roussel qui, en 1881, se présentait avec l'aspect d'une législation d'ensemble sur l'enfance abandonnée, délaissée ou maltraitée, aboutissait en 1889 sous une forme restreinte⁽¹⁾ permettant de combler sans plus attendre les lacunes les plus graves et de remédier aux abus les plus douloureux.

Il s'ensuit que dans la loi du 24 juillet 1889 nous ne trouvons plus trace des articles 43 et 46 du projet de 1881 repris en 1886 par M. Gerville-Réache. L'Assistance publique est bien appelée à recevoir au nombre de ses enfants des contingents nouveaux et considérables ; mais elle ne dispose à l'égard de ces derniers que du moyen d'éducation traditionnel : le placement familial.

(1) Les articles formant le tit. III du projet et quelques articles des tit. I et II.

Que la quantité augmentât, comme cela devait fatalement se produire, des natures indisciplinées ou vicieuses auxquelles il ne convient pas, et l'on allait être, comme par le passé, réduit à les changer plusieurs fois de famille, à les entasser dans les hospices dépositaires ou à les interner dans des établissements qui n'étaient pas faits pour cette catégorie d'enfants.

Aussi ne nous étonnerons-nous pas de rencontrer des doléances sur l'inconduite et l'immoralité des enfants de la loi de 1889 dans les rapports de plusieurs inspecteurs des Enfants assistés, tels que ceux du Gers (1901), du Pas-de-Calais (1898), de la Haute-Saône (1900), de la Manche (1901), du Loir-et-Cher (1902), de l'Indre (1900), du Gard (1902), de la Côte-d'Or (1902), de la Corrèze (1902), etc., etc.

Il y a lieu néanmoins d'ouvrir ici une parenthèse et de remarquer que, même avant le vote de la loi de 1889, un département, la Seine-Inférieure, s'était préoccupé du sort de ses pupilles indisciplinés et avait réalisé pour eux l'Ecole de préservation. Devant l'encombrement des hospices dépositaires alimentés sans relâche par des villes d'une importance telle que Rouen et Le Havre, le Conseil général s'émut des dangers grandissants d'une telle situation, et acceptant dans sa séance du 21 avril 1887 la donation d'une propriété de 37 hectares située à Melleville, décida en même temps d'y créer une colonie agricole pour les enfants assistés. La loi de 1889 ne pouvait donc être que bien accueillie dans ce département qui,

depuis deux années, possédait l'outillage nécessaire à l'éducation de ses pupilles indisciplinés. Ce qui devint par la suite indispensable, ce fut l'extension de la colonie primitive, dont les essais avaient démontré le bien fondé (1).

Elle eut lieu en 1894, époque à laquelle le Conseil général vota la transformation de l'Ecole pratique d'agriculture d'Aumale (2) en une école de réforme pour les enfants assistés et moralement abandonnés de la Seine-Inférieure.

Au 2^e Congrès national d'assistance qui se tint à Rouen du 15 au 19 juin 1897, le docteur Metton-Lepouzé, inspecteur des enfants assistés de ce département, communiqua sur la nouvelle école des renseignements dans le détail desquels nous n'avons pas à entrer dans ce chapitre, mais dont nous retiendrons seulement, pour faire suite à ce que nous avons dit sur Melleville, que depuis sa transformation jusqu'au 6 mai 1897, Aumale compta 414 pupilles, dont 37 contractèrent un engagement militaire et 132 furent replacés en service.

Donc, la Seine-Inférieure mise à part (car en ce qui

(1) Depuis sa fondation en 1887 jusqu'au 31 décembre 1894, Melleville reçut 228 pupilles sur lesquels : 14 contractèrent un engagement militaire, 149 furent placés chez des agriculteurs, sur ce nombre, 57 durent être réintégrés comme insuffisamment amendés et 92 demeurèrent définitivement dans leur placement.

(2) Le domaine d'Aumale avait été acquis en 1887 moyennant une somme de 160.000 francs. Il comprenait un ancien collège et une exploitation agricole de 137 hectares.

concerne le département de la Seine, l'établissement de Montesson n'est devenu que plus tard Ecole de préservation (1), l'Assistance publique ne disposait nulle part en France, pour ses pupilles indisciplinés, du rouage tenant le milieu entre le placement familial et la maison de correction. Aussi, lorsqu'un nouveau projet de loi sur le service des Enfants assistés fut présenté le 18 février 1892 par M. Constans, ministre de l'Intérieur, on pensa que l'occasion était venue de remédier enfin aux lacunes de la législation existante par l'insertion d'un texte (art. 27) qui, après avoir défini le pupille « difficile » (2), prévoyait dans ces termes la création d'écoles destinées à le recevoir :

« Dans un délai de dix années à partir de la promulgation de la présente loi, des établissements d'observation et de préservation seront créés par les départements en faveur des pupilles difficiles. Deux ou plusieurs départements peuvent s'unir, conformément aux articles 89 et 90 de la loi du 10 août 1871, pour fonder et entretenir en commun un semblable établissement. »

C'était la troisième fois qu'une disposition analogue se trouvait soumise au législateur. On eût pu croire que devant les nécessités nouvelles créées par la loi de 1889, devant les réclamations des comités et les vœux des congrès, la lacune allait enfin être comblée. Il n'en fut rien.

(1) Voir page 35, note 2.

(2) « Est réputé difficile le pupille qui, à raison de ses défauts de caractère, ne peut être confié à une famille. »

Comme en 1881, comme en 1886, la réforme avait le tort de se présenter sous l'aspect restreint d'une partie seulement de tout un système concernant le service des Enfants assistés et nécessitant en cette qualité de longues discussions. Il eût donc fallu dès cette époque la distraire de l'ensemble du projet et la faire voter séparément. C'est la solution à laquelle on s'arrêtera douze ans plus tard ; mais en attendant, l'article 27 précité du projet Constans traîne de bureau en bureau à la suite des autres textes, la situation des pupilles indisciplinés de l'Assistance reste précaire, et il advient sur ces entrefaites une nouvelle loi qui va jeter dans cette organisation défectueuse une perturbation encore plus considérable que celle provoquée naguère par la loi du 24 juillet 1889 (1).

Grave en effet était la loi votée le 19 avril 1898 « sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis sur les enfants ». Là en effet ne se bornait pas son champ d'application. Prévoyant dans

(1) Signalons encore le projet déposé le 4 janvier 1893 par M. Guilot à la suite d'une proposition de M. E. Passet sur le vagabondage et la prostitution des mineurs de 16 ans faite le 27 juillet 1892 au Comité de défense. Ce projet intitulé : « Loi sur la protection des enfants mendiants et errants » disposait ainsi dans ses articles 7 et 12 :

Art. 7. « Il sera institué par l'État hors des villes, sous le titre d'Écoles de Préservation, des établissements destinés à l'éducation et à l'instruction desdits mineurs qui seront désignés sous le nom de pupilles. »

Art. 12 : « Un règlement d'administration publique déterminera le régime desdites écoles et le mode d'éducation qui devra tendre principalement à préparer l'enfant à la vie rurale et militaire, et s'appuyer sur les principes formulés dans l'art. 4 de la loi du 5 août 1850. » (Education morale, religieuse, professionnelle).

son article 4 l'hypothèse de l'enfant, non plus victime, mais coupable, elle y édictait, pour l'un comme pour l'autre, cette règle importante :

« Dans tous les cas de délits ou de crimes commis par des enfants ou sur des enfants, le juge d'instruction commis pourra, en tout état de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne charitable qu'il désignera, ou enfin, à l'Assistance publique. »

L'article 3 accordait dans les mêmes cas au tribunal saisi de l'affaire le droit de statuer définitivement sur la garde de l'enfant.

Ces dispositions devaient avoir une double conséquence. D'un côté, elles allaient faire diminuer l'effectif des colonies pénitentiaires privées et publiques ; de l'autre, elles allaient accroître la population des enfants assistés. Et en effet, si nous consultons les statistiques, nous voyons que le nombre des mineurs détenus dans les établissements d'éducation correctionnelle (nombre qui d'ailleurs avait toujours été en baissant depuis 1875 où il atteignait 7889) tombe rapidement après le vote de la loi de 1898, de 4.535 à 4.037, pour ne plus être en 1902 que de 3.182 et en 1904, de 2.653.

Inversement, le nombre des enfants assistés monte à 129.225 en 1900 et 136.355 en 1904.

Que conclure de ces chiffres, sinon que des enfants, non plus seulement en danger moral, mais déjà fautifs et

qui, sous la législation antérieure, eussent été enfermés dans les colonies pénitenciaires, pouvant désormais être confiés aux soins de l'Assistance publique, celle-ci allait voir grossir dans d'inquiétantes proportions le contingent de ses pupilles indisciplinés et vicieux ? Aussi constatons-nous, dès au lendemain de 1898, que certains départements récriminent avec vivacité contre l'envoi par les tribunaux de jeunes délinquants, et refusent de les recevoir au nombre des enfants assistés. Les doléances de l'inspecteur départemental de l'Aisne sont remarquables à cet égard : « Lorsque les enfants, disait-il à la session d'août 1900, sont âgés de quinze à seize ans, qu'ils sont poursuivis par le Parquet pour des délits bien caractérisés, qu'ils sont récidivistes incorrigibles, devraient-ils nous être remis ? Je ne le pense pas. Arrivé à ce degré de perversion et à cet âge, l'enfant a besoin d'une surveillance de chaque instant et doit être tenu sévèrement. Que peut faire en pareil cas l'Assistance publique ? Lorsqu'un enfant lui est confié, si ses antécédents ne sont pas trop mauvais, l'inspecteur fait comme pour tous les autres enfants du service : il le place dans une famille après avoir préalablement prévenu les patrons ; mais lorsqu'il s'agit d'un enfant notoirement connu pour ses méfaits, personne ne veut le prendre, et l'inspecteur, qui n'a à sa disposition aucun moyen de réprimer une semblable nature, le fait rentrer à l'hospice dépositaire d'où il ne tarde pas à s'évader pour recommencer sa vie de vagabondage. Il est donc permis de penser que parmi

les enfants qui nous sont confiés, un certain nombre auraient dû être envoyés directement en correction. »

On trouve résumés dans ces plaintes, et les inconvénients vis-à-vis des natures perverses du placement familial, et ceux de la rentrée à l'hospice dépositaire, en même temps que le regret de constater que la loi de 1898, non seulement n'avait pas comblé la lacune existante en n'instituant pas les écoles de préservation, mais encore l'avait aggravée en accroissant le nombre des pupilles de l'Assistance ainsi dépourvus de tout moyen efficace d'éducation.

Les choses furent encore plus compliquées dans le département du Nord. Après la promulgation de la loi de 1898, l'Assistance publique de ce département recueillit en trois années 123 enfants remis par les tribunaux. Sur ce nombre, 77 durent être abandonnés pour s'être évadés de leur placement après avoir commis de nouveaux délits ou occasionné des scandales. Aussi, à la session d'août 1901, le préfet du Nord fit remarquer au Conseil général combien ces 123 enfants discréditaient les 3000 pupilles réguliers de l'Administration, et ce au point que le placement de ceux-ci devenait de plus en plus difficile. Il ajoutait, s'appuyant sur deux consultations données par le ministre de l'Intérieur, l'une le 28 septembre 1898 (1), l'autre le 26 novembre, que « l'Assistance pu-

(1) La lettre ministérielle du 28 septembre 1898 déclarait qu'il était certain « que la prise en charge d'un enfant par un service d'assis-

blique n'était pas obligée de recevoir les enfants que lui adressent les tribunaux ». En conséquence, il proposait au Conseil général de n'admettre ceux-ci au rang des pupilles du service que s'il les jugeait susceptibles de s'amender et de ne causer aucun ennui grave à l'Administration, et à la condition en outre que l'admission de ces enfants fût toute provisoire et révocable.

Le Conseil général adopta cette manière de voir, et il arriva par la suite que sur 121 dossiers de mineurs communiqués au préfet, celui-ci rejeta 119 demandes : deux admissions sur 121 cas, c'était en pratique une fin de non-recevoir opposée par l'Administration.

Mais un arrêt devenu célèbre de la Cour de cassation et rendu le 14 août 1902 (1) vint, à l'encontre de la thèse soutenue par le préfet du Nord, déclarer que les juges peuvent valablement confier un mineur de 16 ans (2) à tance dans les conditions que prescrit la loi de 1898 devant être subordonnée à l'adhésion du chef de service qui est le préfet. »

(1) Affaire Cambrelong. (*Rec. de Dalloz*, 1903. I. 459). « Attendu que ces dispositions (art. 4 et 5 de la loi de 1898) qui ont complété l'art. 66 du Code pénal... imposent aux magistrats l'obligation d'ordonner que la garde de l'enfant sera, suivant les circonstances, confiée à l'une ou à l'autre des personnes ou des institutions qui y sont dénommées; qu'ainsi en confiant à l'Assistance publique la garde de la jeune Cambrelong, la Cour n'a fait que se conformer strictement à la loi. — Par ces motifs, rejette »

(2) La loi du 12 avril 1906 qui modifie la majorité pénale et la fixe en principe à 18 ans, contient une disposition transitoire (art. 3) ainsi conçue :

« La garde d'un enfant mineur de 16 à 18 ans ne pourra pas être confiée à l'Assistance publique par application des art. 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898. »

l'Assistance publique sans avoir à tenir compte du refus opposé par cette dernière.

La question semblait donc définitivement tranchée par cette décision de la Cour suprême. En réalité elle ne l'était pas et les choses demeuraient en l'état, car il dépendait toujours du département de mettre obstacle à l'admission des mineurs envoyés par les tribunaux en ne votant pas les fonds nécessaires à des dépenses dont aucun texte ne leur imposait l'obligation (1).

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le département de l'Aisne, dont nous avons constaté plus haut l'attitude rebelle dès 1900, se soit rallié le 25 août 1902, c'est-à-

(1) Après l'arrêt précité du 14 août 1902, le directeur de l'Assistance publique écrivait le 17 juin 1903 au préfet du Nord :

« Il faut remarquer que si la théorie de l'arrêt Cambrelong est conforme à la pensée du législateur, il existe dans la loi du 19 avril 1898 une lacune particulièrement grave qui en fait rend inapplicables, si le Conseil général s'y prête, les dispositions de l'art. 4. Il suffit de l'inaction du Conseil général ou de son refus d'ouvrir des crédits pour qu'il soit impossible d'admettre au nombre des Enfants assistés de votre département les sujets qui vous sont remis par l'autorité judiciaire en exécution de la loi de 1898. »

Commentant cette réponse, le préfet disait :

« M. le Ministre reconnaît implicitement, ce qui d'ailleurs n'a jamais été mis en discussion, que le Conseil général est souverain pour statuer sur l'admission ou le refus des enfants confiés à l'Assistance publique par les tribunaux. L'arrêt de la Cour de Cassation a pu avoir pour résultat de modifier la jurisprudence ; il n'a malheureusement changé ni le caractère ni la moralité des enfants coupables de délits ou de crimes, ni la situation dans laquelle se trouverait le service s'ils devaient être admis... J'estime que mon devoir est avant tout de sauvegarder les intérêts du service et de ne pas compromettre le sort des véritables enfants assistés. »

dire quelques jours après l'arrêt de la Cour de cassation, à une solution identique à celle qu'avait adoptée le département du Nord.

Les rapports de 1899 et de 1900 de l'Inspecteur départemental du Pas-de-Calais ne sont pas moins significatifs; les déclarations du Conseil général de ce département ne le cèdent en rien à celles que nous avons déjà rencontrées. Considérant par exemple que « en l'état actuel des choses, en l'absence d'établissements spéciaux sérieusement organisés, l'Administration ne dispose pas des moyens d'action nécessaires pour réformer les sujets vicieux ou indisciplinés que pourraient lui confier les tribunaux et dont la plupart relèvent de l'Administration pénitentiaire plutôt que de l'Assistance publique; que la loi de 1898 n'a pas prévu les voies et moyens par lesquels seraient acquittées les dépenses nécessitées par son application », le Conseil général du Pas-de-Calais décide, le 21 août 1902, que dans l'intérêt supérieur du service, il n'y a pas lieu d'admettre indistinctement dans les hospices dépositaires tous les mineurs de 16 ans que les tribunaux pourraient confier à l'Assistance publique, et autorise l'administration préfectorale à n'accepter désormais les enfants de cette catégorie que dans certaines conditions dont il sera juge.

L'Eure, la Côte-d'Or, le Gers, l'Ille-et-Vilaine, la Saône-et Loire, l'Orne, l'Oise, n'agirent pas autrement vis-à-vis de la loi de 1898, basant toujours leur résistance sur ce double motif: absence d'établissements spéciaux pour

pupilles indisciplinés ; absence de crédits officiels imposant aux Conseils généraux la nécessité d'admettre comme enfants assistés des mineurs renvoyés par les tribunaux (1).

On voit par tous ces exemples que si la loi de 1889 avait déjà pu causer quelque trouble dans le service des Enfants assistés, celle de 1898 y apportait une véritable perturbation (2). Un article comme l'article 43 du projet de 1881 ou l'article 27 du projet de 1892 eût évité toutes ces difficultés, ou, au moins, imposé silence aux départements.

(1) Le Conseil général du Morbihan, dans sa séance du 21 août 1902, avait décidé de rechercher une exploitation agricole pour y faire un essai rudimentaire et économique d'école de réforme. Le 20 août 1903, malgré l'absence de résultat pendant une année, il décida de continuer ses recherches.

(2) On pourrait toutefois s'étonner qu'un certain nombre de départements aient accepté sans récrimination les jeunes délinquants de la loi de 1898. Mais la raison en est que le nombre des jugements de garde y était minime. Tels sont l'Allier, la Charente, la Corrèze, la Haute-Garonne, le Tarn, l'Ariège, le Maine-et-Loire, la Vienne, la Vendée, la Nièvre, les Vosges, le Puy-de-Dôme, le Cantal, le Doubs, la Gironde.

Enfin, dans beaucoup de départements, les Tribunaux et l'Administration semblaient ignorer la loi de 1898; c'est ainsi que jusqu'en 1904, aucun jugement de garde ne paraissait avoir été rendu dans les Basses-Alpes, les Hautes Alpes, les Alpes-Maritimes, le Var, le Vaucluse, l'Aube, l'Aveyron, les Hautes-Pyrénées, les Pyrénées-Orientales, le Lot, le Lot-et-Garonne, le Tarn-et-Garonne, le Loir-et-Cher, la Creuse, l'Ain, l'Eure et-Loir, l'Indre-et-Loire, la Loire, la Savoie, la Haute-Marne.

Quant à la Seine-Inférieure, nous avons vu qu'elle était en mesure de faire face, avec ses écoles d'Aumale et de Melleville, aux nécessités nouvelles.

Pourtant, ce n'est que cinq années plus tard que le système depuis si longtemps préconisé et par trois fois à la veille d'être consacré législativement, devait finalement aboutir.

Ne faut-il voir dans sa soudaine résurrection qu'une issue très sage et très naturelle après mûre réflexion aux pressants appels des spécialistes, aux vœux réitérés des Congrès et des Comités (1), aux impossibilités nouvelles créées par la récente législation, ou bien ne serait-elle pas liée à quelque événement de tout autre nature qui en aurait hâté la venue ?

Le simple rappel d'un fait, un rapprochement de dates et quelques lignes extraites d'un discours nous convaincront aisément que cette réforme, qui était et aurait dû rester une réforme d'assistance, fut malheureusement entachée dès son principe de préoccupations d'un ordre moins élevé.

Le 10 mars 1903, sur la proposition de M. Combes alors président du Conseil, un décret retirait l'autorisation à l'établissement congréganiste du Bon-Pasteur de Nancy. Cette mesure intervenait à la suite d'accusations portées contre cette maison, accusations aux termes desquelles les sœurs de Notre-Dame de Charité qui la diri-

(1) Congrès national d'assistance (Rouen), 13-19 juin 1897. — Congrès national d'assistance publique et de bienfaisance privée (Bordeaux), 4^{er} juin 1903. — Comité de défense, 8 juillet 1903. — Premier Congrès national de patronage des libérés (Paris), 24 mai 1893. — Congrès international d'assistance publique et de bienfaisance privée (1900).

geaient, causaient par des abus de travail et des privations excessives, de graves préjudices à la santé des jeunes filles dont on leur confiait l'éducation (1). L'évêque de Nancy lui-même n'était pas resté étranger à cette affaire qui passionnait l'opinion publique, le tribunal avait eu à se prononcer, l'Administration avait retiré de l'établissement incriminé toutes les pupilles du département ; de là à sa suppression, il n'y avait eu qu'un pas.

Or, le jour même où elle était prononcée, le gouvernement déposait sur le bureau du Sénat un projet de loi sur l'éducation des pupilles difficiles ou vicieux de l'Assistance publique, adopté en Conseil des ministres quatre jours auparavant (6 mars 1903).

Les deux mesures étaient corrélatives, et la façon dont elles se présentaient montre sans peine que la seconde, malgré vingt années passées à l'étudier au point de vue purement humanitaire et social, s'inspirait cette fois des événements récents et du discrédit où quelques scandales allaient jeter pêle-mêle toutes les initiatives privées. Que si l'on en doutait encore, il n'y aurait qu'à lire l'exposé des motifs de la loi de 1904, où l'on trouve cette phrase caractéristique :

« Il n'y a que deux départements, ceux de la Seine (2),

(1) Les refuges appelés « Bons-Pasteurs » étaient presque exclusivement les seules maisons où l'Administration pût envoyer ses pupilles du sexe féminin indisciplinées ou vicieuses.

(2) C'est en 1902 que la maison de correction dite École Lepeletier

et de la Seine-Inférieure où fonctionnent à l'heure actuelle ce que l'on a appelé longtemps des « Ecoles de réforme ». Partout ailleurs, les services départementaux sont obligés de confier les pupilles difficiles et les pupilles vicieux à des œuvres privées qui n'offrent pas toujours des garanties suffisantes, dont quelques-unes même apparaissent comme très critiquables. »

Plus significatives encore sont les paroles prononcées le 11 octobre 1903 par le Président du Conseil (1).

de Saint-Fargeau, située à Montesson (Seine-et-Oise), fut transformée en École de préservation, à la suite d'une décision du Conseil général de la Seine en date du 28 décembre 1901. Elle prit en même temps le nom d'École Théophile-Roussel.

Elle reçoit :

1^o Les enfants confiés par les magistrats instructeurs et les tribunaux à la garde de l'École (art. 4 et 5 de la loi de 1898) ;

2^o Les enfants indisciplinés des écoles primaires de la Seine, volontairement confiés par leurs parents ou tuteurs en vertu d'un contrat ;

3^o Les pupilles indisciplinés de l'Assistance publique de la Seine ;

4^o Les enfants détenus par voie de correction paternelle (art. 375, Cod. civ.).

Seuls y sont admis (de 7 à 14 ans) les enfants dont les parents habitent le département de la Seine ou y sont nés.

L'École est administrée par le préfet de la Seine sous le contrôle du Conseil général, indépendamment de la surveillance de l'État.

Ainsi organisée, l'École Th.-Roussel a compté en 1902 un effectif de 110 élèves dont 26 remis par les juges d'instruction, 2 envoyés par l'Assistance publique et 82 confiés par leur famille — En 1903, 243 enfants dont 20 confiés par les juges d'instruction, 4 remis par l'Assistance, et 219 placés par leur famille. — En 1904, 320 enfants.

(1) Discours prononcé à l'occasion de l'inauguration de la statue de Vercingétorix.

Comme il traitait la question des pupilles indisciplinés de l'Assistance publique : « Ne pouvant, disait-il, les abandonner à leur malheureux sort ni les placer chez des particuliers ou dans des établissements laïques, nous sommes contraints de laisser les départements charger de leur éducation, moyennant pension, certaines congrégations spéciales. De la sorte, nous paraissions donner un démenti à nos doctrines. Le projet de loi dont il est question en ce moment remédie à cet état de choses. »

Ne semble-t-il pas à la lecture de ces lignes, que l'innovation depuis si longtemps réclamée, au moment où elle apparaît enfin comme certaine, ait perdu de sa belle apparence philanthropique et morale pour se présenter plutôt comme la résultante d'un système politique ?

Nous verrons par la suite, et principalement en rencontrant au cours de notre étude le projet de règlement d'administration publique élaboré après la loi de 1904, que ce vice initial, loin de s'atténuer, allait entacher la mise en œuvre de cette dernière comme il avait présidé à sa confection.

Quoi qu'il en soit, le projet déposé par M. Combes sur l'éducation des pupilles indisciplinés ou vicieux de l'Assistance publique était le dernier touchant cette importante question.

Présenté au Sénat le 10 mars 1903, il y fut voté, ainsi qu'à la Chambre, sans aucune discussion.

Ainsi se trouvait solutionné, de la façon la plus soudaine, un problème qui datait d'un quart de siècle.

DEUXIÈME PARTIE

LE SYSTÈME ÉTABLI PAR LA LOI DU 28 JUIN 1904

La loi nouvelle prévoyait ainsi l'éducation des pupilles « difficiles » (1) de l'Assistance publique :

Art. 1^{er}. « Les pupilles de l'Assistance publique qui, à raison de leur indiscipline ou de leurs défauts de caractère, ne peuvent pas être confiés à des familles, sont placés, par décision du préfet, sur le rapport de l'Inspecteur départemental, dans une école professionnelle.

« Les écoles professionnelles, agricoles ou industrielles,

(1) Quant aux pupilles non plus seulement indisciplinés, mais vicieux, la loi du 28 juin 1904, se séparant en cela des projets de 1881 et de 1886, ne les confond pas avec les premiers et leur consacre son article 2 ainsi conçu :

« Lorsqu'un pupille de l'Assistance par des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donne des sujets de mécontentement très graves, le tribunal civil peut, sur le rapport de l'Inspecteur des enfants assistés et sur la demande du préfet dans les départements ou du directeur de l'Assistance publique de Paris dans la Seine, décider, sans frais, qu'il sera confié à l'Administration pénitentiaire. »

Le régime qui leur est applicable étant celui des maisons de correction, ne se trouve pas rentrer dans le cadre de notre sujet.

sont des établissements départementaux ou des établissements privés.

« Les associations de bienfaisance et les établissements privés qui voudront être autorisés à recevoir et à élever des pupilles de l'Assistance, devront en faire la demande au Ministre de l'Intérieur et soumettre à son approbation leurs statuts, règlements et locaux.

« Chaque année, le Ministre de l'Intérieur arrêtera la liste des établissements autorisés à recevoir et à élever des pupilles de l'Assistance.

« Un règlement d'administration publique rendu dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, déterminera les mesures propres à assurer le placement provisoire ou définitif, la surveillance, l'éducation morale et professionnelle des pupilles placés dans les établissements départementaux ou privés, ainsi que le patronage de ces pupilles à la fin de leur placement. »

Art. 3. « Chaque département, faute d'avoir un établissement public destiné à recevoir les pupilles de l'Assistance visés à l'article 1^{er} de la présente loi, est tenu, dans un délai de trois ans, de traiter à cet effet, soit avec un établissement public dans un autre département, soit avec un établissement privé autorisé par le Ministre de l'Intérieur.

« Deux ou plusieurs départements peuvent créer ou entretenir à frais communs une école professionnelle de pupilles. »

Résumons, avant d'aborder l'examen de ce texte, les

différentes catégories d'enfants auxquels il est susceptible de s'appliquer, en tant que ceux-ci peuvent être qualifiés « pupilles » de l'Assistance publique.

L'étude historique que nous avons faite précédemment nous évitera d'entrer ici dans de nouveaux développements. Qu'il nous suffise de rappeler que le service des Enfants assistés comprend aujourd'hui :

- 1° Les enfants abandonnés ;
- 2° Les enfants trouvés ;
- 3° Les orphelins pauvres ;
- 4° Les moralement abandonnés (loi de 1889) ;
- 5° Les enfants confiés par les tribunaux en vertu de la loi de 1898.

De ces cinq catégories (qui ont donné des contingents de plus de 100.000 pupilles : 115.377 en 1901, 117.406 en 1902, 136.355 en 1904), il est évident, comme nous l'avons dit, que ce sont les deux dernières, et particulièrement encore celle de la loi de 1898 qui fournissent le plus grand nombre d'indisciplinés.

Pour eux donc principalement, pour tous les insubordonnés du service en général, quelles sont les mesures que prend le législateur, quels sont les procédés d'éducation qu'il édicte, dans leur intérêt et dans celui de la société ?

Il crée, sous le vocable plus discret d'Ecole professionnelle, l'Ecole de préservation ; ou plutôt, il invite les départements à la créer, leur donnant pour cela à choisir entre trois procédés :

1° Monter eux-mêmes l'établissement et l'organiser de toutes pièces ;

2° S'entendre avec d'autres départements pour le créer d'accord avec eux et à frais communs ;

3° Traiter avec des établissements privés, autorisés par le ministre de l'Intérieur, et leur concéder leurs pupilles indisciplinés moyennant un prix de journée.

Un délai de trois années est accordé aux départements pour faire leur choix entre les trois moyens qui leur sont offerts, et organiser les écoles professionnelles selon les prescriptions d'un règlement d'administration publique qui, naturellement, ne devait pas suivre de loin la loi qu'il était destiné à préciser.

Nous verrons plus tard ce qu'il est advenu de l'un et de l'autre, du délai imparti et du règlement annoncé.

Mais auparavant, il convient que nous examinions de plus près l'économie de la loi du 28 juin 1904, et que nous dégagions, pour en bien apercevoir les conséquences, dans quel esprit a été édifié le système tripartite laissé à l'option des départements.

Ressuscitée, nous l'avons vu, d'un mouvement de défiance à l'égard de l'initiative privée autant que du souci de remédier à une situation devenue difficile, la loi de 1904 devait dans son contexte traduire cette hostilité; et comme matériellement il lui était impossible de faire table rase des bonnes volontés et des dévouements particuliers, elle reste fidèle à son principe en n'accordant aux services d'assistance que comme pis-aller le droit de

traiter avec des établissements privés dûment autorisés à cet effet par le ministre de l'Intérieur.

Créez, dit le législateur, un établissement pour vos pupilles indisciplinés ; dépensez dans ce but des sommes considérables, hors de proportion peut-être avec les services qu'il vous rendra ; si vous y trouvez quelque avantage, unissez votre argent et vos efforts à ceux de vos voisins pour le faire sortir de terre. Maintenant, que si, d'aventure, vous vous croyez dans l'impossibilité absolue de répondre à mon désir, en dernier ressort, mais seulement en dernier ressort, tournez-vous vers l'un de ces établissements privés qui n'ont pas ma sympathie malgré les services qu'ils ont pu rendre, et confiez-leur vos enfants avec la certitude que nous leur imposerons la réglementation la plus étroite et la plus vexatoire.

S'il subsistait encore quelque doute, et bien que les circonstances dans lesquelles la loi de 1904 a vu le jour soient, nous l'avons constaté, assez significatives à cet égard, il n'y aurait qu'à relire les paroles prononcées par M. Lafferre à la Chambre le 31 mars 1905, lors des interpellations sur les établissements de bienfaisance privée : « Il faut, disait-il, assurer le plus rapidement possible l'exécution de la loi du 28 juin 1904 sur les pupilles vicieux de l'Assistance publique... En mettant à exécution ce projet de loi bienfaisant, vous accomplirez un acte social... Vous ferez en même temps un acte politique (1). »

(1) Sous une autre forme, M. Lafferre s'écriait dans la même séance :

Sans doute, M. Breton avait pu rappeler (séance du 24 mars), que dans son rapport du 25 juillet 1882 au Sénat, M. Th. Roussel lui-même, commentant les résultats de la vaste enquête à laquelle venait de se livrer la Commission sénatoriale, s'était élevé contre les abus et les spéculations dont quelques œuvres particulières pouvaient être répréhensibles.

Sans doute encore, certaines maisons, à l'heure présente, n'étaient-elles pas exemptes de tout reproche. Mais était-ce une raison pour confondre dans un même anathème toutes les œuvres de charité privée, pour arrêter dans leur essor celles qui avaient fait leurs preuves et s'étaient développées avec fruit dans le respect des lois et des règlements, et pour entraver à l'avenir les libres initiatives et les nobles dévouements ? (1).

Le législateur de 1904 nous apparaît donc comme animé de sentiments diamétralement opposés à ceux qui dictèrent à ses prédécesseurs la loi du 5 août 1880 sur

« Il faut que l'Etat accomplisse son devoir social et se passe enfin du concours d'établissements qui, par leur nature même, par le principe de leur organisation, sont absolument en contradiction avec le droit et l'intérêt des assistés. »

(1) M. Th. Roussel, cité par M. Breton à l'appui de ses accusations, n'était pas tombé dans ce travers : « Les documents, disait-il en effet, font connaître par exemple que, *ça et là*, sous les apparences de la charité, se cachent des entreprises industrielles fondées sur l'exploitation du travail des enfants. » Il est bien certain, et nul ne songe à le contredire sérieusement, que l'initiative privée a « *ça et là* » ses brebis galeuses ; mais il n'est pas douteux non plus qu'un service public a les siennes, et c'est ce qu'avec un système *a priori* comme celui de la loi de 1904, on ne voulait et ne pouvait pas voir.

l'éducation et le patronage des jeunes détenus. Ceux-là, se laissant guider par la seule préoccupation d'un problème moral et social à résoudre, et conscients de tout le bien fait depuis les temps les plus reculés par l'initiative particulière, avaient mis sur le même pied les colonies pénitenciaires publiques et les colonies privées, en indiquant toutefois une préférence pour ces dernières (1) ; le législateur moderne, lui, fasciné par la conception de l'État grand protecteur des faibles et grand redresseur de torts, relègue à l'arrière-plan tout ce qui ne constitue pas essentiellement un rouage de la machine administrative,

(1) La loi du 5 août 1850 disposait dans son article 5 :

« Les colonies pénitenciaires sont des établissements publics ou privés. »

Et l'article 6 continuait :

« Dans les cinq ans qui suivront la promulgation de la présente loi, les particuliers ou les associations qui voudront établir des colonies pénitenciaires pour les jeunes détenus, formeront auprès du ministre de l'Intérieur une demande en autorisation, et produiront à l'appui les plans, statuts et règlements intérieurs de ces établissements.

« A l'expiration des cinq années, si le nombre total des jeunes détenus n'a pu être placé dans des établissements particuliers, il sera pourvu, aux frais de l'État, à la fondation de colonies pénitenciaires. »

On voit, par cette dernière disposition, que dans la pensée du législateur de cette époque, les colonies publiques étaient uniquement subordonnées à l'insuffisance des établissements particuliers.

Rappelons aussi qu'au premier congrès national des libérés (Paris, 24 mai 1893), la 3^e section émit le vœu :

1^o Qu'il y aurait lieu de multiplier le nombre des écoles de préservation ;

2^o Qu'il soit fait un large appel à l'initiative privée.

et, au mépris de l'intérêt général, pousse à la monopolisation de l'assistance et de la charité (1).

(1) Dans un rapport de M. Grimanelli, directeur de l'Administration pénitentiaire (*Rev. Pén.* 1903, p. 829), on lit ces mots :

« Les préférences du législateur de 1830 étaient pour les colonies pénitentiaires privées. Les colonies publiques ne devaient dans sa pensée que suppléer à l'insuffisance des fondations particulières.

« Il semble bien que l'ordre de ces préférences doit être aujourd'hui renversé. L'Etat doit autant que possible assurer par lui-même un service qui intéresse au plus haut degré l'ordre public. Sans exclure dans l'avenir la création de nouveaux établissements privés, l'expérience a démontré que leur autorisation doit être subordonnée à des conditions plus étroitement déterminées et que l'on ne saurait trop fortifier le contrôle de leur fonctionnement. »

Mais il s'agirait précisément de savoir si en renversant l'ordre des préférences établies en 1830, on aboutira à un meilleur résultat, ou même à un résultat quelconque.

Cette hostilité et cette défiance à l'égard des établissements privés trouvent d'ailleurs leur application pratique dans ce fait journalier : la décroissance ininterrompue des effectifs des colonies pénitentiaires privées au profit des colonies de l'Etat. Il suffit, pour s'en rendre compte, de jeter un regard sur les chiffres ci après :

Population des établissements d'éducation correctionnelle

ANNÉES	ÉTABLISSEMENTS DE GARÇONS		ÉTABLISSEMENTS DE FILLES	
	Publics	Privés	Publics	Privés
1901	3.148	1.922	332	684
1902	3.183	1.783	334	589
1903	2.105	792	190	78
1904	2.178	475	218	233

La différence qui existe à cet égard entre les établissements de garçons et les maisons de filles s'explique aisément par ce fait que l'Administration ne dispose, pour ces dernières, que d'un petit nombre de colonies, et se voit encore dans la nécessité de faire appel sur ce point à l'initiative privée.

Au lieu de se faire un allié du dévouement des hommes de cœur et de combiner ses efforts avec les siens, il se déclare son ennemi sans même prendre la précaution, élémentaire cependant, de distinguer entre les œuvres qui ont pu mériter des critiques, voire des blâmes, et celles qui remplissent le monde d'admiration et de respect. — Tout ce qui émane de l'initiative privée doit être tenu en suspicion, et il ne faut en conséquence y recourir qu'au cas d'extrême nécessité : voilà la formule que l'on substitue à celle de 1850.

Votée dans un tel esprit, la loi de 1904 ne pouvait appeler à la suite que des commentaires et des interprétations tendancieux, où l'on accentuerait encore la note d'infamie indiquée dans les travaux préparatoires.

Quinze jours après la promulgation, une circulaire ministérielle du 20 juillet 1904 nous apprend à nouveau que « les services départementaux sont obligés de confier leurs pupilles auxquels le placement familial ne convient pas, à des œuvres privées qui n'offrent pas des garanties suffisantes, qui fonctionnent parfois dans des conditions *décidément* répréhensibles au point de vue soit de l'hygiène, soit des méthodes d'éducation et d'enseignement, dont quelques-unes même ont été frappées de condamnations judiciaires pour mauvais traitements en vers les enfants qui leur étaient confiés. »

On reconnaît le procédé : insister sur les défaillances isolées pour compromettre tous les dévouements.

Et la circulaire ajoute, ce qui souligne encore le carac-

tère de la réforme : « La loi de 1904 a pour but de remédier à cet état de choses. »

Comment, sinon, dans la pensée du législateur, en substituant partout où faire se pourrait l'établissement de l'Etat à l'asile privé ?

Restait une grosse question, celle d'où dépendent toutes les solutions et contre laquelle ne peuvent prévaloir les déclarations de principe les plus intransigeantes. Le budget des départements allait-il se prêter à la fantaisie du législateur ? Ou bien ceux-ci n'allaient-ils pas trouver un avantage considérable à se retourner vers le troisième parti qu'on leur offrait, à vrai dire comme pis-aller : l'entente avec un établissement privé ?

Raisonnablement, c'était la solution indiquée ; c'était celle aussi que devait préconiser le comité de défense des mineurs traduits en justice (1) dans un vœu ainsi conçu :

« L'école de préservation devra être de préférence un établissement privé et aura dû être agréée par l'Administration. » (10^e vœu.)

Et ce système était si bien celui qui répondait aux nécessités budgétaires comme celui qui s'adaptait le mieux aux nécessités présentes, que M. Brueyre, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique, dans son rapport au ministre de l'Intérieur précédant le projet de

(1) Vœux relatifs aux écoles de préservation, soumis par M. Fourcade dans les séances des 4^{er} mars, 5 avril, 10 mai, 7 juin 1905 (*Rev. - Pénit.* 1905, pp. 400, 630, 809, 815, 1050).

règlement d'administration publique, ne cache pas l'avantage qu'il y aurait à y recourir (1).

Seulement, le projet en question allait à son tour édicter une réglementation si étroite et si gênante que bien téméraires seraient les établissements privés disposés à s'y soumettre pour recevoir les pupilles de l'Assistance publique.

Nous aurons, au fur et à mesure de notre étude, à examiner ces dispositions et à les critiquer dans ce qu'elles ont de rigoureux et de tracassier (2); il nous suffit pour l'instant de constater, -- et tout commentaire serait superflu -- que plus de trois années se sont écoulées depuis

(1) Dans un article de la *Revue philanthropique*, M. Brueyre écrit à ce sujet : « Nous avons conseillé aux départements, nous leur conseillons, pour éviter les dépenses de construction et d'entretien annuel qui les entraîneront bien loin, de s'entendre avec les maisons privées existantes, comme pour les garçons : Mettray, Brignais, Sainte-Foy pour les protestants, et pour les filles, comme l'œuvre de la Mère de Gaudechart, Darnétal et d'autres. » (*Rev. phil.* année 1906.)

(2) Disons dès maintenant que ce projet, élaboré par la 1^{re} section du Conseil supérieur de l'Assistance publique, comprend 3 livres et 41 articles; que le premier livre comporte lui-même 6 titres, et le deuxième, 3; qu'enfin, il est précédé de deux rapports, l'un adressé par M. Mirman au ministre de l'Intérieur, l'autre présenté par M. Brueyre au nom de la 1^{re} section du Conseil.

Les 6 titres relatifs aux pupilles difficiles sont ainsi distribués :

- 1^o Etablissements d'éducation ;
- 2^o Placement provisoire et définitif ;
- 3^o Surveillance ;
- 4^o Education et personnel enseignant ;
- 5^o Sortie et patronage ;
- 6^o Enfants en garde à la charge de l'Etat.

la promulgation de la loi de 1904, et que, malgré ce projet, le règlement d'administration publique destiné à en faciliter l'exécution n'a pas encore vu le jour.

Est-ce à dire que sans l'attendre, on ait pris les devants et, mettant à profit ce fameux délai de trois années imparti par la loi, édifié sur tous les points du territoire les Ecoles de préservation recommandées par le législateur?

Les départements vont nous renseigner eux-mêmes en répondant au questionnaire que M. R. de la Bussière posait à ce sujet en 1906 aux préfets et inspecteurs de l'Assistance (1) :

« Votre département possède-t-il un établissement en propre, susceptible de recevoir les pupilles de l'Assistance publique? »

« Sinon, songe-t-il à en créer un? »

A la première question, une seule réponse affirmative. Nous la connaissons déjà : car c'est celle de la Seine-Inférieure, dotée de son Ecole d'Aumale (2).

(1) Revue « L'Enfant », 15 janvier 1906.

(2) Le département de la Seine n'est pas compris dans ce référendum. Nous avons vu qu'il possède aujourd'hui un établissement pour les garçons, l'école Th. Roussel à Montesson.

Pour les filles, que l'on plaçait antérieurement au quartier de réforme de l'école d'Yzeure, près Moulins (quartier ouvert le 6 juin 1887), on a spécialement aménagé en école de réforme un quartier de la Salpêtrière (délibération du Conseil général du 27 décembre 1891).

Au 1^{er} janvier 1904, ce quartier comptait 42 élèves. 31 entrèrent dans le courant de l'année, dont :

A la seconde, le département de Seine-et-Oise répond qu'il est propriétaire d'une école qu'il s'occupe de faire aménager. Trois autres, le Gers, la Loire-Inférieure et la Nièvre, qu'ils envisagent la possibilité de créer de telles maisons.... quand les circonstances le permettront.

« Si la charge qu'entraînerait la création d'une Ecole professionnelle, continuait le questionnaire de M. de la Bussière, vous paraît trop forte, songez-vous plutôt à vous entendre avec d'autres départements ? »

Deux groupes répondent affirmativement : l'un formé du Gard et des départements voisins ; l'autre comprenant le Calvados, la Manche et l'Orne.

Mais la majorité des départements ne veulent pas,

15 pour mauvaise conduite ;

6 pour indiscipline ;

4 pour paresse ;

5 pour vol ;

1 pour instincts pervers.

Les sorties, au nombre de 45, se répartirent ainsi : 40 améliorées ; 1 réclamée par ses parents ; 4 conduites à des hopitaux divers.

Mais cette organisation est notoirement insuffisante, et l'on a étudié un projet de transformation et d'agrandissement du quartier de réforme de la Salpêtrière :

« Telle est d'ailleurs, écrit M. Brueyre (*Revue philanthropique* 1906, p. 184), la pénurie des établissements pour filles indisciplinées que le préfet de Constantine a demandé à l'atelier-refuge de Darnétal de Rouen à lui envoyer des filles de ses services d'assistance. »

L'atelier-refuge de Darnétal, l'un des établissements pour jeunes filles le mieux compris et le mieux organisés comptait en février 1905, 304 pensionnaires dont 132 venant de l'Assistance publique. Depuis sa fondation, il a reçu 5.000 jeunes filles environ, dont 1.000 envoyées par l'Assistance publique et les Comités de défense.

ainsi que le constate M. de la Bussière, entendre parler de fonder eux-mêmes une école professionnelle ou de s'unir à leurs voisins pour en créer une à frais communs.

Il est un procédé qui leur agréerait à tous infiniment mieux, mais qui, par cela même que chacun le recherche, devient à peu près impraticable : c'est celui qui consisterait à trouver un établissement appartenant à un autre département, où l'on placerait ses pupilles moyennant un prix de journée (1).

Mais quels sont, à l'heure actuelle, les départements pourvus d'une Ecole de préservation ? Nous l'avons vu : la Seine, avec l'Ecole Théophile Roussel, et la Seine-Inférieure, avec l'Ecole d'Aumale. Et c'est tout. Or, ni l'une ni l'autre n'acceptent de pupilles étrangers ; dans ces conditions, le système rêvé ne peut fonctionner au moyen d'établissements existants.

Et alors, qui voudra assumer les charges qu'entraînent la création d'une école, son fonctionnement et son entretien, pour ensuite en laisser les portes grandes ouvertes aux petits indisciplinés des quatre points cardinaux ? Un

(1) La circulaire ministérielle du 20 juillet 1904, précédemment citée, prévoyait ce moyen au cas où celui qu'elle envisageait comme rationnel (la création d'établissements régionaux) ne pourrait aboutir.

« Si des difficultés insurmontables surgissent, disait-elle, un département disposant de quelques ressources pourrait étudier la création, sur son territoire et à ses risques, d'un établissement contenant un nombre de places supérieur à ses besoins. L'école créée et organisée, il pourrait offrir aux départements voisins de recueillir leurs pupilles à des prix de journée équitablement calculés. »

département comptant lui-même de nombreux pupilles de cette catégorie, comme l'Eure, le Rhône (de 50 à 100) ou la Seine-et-Oise (de 100 à 200)? Mais il y a bien des chances, s'il se décidait à créer un établissement, pour qu'il imitât la Seine et la Seine-Inférieure, c'est-à-dire le réservât à ses seuls pupilles et ne risquât pas de les laisser submerger par les enfants des départements voisins.

Quant à un département où le contingent des indisciplinés est restreint (1), il n'ira pas, de gaité de cœur et pour le seul soulagement des autres, grever son budget en construisant une école où il n'aurait lui-même que peu de sujets à placer, alors que les prix de journée des pupilles étrangers ne suffiraient peut-être pas à en assurer l'entretien (2).

(1) De ce nombre, il faut citer l'Ariège, la Creuse, le Gers, le Lot, la Lozère, les Basses-Pyrénées, la Savoie, la Haute-Savoie, le Tarn, le Lot-et-Garonne, avec de 1 à 5 indisciplinés; l'Allier, les Alpes-Maritimes, l'Ardèche, les Ardennes, l'Aveyron, le Calvados, le Cantal, la Charente-Inférieure, le Cher, la Dordogne, la Haute Garonne, l'Hérault, la Marne, l'Orne, le Haut Rhin, le Vaucluse, la Vienne, avec de 5 à 20 indisciplinés.

L'Eure-et-Loir, la Loire-Inférieure, la Haute-Marne, la Nièvre, la Vendée, en ont de 20 à 50.

(2) Il y a cependant un département qui entrevoit des avantages à la création d'une école de ce genre : c'est le Gard. Mais il a pour cela des raisons spéciales. Par suite de la décroissance continue de sa population, la main-d'œuvre y fait défaut aux cultivateurs, et ceux-ci adressent à l'Assistance publique dix fois plus de demandes qu'elle ne dispose de pupilles en âge ou en état de travailler. On pourrait donc leur donner satisfaction et travailler par là-même à l'amélioration de la contrée en créant une école professionnelle qui admettrait des pupilles d'autres départements.

Le délai de trois années accordé par la loi aux départements pour mettre à l'abri leurs pupilles indisciplinés et pourvoir à leur éducation s'est donc écoulé sans qu'un seul des établissements prévus ait été créé.

En attendant cette création aléatoire, quel a été et quel reste encore le seul procédé auquel on puisse avoir recours ? Le placement dans une maison de réforme privée ; de sorte que malgré les précautions prises par le législateur pour donner à cette forme de l'assistance l'estampille officielle, malgré l'anathème jeté sur l'initiative et la charité des particuliers, la force des choses et les implacables nécessités budgétaires obligent encore l'Administration à se tourner vers elles et à solliciter leur appui. Et en fin de compte, la loi de 1904 qui, selon les termes de la circulaire ministérielle précitée (20 juillet 1904), devait avoir pour but de remédier aux inconvénients graves des œuvres privées, se trouve rester absolument lettre morte.

Maintenant, les colonies privées qui jusqu'ici, dans la pleine liberté de leur action éducatrice, ont accepté moyennant un prix de journée les pupilles de l'Assistance publique, se soucieront-elles plus tard, pour se les voir confier, de se plier aux exigences tracassières du règlement d'administration publique qu'on leur prépare ? Il semble que ce soit douteux, et que celles tout au moins dont l'effectif aura tellement baissé (1) qu'elles ne pour-

(1) Principalement par l'effet de la loi du 19 avril 1898 permettant au juge d'instruction soit de rendre les enfants poursuivis à leur

ront plus subvenir à leurs frais généraux demeurés les mêmes, aimeront mieux fermer leurs portes que de se transformer en écoles de préservation dans les conditions qu'on aura voulu leur imposer (1).

famille, soit de les confier à un particulier, une Société charitable ou enfin l'Assistance publique. « C'est par voie d'élimination dans les cabinets d'instruction, dit M. Grosmolard (*Archives d'anthropologie criminelle*, 1903, p. 153) que s'opère le triage et la réduction du contingent des colonies, plutôt que par voie de relèvement de la moralité publique. » Ainsi, alors que de 1881 à 1885, 1.837 mineurs acquittés étaient envoyés annuellement en correction, de 1896 à 1900, ce chiffre tombe à 1.251. Au contraire, de la première période à la dernière, le nombre des mineurs remis à leurs parents s'élève de 4.903 à 3.291.

(1) « Ainsi, lisons-nous dans la *Revue pénitentiaire* (1904, p. 589), le vœu du législateur de 1850 sera mis à néant, et des colonies qui ont servi de modèle aux établissements similaires de l'étranger (Red-Hill en Angleterre, Saint-Hubert en Belgique, Mettray néerlandais, Hall en Suède, Studzieniec en Pologne) disparaîtront totalement. »

La colonie pénitentiaire du Mas d'Eloi, près Limoges, avait essayé de se transformer en École de préservation. Elle a dû être mise en vente pour payer ses dettes.

La colonie pénitentiaire du Luc (Gard) a tenté le même essai depuis 1904.

Elle a perdu tout caractère pénitentiaire et ne reçoit plus que des pupilles de l'Assistance publique (filles).

Elle avait dû primitivement devenir École de préservation pour les garçons ; mais comme l'absence de ce genre d'établissements se faisait encore plus sentir pour les jeunes filles et que, d'autre part, le retrait d'autorisation aux Bons-Pasteurs de Nancy et d'Angers allait préjudicier à de très nombreuses enfants, on décida de transformer la colonie en École professionnelle pour les jeunes filles de l'Assistance publique ayant donné lieu à des plaintes touchant la discipline, le goût du travail, la moralité ; elles y sont admises de 10 à 16 ans.

Ici, nous dirons un mot des pièces qui doivent accompagner la proposition d'admission, non point en tant qu'elles offrent par elles-

Et quelle maison consentirait en effet à se consacrer exclusivement à l'éducation des pupilles de l'Assistance publique (art. 1 du projet de règlement d'administration publique) sans savoir à l'avance si les départements lui

mêmes un intérêt spécial, mais en les prenant pour base de comparaison entre ce que peut demander un établissement privé et la paperasserie qu'exigerait le règlement d'administration publique.

A l'École du Luc, par exemple, les propositions d'admission adressées au directeur par les préfets, les représentants de l'Assistance publique, les associations ou les particuliers, doivent être accompagnées :

1^o Du bulletin de naissance ;

2^o D'une note *sommaire* relatant l'origine, les occupations antérieures, le caractère, les relations autorisées, le culte de l'enfant ;

3^o D'un certificat médical constatant la vaccination, la constitution générale, l'absence d'épilepsie, tuberculose ou maladie contagieuse.

Veut-on maintenant savoir les pièces qu'exige le projet de règlement d'administration publique pour le placement d'un pupille de l'Assistance publique dans une École professionnelle ?

1^o Une notice individuelle avec *tous* les renseignements sur le passé de l'enfant, le milieu dans lequel il a vécu avant son admission dans le service, son état de santé quand il fut recueilli ;

2^o La liste de ses différents placements avec leur durée et leur efficacité morale ;

3^o Une note indiquant ses aptitudes professionnelles, en tenant compte au besoin des préférences exprimées par lui et du milieu dans lequel il a vécu antérieurement à son admission ;

4^o Un rapport de l'Inspecteur départemental.

On voit que, tandis que dans le premier cas, on se contente en somme, outre le bulletin de naissance et le certificat médical qui sont de toute nécessité, des renseignements généraux indispensables, il faudrait, pour les écoles professionnelles de la loi de 1904, reconstituer en détail toute l'histoire de l'enfant et, y adjoignant une liste de ses goûts, se livrer à un travail psychologique très complet, et, craignons-le, quelquefois peu exact ou tout au moins aléatoire.

fourniront assez de pupilles pour se garnir (1)? Quel homme de cœur, quelle association charitable et dévouée aux intérêts de l'enfance voudraient, pour recevoir une catégorie unique d'indisciplinés, jeter dehors ceux que leur ont confiés leurs familles ou des œuvres privées, et s'interdire pour l'avenir d'en recevoir d'autres? Qui osera, pour avoir le droit d'amender des enfants de l'Assistance publique, compliquer encore le recrutement, pourtant déjà si difficile, du personnel des maisons de réforme, en s'obligeant à ne prendre pour directeur qu'un homme « ayant pendant dix ans occupé un emploi dans l'enseignement public ou dirigé une œuvre de bienfaisance relative à l'enfance? » (Art. 4 du projet de règlement.) Qui sera assez sûr de trouver autour de lui un nombre suffisant de dévouements pour pouvoir ne confier à un même maître que dix enfants? (Art. 20.)

Concluons. Ou le règlement d'administration publique tiendra compte de ces deux choses : le peu d'empressement des départements à construire des écoles professionnelles, et le danger qu'il y aurait à édicter des mesures étroites dont s'effrayerait à juste titre l'initiative privée, seule ressource jusqu'à nouvel ordre des services

(1) On pourrait objecter qu'elle n'aurait qu'à demander aux départements un prix de journée suffisamment élevé pour équilibrer son budget; mais, ainsi que nous le lisons dans *l'Enfant* (1906, p. 359), si les maisons privées sont forcées de demander un prix de journée exorbitant, elles n'auront point d'élèves, et plutôt que de supporter de si fortes dépenses, les départements laisseront disparaître leurs pupilles difficiles ou ne les maintiendront que pendant un temps insuffisant.

d'assistance. Et alors, se départant de sa rigueur primitive, il permettra aux établissements particuliers insuffisamment pourvus par les tribunaux, de se constituer les éducateurs des pupilles difficiles de l'Assistance publique, parallèlement à ceux qui peuvent être confiés par leurs familles ou des œuvres privées.

Où il persistera dans sa réglementation minutieuse et vexatoire ; et alors, tandis que ne se créeront toujours pas, pour des raisons budgétaires, les écoles professionnelles départementales, nombre de maisons privées, n'ayant plus assez d'enfants pour faire face à leurs frais généraux, mais peu soucieuses cependant de se plier aux fantaisies du règlement pour un résultat des plus problématiques, disparaîtront. Il ne surnagera de ce naufrage que quelques rares établissements, ayant à leur base des dévouements à toute épreuve, capables de tenir tête aux pires vicissitudes, tenaces d'ailleurs dans la tâche qu'ils regardent comme sacrée et qu'ils considéreraient comme une lâcheté d'abandonner, et assez puissants pour la poursuivre sans passer par les exigences d'une réglementation qui bouleverserait peut-être leur organisation.

A quel résultat aura donc abouti la fameuse loi du 28 juin 1904, destinée, comme on l'avait proclamé, à faire germer sur tout le territoire de France des Écoles de préservation ? Simplement à en empêcher la formation.

Et qui souffrira de cet état de choses ? Ceux-là dont on disait vouloir améliorer la situation : les pupilles difficiles de l'Assistance publique.

TROISIÈME PARTIE

DE L'ORGANISATION DES ECOLES PROFESSIONNELLES

CHAPITRE PREMIER

« TANT VAUT L'HOMME, TANT VAUT LA CHOSE »

Après l'étude historique de la loi du 28 juin 1904 et l'exposé du système qu'elle établit quant à la création des écoles professionnelles, il nous faut, poursuivant notre étude, rechercher à quels principes généraux doit répondre ce genre d'établissements pour pouvoir accomplir avec succès sa tâche éducatrice.

Et tout d'abord, avant de traiter cette question avec quelque détail, il est à notre sens une vérité qui domine l'ensemble de la matière et qu'il n'est pas inutile de rappeler, malgré que son évidence puisse la faire considérer comme superflue. Il n'est pas inutile de la rappeler, en premier lieu parce que la réussite de l'entreprise lui est subordonnée, puis, parce qu'avec la manie

des systèmes tout faits et des théories *a priori* irrévocablement édifiées, on semble l'avoir tant soit peu perdue de vue.

Nous la formulerons avec le vieil adage : « Tant vaut l'homme, tant vaut la chose. » Ne craignons pas en effet de le proclamer : ce n'est pas un merveilleux établissement bâti selon les lois les plus rigoureuses de l'hygiène et, disons-le aussi, les exigences envahissantes du confort, d'où l'on aura banni avec soin tout ce qui pourrait rappeler de près ou de loin le spectre de la maison de correction, ce n'est pas un emploi du temps savamment distribué après de longues et âpres discussions, ce n'est pas telle ou telle répartition des élèves, tel ou tel système de récompenses qui relèveront à eux seuls le niveau moral de ceux que l'on aura envoyés à l'École de préservation. Non ! Tout dépend de l'homme qui est à sa tête !

Et alors, la question qui se pose se ramène à ceci :

A-t-il ou n'a-t-il pas la vocation (le mot n'est pas excessif) du dévouement à l'enfance, et à l'enfance la plus triste, la plus misérable, la moins séduisante qui soit, précisément parce qu'elle n'a plus rien de ce qui fait le charme ordinaire de l'enfance ? Si oui, s'il sent en lui ce besoin irrésistible qui fait le sauveteur, l'attirer vers des êtres fragiles et corrompus, mais avant tout malheureux, s'il est plein d'amour et de miséricorde pour eux, alors, quel que soit l'instrument dont il se servira pour les relever, le résultat sera bon ; cet instru-

ment entre ses mains tirera toute sa valeur de l'idée qui le lui fait manier et qui est celle de tous les apostolats : l'idée du renoncement de soi-même au profit du prochain.

Cet homme au contraire ne se considère-t-il que comme le simple fonctionnaire d'une pensée charitable, n'envisage-t-il sa tâche que comme un métier, alors il est permis de craindre qu'il adviendra des enfants à lui confiés ce que le hasard voudra bien. Quelques-uns, les moins mauvais et les plus résistants à la contagion du vice, parviendront peut-être à se reclasser ; la plupart ne feront que se gâter réciproquement et se pervertir tout à fait.

On le voit : le point est des plus importants, et il n'est certes pas exagéré de dire avec M. le professeur Garçon : « Je suis de ceux qui en matière pénitentiaire, surtout lorsqu'il s'agit de l'éducation de l'enfance, croient beaucoup plus à l'influence personnelle des hommes qu'à la toute-puissance des systèmes (1). »

Il ne faut pas en effet perdre de vue que l'enfant, si taré, si déchu soit-il, reste encore et malgré tout l'« enfant », c'est-à-dire un être en qui les vices de l'hérédité ou du milieu peuvent avoir retardé et combattu l'éveil des bons

(1) M. Garçon : Une excursion à Ruysselede et à Beernem.

Les établissements belges de Ruysselede et de Beernem ont été créés par des arrêtés royaux du 8 mars 1849 et du 28 mars 1852 appliquant une loi du 3 avril 1848 qui avait adopté le principe des écoles de réforme.

sentiments, mais qui, sous des apparences parfois défavorables, garde un fond de sensibilité, un besoin d'expansion, un désir d'être compris et aimé tels qu'ils doivent servir à ses éducateurs de moyens primordiaux pour parvenir à son relèvement. Et quel est celui qui pourra réussir dans cette tâche, s'il n'a assez d'affection pour s'attirer celle de l'enfant, assez de confiance pour gagner la sienne?

« Peut-être bien, poursuit excellemment M. Garçon, toute la pédagogie tient-elle dans cette formule : Tel maître, tel disciple.

« Savoir à la fois se faire respecter et se faire aimer des enfants, les convaincre plutôt que les contraindre, gagner leur confiance, en un mot être un véritable éducateur, tout cela s'obtient par une justice qui n'est jamais en défaut, une sévérité qui sait se tempérer et s'adoucir, une patience que rien ne lasse, un dévouement et une charité inépuisables. »

On ne saurait mieux dire ; et les lignes qui suivent, par le fait qu'elles nous signalent, achèvent de nous pénétrer de l'importance de la question :

« Chez le directeur de Ruysselede, c'est affaire de tradition de famille de comprendre ainsi l'éducation correctionnelle, et voilà une des bonnes raisons, j'imagine, pour lesquelles on a obtenu là de beaux résultats. »

Certes oui, lorsque, selon l'expression de M. Garçon, c'est « affaire de tradition de famille » de consacrer sa vie et ses ressources au relèvement de malheureux enfants que

guettent le crime et la prison (1), lorsque de père en fils, avec des procédés basés sur l'expérience, se transmettent l'amour de ces êtres misérables et le dévouement à leur cause, il y a bien des chances pour que ceux-ci, dans de très fortes proportions, reprennent insensiblement l'habitude et le désir du Bien.

Pourquoi? Parce que l'amour, la confiance et le dévouement appelant en retour le dévouement, la confiance et l'amour, ils seront tout naturellement portés, après s'être attachés à celui qu'ils considèrent moins comme un directeur que comme un père de famille, à lui manifester leur dévouement et leur confiance en suivant son exemple et ses conseils.

De telles considérations sur la personne même de l'homme qui est appelé à gouverner une Ecole de préservation vont nous amener à cette conclusion, diamétralement opposée, comme nous l'avons vu, à la pensée du législateur de 1904 : l'établissement privé, en règle générale, est préférable à l'établissement public, parce qu'il a à sa tête, non pas une bonne volonté investie par autrui de cette mission, mais une volonté libre et réfléchie qui se l'est volontairement imposée (2).

(1) De tels exemples ne sont pas aussi rares qu'on pourrait le croire. N'avons-nous pas vu dans l'établissement de M. Boujean, à Orgeville, la propre fille d'un directeur suivre les enseignements reçus de son père, et consacrer son temps et sa jeunesse à l'éducation patiente des plus petits?

(2) Nous avons déjà signalé que pour avoir des garanties sur ce point capital, le projet de règlement d'administration publique, dans

Nous disons : en règle générale ; car il ne faudrait pas de parti pris poser pour principe que l'initiative privée n'a jamais été et ne sera jamais inspirée que par l'amour et le dévouement.

Les basses idées de spéculation se sont parfois glissées dans des œuvres que semblait uniquement inspirer un souffle de charité, et où l'enfant que l'on disait élever dans la conscience du Bien était peut-être plus exactement exploité dans l'intérêt de ses éducateurs.

Mais abstraction faite de ces cas, il faut le reconnaître, peu nombreux et inévitables, l'œuvre privée, en vertu même de la pensée qui l'anime, est beaucoup plus près du but à atteindre que le rouage administratif. Sans doute, celui-ci peut se trouver entre les mains d'un fonctionnaire au dévouement inlassable, au cœur compatissant et généreux, prêt à tous les efforts, voire au sacrifice ; il n'en reste pas moins un « rouage », conçu par d'autres que celui qui le manœuvre en première ligne, et livré seulement à son intelligence et à sa perspicacité. Et c'est là que réside le point faible.

son article 4, exigeait que les directeurs d'écoles professionnelles aient pendant 10 ans occupé un emploi dans l'enseignement public ou dirigé une œuvre de bienfaisance relative à l'enfance.

Ces deux conditions, qui entraveront le recrutement du personnel, auront peut-être pour résultat de mettre à la tête des établissements d'excellents administrateurs déjà rompus au « métier » ou à un métier analogue. Elles ont par contre le tort immense d'éliminer *a priori* ceux qui, sans les remplir, portent en eux l'amour de l'enfance et le désir de se consacrer à elle.

Tandis que l'Ecole de préservation, œuvre d'un particulier, et non pas œuvre anonyme d'une société, a été conçue par lui, qu'elle est née du besoin qu'il a ressenti, de sa vocation en un mot de se consacrer aux enfants sans soutien et sans morale, autrement dit qu'elle n'est pas un moyen offert au dévouement de se manifester, mais bien l'expression même du dévouement et de l'abnégation (1).

L'homme, c'est-à-dire le cœur et l'intelligence qui vont gouverner l'Ecole professionnelle, telle est donc la question primordiale à envisager, question de fait nous le répétons, qui pour être résolue dans les meilleures conditions possibles, exigerait une grande bienveillance de réglementation.

Quelle devra être maintenant la maison considérée dans son ensemble, c'est-à-dire son régime et son organisation ?

(1) Le recours à l'initiative privée n'a pas été seulement préconisé par le Congrès national de patronage des libérés de 1893 (voir p. 45 en note), mais encore par le Congrès international de bienfaisance et d'assistance, l'Assemblée générale de l'Union des patronages, le Comité de défense, la Société des prisons. Au Congrès international des œuvres de patronage (4^e session, Liège, août 1905), tandis que M. Ugo Conti, professeur de droit pénal à l'Université de Cagliari, soutenait que l'obligation juridique d'assister l'éducation des pupilles indisciplinés incombait à l'Etat, M. A. Markovich, directeur général du pénitencier de Graz (Autriche), souhaitait que les établissements fussent créés par l'initiative privée. En Angleterre et dans le pays de Galles, il y a 37 écoles de réforme, toutes émanant de l'initiative particulière.

CHAPITRE II

ECOLE PROFESSIONNELLE ET MAISON DE CORRECTION

Et tout d'abord, cette maison, ne l'oublions pas, est une « Ecole ». Or, qui dit *école* dit endroit où l'on s'instruit, et rien d'autre ; ce terme, loin d'impliquer aucune idée de flétrissure, signifie l'étape nécessaire par laquelle l'individu doit passer pour faire œuvre utile et gagner honnêtement sa vie. Il a donc semblé que ce fût là le vocable tout désigné pour qualifier, même dans un domaine spécial, des établissements tenant le milieu entre la vie familiale et la maison de correction, et où les élèves feraient l'apprentissage du Bien.

A leur sortie, ceux-ci peuvent avoir subi une transformation complète, et ne présentant plus aucune des tares qui avaient nécessité leur placement, se trouver tout prêts pour une existence saine et laborieuse. Il fallait donc, dans l'appellation de la maison qui aurait servi à redresser leur conscience momentanément faussée éviter tout ce qui serait susceptible d'évoquer le souvenir plus ou moins direct d'un établissement pénitentiaire ; il était indispensable que ces indisciplinés d'hier remis aujourd'hui sur la

bonne voie, ne fussent pas exposés, lorsqu'ils offriraient leurs services, à se voir écartés pour cette raison, peu logique, mais bien humaine, qu'ils sortaient amendés d'un lieu où ils avaient eu le tort d'entrer mauvais (1). De là ce vocable d'Ecole, ni plus ni moins capable par lui-même d'éveiller la méfiance que ne l'est une école primaire ou un établissement d'études spéciales.

Primitivement, on avait dit « Ecole de réforme », et il semble bien que cette expression fût exacte, puisqu'il s'agissait d'y « réformer » les habitudes et les caractères. Mais on eut peur qu'elle fût encore trop explicite, et on la transforma en « Ecole de préservation » (2), terme plus atténué et toujours juste puisqu'il s'agissait d'y « préserver » des contacts dangereux et de leur propre faiblesse (3) les enfants qui en seraient les élèves.

(1) Cette remarque est d'autant plus nécessaire que nombre de particuliers chez qui l'on essaie de placer les enfants à leur sortie de l'Ecole de préservation, sous prétexte que ceux-ci sont d'anciens mauvais sujets, au lieu de continuer sur eux l'action bienfaisante de l'école, les traitent avec mépris comme les derniers des domestiques et leur rendent parfois la vie si dure que les malheureux enfants s'échappent et retournent demander asile à l'établissement d'où ils sortaient.

(2) Une autre distinction avait été faite lors d'une proposition de M. Puibaraud (janvier 1904) sur les petits vagabonds et mendiants. Il appelait « écoles de préservation » les établissements pour vagabonds et mendiants acquittés en vertu de l'art. 66 du Code pénal, et « écoles de réforme » les établissements pour mineurs de 16 ans poursuivis pour autres faits et acquittés en vertu du même article.

(3) M. Savouré-Bonville, dans son mémoire présenté au Congrès national d'assistance (15-19 juin 1897) dit que partout où la loi

Le législateur de 1904 a encore redouté que cette qualification ne nuisît aux pupilles à leur sortie, et il a consacré les nouveaux établissements sous le nom parfaitement inoffensif d'Écoles professionnelles (1).

de 1889 est appliquée, les mineurs sont protégés contre leurs parents indignes, mais qu'un certain nombre de pupilles moralement abandonnés ne peuvent être, faute d'établissements spéciaux, suffisamment protégés *contre eux-mêmes*.

(1) La loi anglaise du 10 août 1866 a institué pour les insoumis (refractory) des écoles qu'elle qualifie d'« industrielles ».

• Nous avons déjà dit (p. 17 note 1) que ces établissements provoquent en France, principalement sur les récits du vicomte d'Haussonville, un vif intérêt et de savantes discussions.

Dans une séance de la Société générale des prisons (janvier 1879), M. le pasteur Robin prononçait ces paroles :

« La loi du 5 août 1830, accompagnée de l'établissement de colonies pénitenciaires telles que Mettray, Citeaux, le Val d'Yèvre, réalisa un grand progrès sur l'état de choses antérieur ; elle plaça la France sous le rapport de l'éducation correctionnelle au premier rang des nations civilisées... Mais depuis, d'autres progrès ont été accomplis à l'étranger, spécialement en Angleterre et en Amérique. Ces pays ne se sont pas seulement préoccupés de l'enfance coupable ; ils ont songé à l'enfance insoumise et abandonnée ; ils ont fondé à côté des colonies pénales, des établissements purement préventifs .. »

Enfin, à la Chambre même, dans la séance du 30 juillet 1879, M. Martin Nadaud, rappelant que la législation existante était trop sévère et la charité publique insuffisante, disait :

« Eh bien, Messieurs, ne trouvez-vous pas qu'il serait bon d'introduire en France, d'une façon large, complète, comme l'ont fait les Anglais et les Américains, des ateliers industriels ? C'est là que nous devons porter nos vues. »

Quelque temps après, le projet Th. Roussel répondait à ce désir en instituant, comme nous l'avons vu, dans ses articles 43 et 46 des établissements préventifs pour les indisciplinés.

Voici maintenant le texte de la loi anglaise du 10 août 1866 instituant les écoles industrielles :

École professionnelle, maison de correction, voilà donc les deux termes qui semblent s'opposer l'un à l'autre dans l'esprit du pédagogue et du législateur, comme correspondant l'un à l'éducation préventive, l'autre à l'éducation répressive.

Dans le premier établissement, l'enfant apprendra à se bien conduire ; dans le second, il expiera surtout la faute de s'être mal conduit.

Est-ce à dire que la population de l'école professionnelle différera beaucoup du contingent de la maison de

Art. 5. — « Une école dans laquelle une éducation industrielle (industrial training) est organisée et où les enfants sont logés, vêtus, nourris aussi bien qu'instruits, sera exclusivement appelée école industrielle dans le sens du présent acte.

Art. 15. — Lorsqu'un enfant paraissant au dessous de 12 ans est accusé devant deux juges ou un magistrat d'une infraction punissable par l'emprisonnement ou une peine moindre, mais qui n'a pas été condamné pour fait criminel (felony) en Angleterre, ou pour vol (theft) en Ecosse, et que cet enfant dans l'opinion des juges ou du magistrat doit être traité d'après le présent acte, les juges ou le magistrat peuvent ordonner son envoi dans une école industrielle certifiée

Art. 17. — Lorsque les gardiens des pauvres d'une paroisse dont les fonds sont administrés par un conseil de gardiens, ou le conseil d'administration d'une école de pauvres de district ou d'une association représentent à deux juges ou à un magistrat qu'un enfant paraissant âgé de moins de 14 ans, entretenu dans un Workhouse ou une école de pauvres d'une union ou d'une paroisse, ou dans une école de pauvres de district ou dans une maison de pauvres d'une paroisse ou d'une association, est *insoumis* (refractory)... les juges ou le magistrat peuvent ordonner qu'il soit envoyé dans une école industrielle certifiée. »

Les écoles industrielles anglaises ont eu en 1905-1906 un contingent de 20.454 enfants.

correction ? Il suffit pour s'en rendre compte, d'analyser ce double élément.

A la maison de correction iront les mineurs de dix-huit ans condamnés comme ayant agi avec discernement à plus de six mois de prison (art. 67 du Code pénal), et ceux acquittés comme ayant agi sans discernement mais confiés à l'Administration pénitentiaire pour un nombre d'années déterminé par le jugement (art. 66).

L'École professionnelle, de son côté, ne recevra pas d'enfants en vertu d'un jugement, mais bien des pupilles placés par les services départementaux de l'Assistance publique qui, elle, — et ce sera souvent le cas, — pourra les tenir du magistrat en vertu de l'article 4 de la loi de 1898.

De sorte qu'en définitive, l'école professionnelle pourra, par une autre voie, renfermer des éléments analogues à ceux de la maison de correction, des caractères aussi difficiles, des esprits aussi déformés, mais qu'une simple différence d'appréciation, basée sur telle ou telle prédisposition de l'enfant... ou de son juge, aura suffi à envoyer dans l'un ou l'autre de ces établissements.

Aussi ne s'étonnera-t-on point que pour obvier à la décadence signalée plus haut qui menace les maisons de correction, certains aient préconisé la solution suivante : transformer les colonies pénitentiaires existantes en écoles de préservation (1)

(1) Nous avons déjà signalé comme ayant tenté cet essai la colonie pénitentiaire du Mas d'Eloi et celle du Luc.

Tel fut en particulier l'objet d'un vœu présenté à l'Assemblée générale de l'Union des Sociétés de patronage par son président M. Cheysson, et adopté par elle le 13 décembre 1904 (1)

Ces établissements seraient en effet tout préparés par leur existence antérieure à recevoir des enfants souvent aussi difficiles que leurs anciens colons, et ne différant d'eux que par l'espoir où l'on fut de les amender plus aisément et le désir de leur éviter la flétrissure de la maison de correction (2).

Sans doute y aurait-il dans ce changement une période de transition qu'il faudrait savoir ménager ; mais rien n'empêcherait, pendant le temps voulu pour liquider les effectifs restants de la maison de correction, de les séparer

Le même problème a été agité en Hongrie. C'est ainsi que l'établissement correctionnel de Kassa a été, après entente avec le ministre du Commerce, catalogué comme école d'arts et métiers.

(1) L'Assemblée générale des sociétés de patronage :

« Vu la diminution progressive de la population des colonies pénitentiaires ;

« En prévision de l'application des lois de 1898 et 1904 ;

« Emet le vœu que le Gouvernement transforme dans la mesure du possible et dans le plus bref délai quelques-unes de ses colonies pénitentiaires en écoles de préservation. »

(2) En Hongrie, cette différence presque insensible de degré dans la mentalité des mineurs indisciplinés ou vicieux a eu pour effet de ne pas établir de distinction entre eux, et de faire admettre dans les maisons de correction tant les mineurs condamnés que les enfants en danger moral, sans même qu'ils soient séparés les uns des autres à l'intérieur de l'établissement. Il y a toutefois lieu de penser que cette pratique se base sur des conséquences excessives de la théorie que nous exposons.

complètement des nouveaux contingents, ceux de l'école de préservation, et d'éviter ainsi toute promiscuité entre eux.

Cette transformation aurait un double avantage : donner une solution facile à la loi de 1904, qui ne semble pas devoir de sitôt aboutir à un résultat pratique ; et d'autre part sauver du naufrage, pour le grand bien de l'enfance, des maisons que leurs frais généraux, hors de proportion avec leurs effectifs, mènent droit à la fermeture.

CHAPITRE III

LE RÉGIME DE LA CONFIANCE

Ecole professionnelle créée de toutes pièces ou établissement pénitentiaire désaffecté de sa condition primitive et élevé au rang d'école professionnelle, il importe peu en définitive puisqu'il est entendu que toute apparence de coercition en sera bannie, et que l'enfant devra pouvoir en franchir le seuil sans crainte et sans arrière-pensée.

Aussi bien est-ce là un point très important de la question. D'un côté, tout mettre en œuvre pour inspirer la confiance, de l'autre ne pas suspecter *a priori* la bonne foi de l'enfant, voilà où réside le premier remède (1).

Et en effet, ne sont-ils pas en général plus à plaindre qu'à blâmer, les malheureux dévoyés qui n'ont pas trouvé autour d'eux, dans leurs plus tendres années, ce foyer de mutuelle affection et de confiance réciproque qu'est la famille, unie dans l'amour du travail et la pratique du bien ? A l'âge où tant d'autres épanouissent leur âme

(1) Il faut, dit M. Guignot dans l'« Enfant » (1906, p. 334), prodiguer à l'enfant la confiance pour le pousser à la mériter.

aux genoux d'une mère souriante et respectée, eux, délaissés ou maltraités, ont dû refouler au plus profond d'eux-mêmes toutes leurs pensées, étouffer leur désir d'aimer et d'être aimés, fuir les regards et, s'habituant peu à peu à ne voir autour d'eux que des visages hostiles, ne plus croire en personne et n'espérer en aucune bonté.

De là ils se sont aisément réfugiés dans le mal, dont l'attrait n'a été pour eux aussi vif que parce qu'on leur a fait perdre toute confiance dans le bien.

De quel empire ne saurait donc être sûr ces âmes où la sensibilité, neuf fois sur dix, est plutôt assoupie qu'anéantie, un accueil non seulement aimable par le décor extérieur de l'établissement (1), mais encore et surtout, engageant par le regard et les paroles de ceux qui doivent refaire leur éducation ?

Il faudra souvent peu de chose pour ramener à vous les yeux qui vous évitaient d'abord obstinément ; pour rouvrir les lèvres qui se fermaient dans un mutisme défiant ; pour rappeler les larmes que l'habitude du malheur avait refoulées ; en un mot, pour faire rejaillir l'âme

(1) Loin de nous toutefois la pensée de ne pas accorder à cette question toute l'importance qu'elle comporte et que nul d'ailleurs ne songe à contester. Il est bien évident que sans tomber dans l'excès, on ne saurait trop, pour attacher l'enfant à l'école, donner à celle-ci un aspect encourageant, séduisant même, qui dès son arrivée le réconcilie déjà avec ce qu'il considérerait comme une prison, et le prépare utilement à l'éducation qu'il va recevoir. Il y a là un phénomène analogue à celui qui fait élever, à la place des vieilles écoles primaires d'aspect rébarbatif, des maisons remplies de lumière et de gaieté.

d'avant la chute, avec ses aspirations méprisées et ses émotions incomprises.

Or, l'âme d'un enfant que l'on retrouve est comme ces sources pures qui à leur naissance se sont égarées en des souterrains mystérieux d'où elles ressortent corrompues ; heureux alors celui qui les découvre, car il peut, en les dirigeant à travers de saines et fertiles prairies, les débarrasser peu à peu de leurs souillures et les restituer intactes et bienfaisantes à leur tour !

Il n'est donc pas exagéré de dire qu'en premier lieu, le régime de l'Ecole de préservation devra être le régime de la « confiance » ; et tous ceux qui, à un titre quelconque, seront appelés à participer au relèvement de l'enfant, devront se persuader de cette vérité que suspecter dès l'abord sa bonne foi, c'est compromettre le but cherché en ne favorisant pas sa franchise.

Aussi bien nous déclarerons-nous très partisans, quelque hardi que le procédé puisse paraître, de ce système que nous qualifierions volontiers d' « homéopatique », et dont M. Bonjean entretenait dès 1881 la *Revue pénitentiaire* (1) :

Traiter par exemple les petits voleurs en leur confiant des sommes d'argent à porter, même à plusieurs kilomètres ;

Guérir les jeunes incendiaires en leur donnant la garde

(1) « Pour obtenir la réforme morale des enfants, disait en propres termes M. Bonjean, il faut surtout faire appel à leur confiance. »

des étables et des écuries, ou encore en les préposant à la manœuvre de la pompe à incendie (1).

Sans doute il y aura lieu parfois de retirer, au moins momentanément, sa confiance à l'enfant qu'on en avait d'abord gratifié. Mais qu'on y prenne bien garde : cette mesure ne doit intervenir qu'après une première tentative loyalement faite et demeurée infructueuse.

Ce grand principe de la confiance dans l'enfant devra présider à tous les rapports qui existeront entre le personnel et les pupilles. Certes, nous ne voulons pas impliquer par là un amoindrissement de la surveillance générale qui pourrait devenir dangereux ; mais nous pensons, et nous en avons vu le bien-fondé, qu'il faudra offrir à l'enfant, toutes les fois qu'on le pourra, l'occasion de

(1) C'est la même opinion qu'exprime M. le professeur Garçon dans le récit de sa promenade à l'établissement belge de Ruyssede.

« Comme nous visitons les jardins, dit-il, nous vîmes un enfant qui s'éloignait dans un chemin, très loin. Celui-là, nous dit le directeur, fait le service du télégraphe, il porte les dépêches. Il va presque tous les jours à trois, quatre kilomètres et même plus loin. Quelquefois, il rentre à la nuit, mais il est toujours revenu. Depuis trois années avec tant de liberté, et j'ajouterai de tentations, il n'y a eu qu'une évasion à Ruyssede. Que voulez-vous ? C'est un fait qui supprime toute objection. Est-ce que le meilleur moyen de garder les enfants ne serait pas, après tout, de montrer une grande confiance et de leur faire aimer la maison ? »

Voici encore un exemple à l'appui de notre théorie : un enfant qui était l'auteur de plusieurs incendies avait été placé à l'établissement d'Orgeville (Eure). Quelque temps après, en plein hiver, le feu éclate dans la localité, et toute l'école est bientôt sur pied pour porter secours aux habitants. On cherche le jeune incendiaire, et on le trouve... plongé dans l'eau glacée d'une mare et déjà occupé à faire la chaîne.

répondre à une marque de confiance. L'exemple cité par M. le professeur Garçon et que nous relatons plus haut, peut trouver son équivalent de mille manières.

Voici une école de préservation organisée principalement en vue de l'agriculture, et où la quantité de lait journalière est assez considérable pour qu'on en puisse vendre aux particuliers. Ne sera-ce pas une excellente chose que de confier à un enfant la mission d'aller lui-même porter chaque matin ce lait à destination et en toucher le prix ?

Tel encore le fait suivant, dont nous avons été témoin et qui vient à l'appui de notre dire. L'un des surveillants d'une école de préservation devait aller à une foire voisine pour vendre une vache et acheter des moutons. Qu'a-t-on fait ? On a choisi le pupille qui s'occupait principalement de la vacherie, et on lui a dit : « Mon garçon, demain, de bon matin, tu partiras avec telle bête pour le bourg de N... Là, tu nous attendras sur la place du marché. » Ainsi fut fait. L'enfant s'en fut avec l'animal sans que personne le surveillât, et, comme il avait emmené la vache, il ramena les moutons. Ajoutons qu'il en était très fier et très heureux.

C'est par de tels procédés, croyons-nous, que l'on finit par étouffer dans l'âme de ces malheureux le désir du mal ; car celui-ci provient souvent d'un sentiment général de défiance, défiance du prochain qui provoque la haine, puis défiance de soi-même qui écarte insensiblement du droit chemin.

CHAPITRE IV

LA MISE EN OBSERVATION

Aussi bien, et en vertu du principe que nous venons de poser et d'examiner dans quelques-unes de ses applications, verrons-nous avec défaveur cette sorte d'antichambre de l'école professionnelle que l'on a appelée le « quartier d'observation », et où le nouveau venu doit subir un isolement plus ou moins long qui permette à ses éducateurs de l'étudier à loisir et de subordonner à son état le traitement le plus favorable à sa guérison.

Voici en effet le pupille indiscipliné qui arrive à l'établissement, déjà peu enthousiaste, il n'est pas douteux, de cette mise en pension qu'il considérerait d'avance comme une incarcération. Admettons que la maison soit avenante, attirante même, que rien dans son aspect ne soit de nature à effaroucher l'enfant ni à justifier ses craintes. Ne va-t-on pas immédiatement détruire l'heureux effet qui pourrait en résulter si l'on commence par le mettre à l'écart sous prétexte de l'observer, et si le premier sentiment que l'on manifeste vis-à-vis de lui est en somme un sentiment de défiance ?

Cependant, nous objectera-t-on, il est nécessaire, pour agir utilement sur lui, que l'on connaisse le sujet à fond, que l'on découvre ses tares, physiques et morales, que l'on entr'aperçoive aussi ses moindres surfaces de relèvement ; or, cet examen attentif de la personnalité de l'enfant ne se poursuivra avec succès que si on isole celui-ci de ses camarades pendant un temps plus ou moins long (1).

Séparé en effet de tout contact qui pourrait déformer son état actuel, étudié avec bienveillance par le Directeur qui aura avec lui de fréquents entretiens, examiné au point de vue physiologique par le médecin, il se révélera à tous ceux qui l'approcheront avec une personnalité bien caractérisée qui permettra d'ores et déjà de le classer dans telle ou telle catégorie et d'établir les moyens à employer pour son relèvement.

La question est précisément de savoir si cette mise à l'écart de l'enfant à son arrivée facilitera comme on veut bien le dire l'examen approfondi auquel on désire se livrer, et fera apparaître avec une telle évidence son tempérament, son caractère, ses habitudes, en un mot tout ce qu'il est nécessaire de connaître pour appliquer à son cas une méthode appropriée.

(1) Le projet de règlement d'administration publique prévoit un délai de mise en observation pouvant varier de un à trois mois. Même en admettant le principe de la mise en observation, il nous semble que ce dernier chiffre soit fort exagéré, et nous comprenons bien mieux un règlement comme celui de l'École Th.-Roussel où le temps de la mise en observation ne dépasse pas un mois.

Il y a plutôt lieu de croire que l'enfant, déjà habile et habitué à dissimuler, loin de se prêter à cette inquisition officielle de la part de gens qu'il est naturellement porté à ne pas aimer, se refermera sur lui-même et ne laissera deviner de sa manière d'être que ce qu'il voudra bien. Mis en observation, il observera à son tour avec méfiance ceux qui, tout en se défiant de lui, cherchent à connaître sa pensée et scrutent sa conscience. De sorte qu'une fois écoulé le délai réglementaire et venue l'époque de prendre une décision, on courra très souvent le risque de commettre une erreur (1).

Tel pupille se trouvera en fin de compte retiré de l'établissement pour être à nouveau placé dans une famille où sa conduite, contrastant étrangement avec l'attitude qu'il avait manifestée pendant sa mise en observation, nécessitera bientôt des mesures plus rigoureuses (2). Tel

(1) Le changement intervenu sur ce point à l'atelier-refuge de Dar-netal, — cet établissement dont nul n'ignore la valeur éducative — prouve que notre manière de voir s'inspire de la réalité des faits.

Voici en effet ce que relate un procès-verbal de 1899 :

Le Président de la Commission. — « Quelles mesures prend-on lorsque les jeunes filles arrivent à la maison ? »

La Directrice. — On les met à l'isolement pendant quelques jours, *mais il est difficile de bien connaître les jeunes filles ainsi isolées.* »

Or, depuis cette époque et pour la raison qu'indiquait la directrice, on a renoncé, à l'Atelier-efuge, au procédé de l'isolement initial destiné à l'observation.

(2) Le projet de règlement d'administration publique prévoit quatre hypothèses à l'expiration du délai de mise en observation :

autre (car il en est de fort rusés) réussira à se faire passer pour malade et se verra envoyé dans un établissement médical dont la perspective le séduit infiniment plus que celle de l'école.

Il y a donc là un vice initial provenant de ce que la mise en observation apparaît à l'enfant comme une suspicion jetée sur lui dès son arrivée, comme un fossé creusé entre lui et ses éducateurs, en qui dorénavant il ne sera plus tenté de voir que de simples gardiens à l'humeur tracassière et soupçonneuse. Si bien qu'en voulant faire une école, et rien qu'une école, on aura cependant abouti à donner à tous ceux qui y entrent l'idée de quelque chose de plus farouche, de plus agressif, disons le mot, d'un établissement pénitentiaire.

Mais, objectera-t-on, s'il n'y a pas de quartier d'observation, comment pénétrera-t-on le caractère de l'enfant ?

C'est ici que les idées que nous avons émises en commençant cette partie de notre étude vont prendre une valeur toute spéciale.

L'enfant nouvellement arrivé à l'Ecole professionnelle sera aussitôt mêlé à ses camarades ; on ne l'isolera pas, fût-ce pendant une durée très courte ; on ne lui imposera

1^o Le retrait de l'enfant pour un nouveau placement familial ;

2^o Le maintien provisoire pendant l'accomplissement des formalités prévues par l'art. 2 de la loi de 1904 ;

3^o Le placement dans un établissement médical ;

4^o Le renvoi à l'Administration pénitentiaire.

pas une vie spéciale sous prétexte de l'étudier à loisir jusque dans les derniers replis de sa conscience. Non ! mais on le jettera en pleine activité, lui prouvant ainsi qu'on le considère, non pas comme un être à part dont il faut tout d'abord se défier, mais comme un travailleur digne de prendre sa part de la tâche commune (1). De la sorte, il ne sera pas incité, comme dans le cas de la mise en observation, à calculer ses attitudes, à préméditer ses réponses, à feindre ses pensées, et il se révélera avec une bien plus grande franchise dans tous ses défauts et dans tout ce qui peut lui rester de qualités.

Et alors, qui devra être là, prêt à enregistrer ces qualités, à noter ces défauts, et à leur appliquer la méthode la plus susceptible de raviver les unes et de corriger les autres ? Le Directeur, l'homme dont nous avons dit qu'il était la cheville ouvrière de la maison et que, en conséquence, il le fallait non pas simplement dévoué à l'enfance malheureuse et coupable, mais, ce qui est plus, voué corps et âme à sa cause.

Seulement, tandis qu'avec ce laboratoire qu'est le quartier d'observation, l'enfant est tout exprès « mis de côté » pour subir son diagnostic, dans notre cas, c'est sur le vif qu'il doit l'observer, au milieu de son travail quotidien et de ses récréations, en plein contact avec ses

(1) Le travail en effet devra toujours être présenté à l'enfant comme un honneur, jamais comme un châtiment ; et c'est pourquoi les besognes dites « corvées supplémentaires » ne devront pas être comptées parmi les punitions.

camarades et le personnel de l'Ecole, c'est-à-dire, nous le répétons, dans des conditions beaucoup plus normales que celles de l'isolement (1).

Mais, — et voici où la tâche du Directeur devient essentielle, — ce dernier ne peut étudier utilement son nouveau sujet dans l'atmosphère que nous décrivons, qu'à la condition d'y vivre lui-même sa vie et de participer de ses propres mains au labeur des enfants. Outre (et nous aurons à revenir sur ce point) que sa présence fréquente et active au milieu des chantiers (2) sera un puissant stimulant pour les jeunes travailleurs, il n'y aura pour lui que ce moyen de connaître efficacement ses élèves, et ce sera en particulier le véritable procédé, cent fois supérieur à la mise en observation, qui lui permettra de débrouiller avec succès l'âme du nouveau venu (3).

Sans doute il ne pourra délaissér, pour se mêler aux

(1) Même au cas où l'isolement ne serait que partiel, c'est-à-dire les enfants mis en observation se trouvant réunis dans le quartier spécial.

(2) En nous appesantissant sur cette coopération du directeur aux travaux des pupilles, nous sous-entendons naturellement, parce qu'il n'y a là que l'exercice normal de ses fonctions, les visites aux réfectoires, aux dortoirs, pendant les exercices physiques et gymnastiques, etc., etc.

(3) Ce qui n'exclut pas bien entendu des entretiens privés entre lui et l'élève, où il pourra, sur les données recueillies et les renseignements antérieurs, lui prodiguer des conseils qui trouveront plus naturellement leur place dans un tête-à-tête qu'en présence des autres enfants. Mais ce qu'il est essentiel de considérer, c'est que l'observation du Directeur se fera au jour le jour et au hasard de toutes les occupations de l'enfant.

pupilles, le côté administratif de sa besogne ; mais il devra chaque jour consacrer de nombreux instants, nous ne disons pas à une simple visite des chantiers, agrémentée ça et là d'un bout de conversation, mais à une participation étroite aux travaux des enfants.

Et voilà pourquoi l'on ne s'improvise pas directeur d'une école professionnelle ; pourquoi nous avons raison de dire que la personne même de ce dernier est de la plus haute importance, et pourquoi, par exemple, s'il est peut-être gênant d'exiger, comme le projet de règlement d'administration publique, qu'un candidat à cet emploi ait rempli pendant dix années une fonction dans l'enseignement public, il n'est pas du tout prouvé, par contre, que ce stage l'ait préparé comme il convient à l'éducation de petits indisciplinés.

Il pourra offrir de sérieuses garanties, nous n'en disconvenons pas ; avoir, cela va sans dire, la compétence suffisante en matière de tel ou tel enseignement, posséder même une certaine habitude des enfants ; il ne sera pas apte à vivre parmi eux, c'est-à-dire de leur propre vie, à tenir une faux ou conduire une charrue, à manier un rabot, à enfourner le pain, etc., et par suite, ne les observant que d'assez loin, il ne les connaîtra qu'imparfaitement.

Résumons-nous : l'examen d'un enfant qui entre à l'école de préservation, pour avoir son plein et utile effet, doit se faire petit à petit, et en recueillant les indices que peuvent fournir toutes les manifestations de sa nouvelle existence. Il doit être fait par le Directeur, qui participera

aussi souvent que possible à la vie de ses élèves (1), et ainsi se trouvera à même d'étudier les nouveaux dans le milieu d'activité où on aura soin de les placer immédiatement. En un mot, il y aura de sa part « observation » ; il n'y aura pas « mise en observation » du sujet.

(1) Au deuxième Congrès national d'Assistance (15-19 juin 1897), le Dr Metton-Lepouzé, à propos de l'École d'Aumale, disait ces mots : « Il est indispensable que le personnel dirigeant soit en communication incessante et aussi complète que possible avec chacun de ces jeunes gens... Il faut être sans cesse au milieu d'eux, vivre leur vie... »

CHAPITRE V

SYSTÈME DU CASERNEMENT ET SYSTÈME FAMILIAL

Supposons maintenant le pupille de l'Assistance publique définitivement entré à l'école professionnelle. Dès l'abord, une question des plus importantes se pose à son égard : convient-il, pour faire sa guérison morale, de le mêler à un fort contingent d'insubordonnés comme lui qui subiront la même discipline sous l'ordre des mêmes chefs, ou ne vaut-il pas mieux décider que plus les effectifs seront restreints, soit l'effectif total de l'établissement, soit les effectifs partiels dont il se composera, plus l'éducation sera aisée et les résultats fructueux en conséquence ?

Autrement dit, pour lequel des deux grands systèmes se prononcer quant au nombre des enfants et à leur répartition dans une école professionnelle : le système collectif, plus connu sous le nom de système du casernement, ou le système familial (1) ?

(1) Nous ne citons que pour mémoire deux autres systèmes comptant l'un et l'autre quelques partisans, et qui, préconisés surtout pour les adultes, ont été, même dans ce domaine, assez vivement critiqués. A

Le système du casernement, comme l'indique son nom, suppose un nombre considérable d'enfants réunis sous le même toit et menant une vie commune pour laquelle tout

plus forte raison ne conviennent-ils pas selon nous à des enfants, que les défenseurs de ces méthodes croiraient pour leur part plus aptes à en tirer profit que des individus d'un âge plus avancé.

Le premier, dénommé système cellulaire, indique assez par sa seule appellation sur quelle base il est édifié; mais aussi renferme-t-il en lui toute sa critique. En effet, comment soutenir avec quelque apparence de raison que l'internement entre quatre murs dans la solitude et l'inertie, s'il est déjà préjudiciable à l'adulte qu'il mène souvent jusqu'à la folie, peut s'appliquer avec succès à un enfant, dont le développement physique et la fragilité morale exigent essentiellement la vie au grand air et une incessante dépense d'activité?

Lui, à qui il faut de la lumière et de la gaieté, on va l'emprisonner dans l'abominable tristesse, disons mieux, dans le désespoir d'une cellule où il se trouvera dans les conditions les plus favorables d'atrophie physique, intellectuelle et morale, et encourra la plupart du temps la déchéance de tout son être. Non seulement le résultat que l'on espérait atteindre n'aura même pas été approché, mais l'état d'insubordination qui était relativement guérissable aura été remplacé par une dégradation de l'individu dont il sera peut-être impossible de le relever.

Il n'y a pas lieu de nous appesantir davantage sur ce système qui va à l'encontre de tous les principes posés dans notre étude.

Mais il convenait de le mentionner, et cela pour deux raisons : d'abord parce qu'il rencontre, nous l'avons dit, quelques partisans (d'aucuns, sans l'admettre pour le jour, le préconisent impérieusement pour la nuit. C'est, à notre sens, la seule concession que l'on puisse lui faire); puis, parce qu'il a trouvé, sinon son expression complète, du moins un commencement d'application dans l'établissement connu sous le nom de « Maison paternelle » de Mettray.

A vrai dire, cette maison n'est pas une école de réforme ordinaire; elle n'est pas ouverte aux sujets qui forment généralement le contingent de cette sorte d'établissements, et qui, eux, trouvent asile dans

l'établissement se trouve aménagé : dortoirs, réfectoires, préaux, etc. Ce n'est que pour le travail quotidien que l'effectif total se trouve subdivisé en sections et en sous-

la colonie même de Mettray où la Maison paternelle se trouve d'ailleurs enclose.

Cette dernière a été destinée par son fondateur, M. Demetz, à recevoir les enfants de familles aisées, à qui leur indiscipline et le mauvais exemple qu'ils donnent ne permettent point de poursuivre leurs études dans un lycée ou un collège.

Interné à la Maison paternelle de Mettray, l'élève s'y trouve isolé, le jour aussi bien que la nuit, dans une chambre hermétiquement close et dont les vitres dépolies empêche même qu'il distingue quoi que ce soit du monde extérieur. Cette solitude n'est interrompue que par les visites du directeur lui prodiguant ses conseils, d'un employé lui apportant ses repas, et des professeurs qui viennent à tour de rôle lui enseigner les matières nécessaires à l'examen qu'il doit préparer. Nul dans l'établissement, si ce n'est le directeur, ne le connaît par son nom, mais bien par le seul numéro sous lequel il est inscrit. L'élève lui-même n'est pas exposé à dévoiler l'identité de ses camarades (si toutefois on peut leur donner ce nom), puisqu'il ne peut se trouver en contact avec eux, et l'on cite à ce propos le cas de deux frères qui ont été placés en même temps à la Maison paternelle et qui n'ont rien soupçonné de leur présence réciproque.

Une heure par jour, l'enfant fait une promenade sous la conduite d'un employé ; c'est le seul moment où il ait le droit de changer d'air, et en dehors de ce bref répit, il est toujours livré à ses études et à ses réflexions dans la chambre, plus ou moins vaste selon sa conduite et son travail, qui lui est assignée.

On voit par cette courte description que le système d'isolement pratique à la Maison paternelle de Mettray n'est autre qu'une application, dans un domaine spécial, du système cellulaire. Malgré les différences de conditions dans lesquelles il fonctionne, puisqu'il ne s'agit là que d'une éducation intellectuelle et non pas professionnelle, il y a lieu de penser que les inconvénients qui sont à la base du régime cellulaire, - supplice moral, atrophie du sens social et des facultés affectives, habitudes solitaires minant les facultés intellectuelles, dépres-

sections, réparties entre plusieurs chantiers sous la surveillance de différents chefs.

On voit l'analogie qui existe nécessairement entre un pareil régime et une organisation militaire. Comme dans cette dernière, la surveillance, pour y être effective, doit

sion physique, — ne sont pas atténués dans ce cas particulier par le confort relatif dont peut jouir l'élève (repas, coucher, employé prêt à répondre au moindre appel, etc.). Sans doute objectera-t-on que le séjour à la Maison paternelle est en général de courte durée (trois mois, six mois, peut-être un an) et que, en conséquence, ses bons effets seuls auront le temps de se manifester, c'est-à-dire une stabilité plus grande de l'esprit et un travail plus efficace provoqués par le facteur même que l'on incrimine, l'isolement. Il n'en est pas moins vrai, quelque bref que soit ce dernier, qu'il existe, avec tous les inconvénients signalés plus haut, inconvénients dont la seule éventualité suffirait à faire condamner une semblable organisation.

D'ailleurs, la Maison paternelle de Mettray, après avoir été très fréquentée, a vu diminuer progressivement le nombre de ses élèves au fur et à mesure que les idées en matière de discipline familiale et d'éducation se faisaient moins sévères et plus en rapport avec la constitution physique et morale de l'enfance.

— L'autre système qu'il nous faut mentionner à côté du système cellulaire, et qui d'ailleurs part du même principe, mais pour s'en éloigner ensuite, est le système progressif ou irlandais. Il se décompose en périodes dont la première consiste dans une détention cellulaire destinée à l'observation du sujet et à des essais de régénération morale ; lorsque ceux-ci sont reconnus avoir réussi et permettent d'espérer une guérison complète, le régime de la cellule fait place à l'envoi dans une colonie agricole ou industrielle.

Ce système, appliqué parfois aux adultes, a été, lui aussi, regardé comme pouvant l'être aux jeunes indisciplinés ; mais le principe de la cellule sur lequel il s'appuie, doit suffire à nous le faire rejeter. Remarquons d'ailleurs que son premier stade n'est qu'une application de la « mise en observation » poussée dans ses conséquences les plus rigoureuses.

y être uniforme, et la discipline revêtir des allures invariables et quelque peu rigides, sous peine de devenir vite insuffisantes.

Aussi bien le système du casernement a-t-il vu se dresser contre lui des critiques d'ordre divers, mais qui procèdent toutes de cette même idée : l'uniformité dans l'éducation engendrée par l'importance du groupe.

Comment, a-t-on dit en premier lieu, ne pas redouter avec raison que dans la confusion où se trouvent mêlés tous les enfants, tant au dortoir et au réfectoire qu'à l'heure des jeux ou des promenades, les plus mauvais d'entre eux aient une influence corruptrice sur leurs camarades moins pervertis ? Quelque sévère en effet que soit la surveillance, il sera évidemment impossible à celle-ci, en présence d'un contingent de peut-être 200 ou 300 sujets, de s'exercer avec fruit sur chacun d'eux, et d'empêcher certaines contagions que des fractionnements basés sur une sélection judicieusement faite eussent sans doute permis d'éviter (1).

Puis, ajoute-t-on, si le nombre des enfants est tellement considérable, et sa composition tellement disparate que l'on ne puisse plus, malgré l'activité déployée et la perspicacité des éducateurs, discerner qu'une certaine menta-

(1) Nous verrons plus loin (p. 401) que pour opérer cette sélection, si l'âge doit entrer en première ligne de compte, la moralité offrant des différences peu sensibles entre les sujets d'un même âge ne peut intervenir qu'à titre subsidiaire. D'ailleurs, le système familial permet à cet égard une surveillance active, tandis que c'est précisément le défaut de surveillance qui occasionne ici de graves dangers.

lité dominante du groupe et non pas, comme il le faudrait, l'état d'esprit propre à chacun (ce qui apparaît comme inévitable avec des effectifs de plusieurs centaines d'élèves casernés sous le même toit), on se trouve placé en face de ce problème insoluble : opérer des guérisons sans connaître individuellement les malades. On ne pourra donc agir qu'à l'aveugle, en employant des méthodes empiriques et collectives susceptibles de réussir dans certains cas, — ceux auxquels elles s'appliqueront naturellement, — et mauvaises pour tous les autres. Le résultat cherché n'aura été atteint que dans de très faibles proportions, et cette critique seule suffirait par elle-même à condamner le système.

A vrai dire elle est des plus justes, et l'on ne peut nier qu'elle constitue pour les partisans du casernement dans toute sa rigueur un obstacle qu'il leur est difficile d'écarter. Tout au plus pourraient-ils objecter, se fondant sur des exemples de la réalité, que telles maisons célèbres, comme Ruyssede et Beernem en Belgique, ou encore Wynghene dans le même pays, constituent le type même de ce système (1), ce qui ne les empêche pas de donner d'excellents résultats et de faire l'admiration du monde entier.

Mais il y a là un cas particulier dont il serait dangereux d'étendre le principe, et il n'est d'ailleurs pas exa-

(1) Les dortoirs sont de 150 lits ; les mouvements s'exécutent selon des formules invariables et ont une allure très militaire. Mais ce régime est tempéré, nous l'avons constaté plus haut (p. 76, note 1), par la grande confiance accordée aux enfants.

géré de penser, — quels que soient les résultats en question, facilités, nous l'avons vu, par la présence d'un directeur exceptionnellement dévoué et compétent (p. 62), — que les principaux inconvénients inhérents au système n'en subsistent pas moins dans des proportions variables.

Il y a donc, dans un établissement de ce genre, la mise en œuvre d'un procédé dont le maniement, des plus difficiles, peut donner une fois par hasard de bons résultats si l'outillage est entre les mains d'un homme remarquablement organisé lui-même, mais qui risquerait en se généralisant, de ne s'adapter ni aux individus ni aux conceptions pédagogiques actuelles.

En résumé, ne réunissons pas des effectifs considérables d'enfants indisciplinés pour une éducation collective et identique (1) que ce double caractère suffit à rendre très aléatoire.

(1) Il n'y a d'ailleurs pas que pour cette catégorie misérable d'enfants que la théorie du trop grand nombre est vraie : partout où l'on a la prétention de faire l'éducation morale de la jeunesse, elle a son domaine d'application et, comme telle, devrait amener à des procédés dont on ne soupçonne guère l'importance. Pour ne prendre qu'un exemple, les patronages des grandes villes, dont l'idée fondamentale est excellente — retirer l'enfance des dangers de la rue et lui offrir, avec de saines distractions, de précieux conseils, — sont trop souvent hantés par le désir de l'accaparement, et risquent de dégénérer en simples garderies. Le côté préservatif, sans doute, y apparaît encore ; mais le côté éducatif reste dans l'ombre, et il n'en peut être autrement. Mieux vaudrait donc, plutôt qu'un vaste patronage de 200 enfants, 10 petits patronages de 20, où la formation morale de chacun serait possible et, par conséquent, répondrait beaucoup plus au but que l'on se propose.

Craignons avec la Sœur Ovièvre, Supérieure générale de l'œuvre de Gaudechart, « que l'éducation n'en souffre parce que la surveillance y devient uniforme et automatique, donc sans pénétration et sans profondeur », et rappelons-nous d'autre part la parole de Mirabeau :

« L'entassement des hommes engendre la pourriture comme celui des pommes. La psychologie actuelle ne dit pas autre chose ; il est d'expérience que plus il y a d'amendables réunis ensemble, moins il y a d'amendés. »

Est-ce à dire que dès qu'une Ecole de préservation abritera plus d'une cinquantaine d'élèves, par exemple, on se trouvera forcément en présence de la méthode du casernement, et qu'il y aura lieu, en conséquence, de désapprouver *a priori* son organisation ? Certes non ; car celle-ci, tout en se présentant avec les apparences d'un procédé fort critiquable, peut cependant dans ses détails être conçue de telle sorte que l'on soit amené à la considérer comme judicieuse et apte au résultat pour lequel elle fut créée. Il est bien évident en effet qu'un grand établissement dont on pourrait d'abord, vu le chiffre de ses élèves, supposer qu'il réalise le système du casernement, ne justifie cette qualification que si on lui découvre pour bases immédiates les méthodes caractéristiques du procédé : dortoirs, réfectoires, préaux, etc., aménagés pour une vie en commun des plus intenses, sans souci des promiscuités possibles ni des dispositions d'esprit particulières à chaque enfant. Que si au contraire, dans cette école, le contingent total des élèves se trouve fractionné en plu-

sieurs catégories indépendantes les unes des autres, et formant en quelque sorte pour la vie intérieure autant de petits établissements dans l'Etablissement lui-même, sous la surveillance, la conduite et l'influence de chefs différents qui connaîtront d'autant mieux leurs effectifs que ceux-ci seront plus subdivisés, il n'y aura plus là « casernement » à proprement parler, mais bien plutôt combinaison de ces deux choses : le nombre et le système familial.

En quoi consiste donc ce second système, celui qui aujourd'hui rallie la plupart des suffrages ?

Ce que nous venons de dire le laisse supposer : essentiellement dans la subdivision de l'effectif total, quel qu'il soit, en plusieurs sections ou « familles » artificielles réparties suivant tel principe (l'âge, la moralité, le caractère), et destinées, par leur existence distincte en des locaux séparés, sous la conduite de maîtres invariablement attachés à la même section, à se rapprocher autant que possible du groupement matériel de la famille (1).

(1) Mais cette répartition n'a lieu que pour les repas, les jeux, le coucher, et, d'une façon générale, aux heures qui ne sont pas consacrées au travail professionnel. Pour celui-ci en effet il faut recourir à un autre procédé, et grouper les enfants suivant le genre de travail auquel on les applique.

Cette dualité nécessaire dans la façon de former les sections, et qui rompt quotidiennement pour un temps plus ou moins long la composition normale de la « famille » constitue même un point faible que les adversaires du système ne manquent point de faire remarquer. Votre base, disent-ils en effet, manque de stabilité. D'une part, vous formez des groupes-types en tenant compte de tous les éléments susceptibles d'influer sur le résultat cherché : âge, moralité, caractère, etc., et,

Le maître, comme chef de cette dernière, en aura la garde et sera, quant au redressement moral, un de ses

pour éviter toute contagion en même temps que pour rendre l'éducation plus profonde et plus appropriée, vous isolez les groupes les uns des autres, vous constituez à chacun une existence, un foyer, serait-on tenté de dire, indépendants de tous ceux qui les environnent. Mais d'un autre côté, les exigences du travail et la composition des chantiers vous obligent à chaque instant à ouvrir les cloisons étanches que vous aviez placées entre ces familles et à mélanger celles-ci sans autre préoccupation que de former les équipes nécessaires à telle ou telle besogne. Ainsi se trouvera, au fur et à mesure, détruit, ou tout au moins gravement compromis, un résultat dont l'espérance avait motivé la sélection initiale des enfants, sélection qui devient dès lors sans utilité appréciable.

À cette objection, il convient d' faire remarquer que si, à la vérité, la confusion des familles en équipes de travail enlève au système quelque chose de sa force, c'est néanmoins pendant cette période active de la journée que les inconvénients en sont le moins à redouter. La tâche où chacun se trouve absorbé et la surveillance des chefs rendue plus facile par une sage limitation de ce nouveau groupe, empêcheront que les enfants aient entre eux d'autres rapports que ceux de travailleur à travailleur ; et, de même que dans la famille naturelle, ce n'est que le midi ou le soir, après la tâche de chacun de ses membres interrompue ou terminée, qu'elle se retrouve constituée pour se manifester comme telle, de même ici est-ce surtout à l'heure du délassement et des repas, quand les impressions s'échangent et les caractères se compénètrent, qu'il y a lieu de reformer les groupes suivant les principes qui les ont fait établir. Alors il ne restera plus de la journée, pour chaque famille, que le souvenir d'avoir collaboré, à côté d'autres enfants, à la même besogne, tandis que la « famille » donnera à chacun de ses membres la sensation d'un milieu où ils sont plus étroitement unis. À ce moment donc, l'organisation fondamentale que les travaux avaient un instant dérangée reprendra toute sa valeur, sans d'ailleurs qu'il y ait lieu de s'alarmer outre mesure des contacts rapides, et partant, peu impressionnants, qu'aura nécessités la participation à une même tâche.

principaux éducateurs. Il présidera ses repas, surveillera son sommeil, assistera à ses jeux, et tirera parti de l'existence commune qu'il mène ainsi avec les enfants pour étudier leur mentalité respective et leur prodiguer les soins moraux en rapport avec la gravité et la nature de leur mal.

On conçoit que dans ces conditions, l'établissement qui répondrait le mieux à la conception du système familial serait celui qui réunirait ce double avantage : d'abord un effectif total restreint ; puis cet effectif lui-même divisé en un petit nombre de familles comportant chacune quelques enfants seulement.

Ainsi se trouverait-on rapproché davantage du modèle dont on s'inspire dans cette organisation : la famille naturelle.

Mais d'un autre côté, il est bien évident qu'une école professionnelle destinée à ne recevoir qu'un contingent très réduit d'élèves serait entraînée par ses frais généraux à des dépenses que ne contrebalanceraient pas ses recettes, et il y aurait lieu de craindre qu'un semblable établissement, malgré la perfection de ses procédés, ou plutôt à cause d'elle, ne fût entraîné à sa ruine.

A cet obstacle d'ordre budgétaire se joindraient d'ailleurs des inconvénients d'ordre éducatif, comme la difficulté de varier et diversifier l'enseignement technique, et des impossibilités sans réplique, comme celle de recruter un personnel suffisant.

Aussi bien, et tout en posant le principe d'une école à

effectif très restreint, envisage-t-on comme plus pratique, sans cependant s'écarter pour cela de la conception familiale, la combinaison que nous signalions précédemment, c'est-à-dire la possibilité d'un contingent qui dépasserait le chiffre théoriquement désirable, à la condition qu'il fût lui-même fractionné en sections distinctes et séparées, et que chacune de ces sections ne comportât qu'un nombre modéré d'enfants.

C'est pourquoi l'on a pu dire avec juste raison qu'un grand établissement n'implique pas de toute nécessité le casernement, alors qu'un petit peut constituer au contraire une véritable caserne (1). Tout dépend de l'organisation intérieure.

(1) Il est bien évident en effet qu'une école qui ne comporterait pas plus d'une soixantaine d'enfants, par exemple, mais où ceux-ci seraient soumis à la discipline uniforme et à l'éducation impersonnelle d'un ou deux surveillants chargés de les faire marcher au pas et à l'œil, il est évident, disons-nous, qu'une école ainsi organisée réaliserait, non pas certes le système familial malgré son petit effectif, mais bien plutôt le système du casernement, à cause de l'organisation de cet effectif.

Toutefois, il convient de remarquer encore que, même divisé en quartiers indépendants, si un établissement contient un chiffre trop élevé d'enfants, le directeur qui, avons-nous dit, pour agir utilement sur leur âme, doit connaître chacun d'eux par son passé, sa mentalité, ses aptitudes, etc., se trouve matériellement dans l'impossibilité de faire cette étude et, par là-même, privé des moyens de relèvement que nécessite leur situation.

Aussi, lors du cinquantenaire de la colonie protestante de Sainte-Foy (Dordogne), en 1894, M. H. Monod, président, pouvait-il dire très justement :

« L'une des premières causes des succès de Sainte-Foy tient au

Mais les principes directeurs une fois établis, à quel nombre d'enfants s'arrêter pratiquement ?

Ici, aucune mesure fixe. Divers chiffres ont été proposés ou adoptés, sans d'ailleurs que l'écart entre eux, — écart à la vérité d'une importance relative — semblât motivé par autre chose qu'une évaluation personnelle basée à la fois sur le désir de restreindre ce chiffre le plus possible dans l'intérêt de l'éducation, et le souci de ne pas imposer aux écoles de préservation, par un fractionnement exagéré de l'effectif, des charges qu'elles ne seraient pas en mesure de supporter.

C'est ainsi que le projet de règlement d'administration publique édicte que l'effectif des Ecoles professionnelles ne dépasse point 50 élèves ; mais prévoyant que ce ne sera pas là l'hypothèse la plus fréquente, il ajoute :

Sauf dans les établissements comprenant des quartiers différents, complètement séparés les uns des autres : et alors l'effectif de chaque quartier ne pourra dépasser ce même chiffre (1) (art. 1 et 3).

petit nombre de ses pupilles, qui permet à son directeur de les bien connaître tous par leur nom et par leurs antécédents et d'exercer sur eux une *surveillance individuelle*. »

Enfin, dans une discussion sur les établissements publics d'éducation préventive à la société des prisons du Nord-Ouest de l'Allemagne. M. Wichern, directeur du Rauhe-haus, de Hambourg, déclarait que si un établissement comprend plus de 200 à 250 enfants, le directeur ne peut plus exercer son action morale sur chacun des élèves individuellement.

(1) Mais où ce même projet devient d'une application difficile, pour vouloir rester trop près des principes et ne pas tenir suffisamment

Telle a été d'ailleurs, à peu de chose près, la manière de voir du Comité de Défense qui, dans sa discussion sur le futur régime des Ecoles de préservation, a émis le vœu suivant :

« En principe, il est désirable que les Ecoles de préservation ne contiennent pas plus de 50 enfants.

« S'il en est autrement, les enfants devront être divisés en quartiers distincts entièrement séparés les uns des autres et ne contenant pas chacun plus de 40 mineurs (1) » (6^e vœu).

Ces derniers chiffres trouvent pratiquement leur expression dans de nombreuses maisons dont nous citerons parmi les plus célèbres : Mettray et l'Ecole Th. Roussel,

compte des nécessités pratiques, c'est lorsqu'il édicte qu'il y ait au moins un maître ou surveillant pour dix élèves. Nous avons déjà fait remarquer qu'avec la difficulté de trouver un personnel dévoué et capable, cette exigence constitue une véritable pierre d'achoppement en même temps qu'elle augmente les frais dans des proportions telles qu'une école parvenant à s'organiser ainsi serait forcée de demander un prix de journée dont bien peu de départements s'accommoderaient.

(1) C'est encore ce nombre de 50 qu'au Congrès international d'assistance de 1900, M. Marin préconisait comme maximum. Mais le Congrès, sans émettre d'avis bien précis, se contenta de formuler le vœu suivant :

« Les établissements devront, autant que possible, se rapprocher de l'habitation normale et éviter les effectifs trop nombreux élèves. » (4^e vœu).

Enfin, dans sa lettre ouverte à M. Breton, député, la sœur Ovièvre disait : « Dans ma pensée, un établissement n'est dans des conditions éducatrices favorables que quand les enfants ne sont pas plus de 60 au maximum. »

en France (avec un maximum de 40), Redhill en Angleterre et Mall en Suède (avec un maximum de 50).

Toutefois, d'aucuns pensent qu'il faudrait encore les abaisser et ne pas dépasser un chiffre de 25 à 30 enfants par section.

C'est là le principe adopté par quelques établissements allemands, tels que ceux de Braunsdorff en Saxe et de Haguenau en Alsace-Lorraine. Mais la plupart des Ecoles de réforme de ce pays vont plus loin et n'admettent par section qu'un maximum de 20. Enfin, le Rauhehaus de Hambourg descend jusqu'à 15 ou même 12.

On peut conclure de ces différents chiffres que, sans établir d'autre limitation inférieure (puisque théoriquement la plus basse sera la meilleure) que celle imposée à un établissement par les nécessités matérielles de son fonctionnement, il sera sage d'exiger que le maximum des élèves d'un même quartier ne dépasse pas un nombre moyen pouvant, selon nous, se mouvoir entre 30 et 40, ce qui permettra de ne pas trop multiplier le personnel, sans cependant sacrifier pour cela la surveillance et l'éducation. Sous ce rapport, le 6^e vœu précité du Comité de Défense nous paraît établir la juste mesure en fixant le maximum à 40 enfants par quartier (v. p. 99).

Un dernier point reste à envisager dans cette importante question de la répartition des élèves à l'intérieur de l'Ecole professionnelle; nous le formulerons ainsi :

Etant admis le principe de l'organisation familiale et

la division de l'effectif en quartiers, sur quelles bases convient-il d'opérer cette division et de former les familles?

Chemin faisant, nous avons eu l'occasion d'effleurer la question, et nous avons dit que les éléments qui entraient le plus ordinairement en ligne de compte étaient l'âge, la moralité et le caractère.

Il va de soi que le premier de ces facteurs est, sinon le seul qui importe, du moins celui qui importe le plus ; nul ne songe d'ailleurs à contester la nécessité primordiale qu'il y a de séparer les enfants les plus âgés de leurs camarades plus jeunes.

Quant aux deux autres éléments d'appréciation, ils sont, de par leur nature même, beaucoup plus imprécis, beaucoup plus difficiles à discerner avec justesse et à apprécier sainement, et souvent ils risquent de se prêter si peu à un classement raisonnable, définitif et utile, que mieux vaudrait, croyons-nous, ne s'en servir qu'à titre très subsidiaire.

D'ailleurs, une fois les sélections d'âge opérées, les différences qui existent au point de vue de la *moralité* entre tous les sujets d'une même catégorie sont malheureusement bien peu sensibles, il faut le reconnaître ; et dès l'instant qu'avec la division en familles on évite le danger des agglomérations imparfaitement surveillées, on peut se demander s'il est à la fois urgent et pratique pour opérer cette division, de tenir compte au premier chef d'un élément dont on aura d'abord de la peine à

apprécier le degré (1), et qui en outre variera faiblement d'un enfant à l'autre.

Quant au *caractère*, pas plus que le degré de moralité, il ne peut, selon nous, servir de base sûre à une division des

(1) Aussi les nombreux partisans de la mise en observation ne manquent-ils pas de faire remarquer qu'une des principales utilités de cette pratique sera précisément de faire ressortir l'état moral du sujet et de préparer ainsi son classement, suivant les résultats constatés, dans une catégorie où il ne rencontrera que des camarades de la même moralité... ou immoralité que lui, évitant de cette façon soit d'en contagionner d'autres, soit d'être contagionné par eux.

Nous répéterons ici ce que nous disions plus haut : d'abord que la mise en observation ne révélera que bien rarement avec la précision voulue pour ce classement le véritable degré de moralité de l'enfant, puis, le révélat-elle exactement, que les différences ainsi constatées seraient trop peu sensibles pour permettre une répartition définitive et vraiment efficace.

Ce qui s'est passé en Hongrie à la maison d'Aszod (fondée en 1882) prouve bien que la répartition des familles basée principalement, avec l'âge, sur la moralité des enfants, ne répond pas à une nécessité de premier ordre et donne lieu à des difficultés pratiques.

Il y eut d'abord à l'établissement d'Aszod quatre familles ainsi réparties :

Famille expérimentale : arrivants.

—	n° 1	mauvais.
—	n° 2	moyens.
—	n° 3	bons.

En 1891, on crut plus sage d'établir cette répartition à l'intérieur même des familles ; mais cette organisation paraissant défectueuse, on revint au procédé antérieur. Et alors il arriva cette chose fâcheuse que chaque enfant, au fur et à mesure qu'il s'améliorait ou empirait, changeait de milieu, provoquant ainsi une incessante perturbation qui, en détruisant l'harmonie de la famille, allait à l'encontre du système lui-même et lui enlevait une de ses principales raisons d'être.

Aussi en 1898 abandonna-t-on ce procédé de répartition pour

familles. Mais ici c'est pour une raison inverse tenant d'ailleurs à l'extrême variabilité du caractère humain. Tandis en effet que les enfants envoyés en préservation présentent, pour un même âge, un état moral généralement déprimé dans des proportions analogues et qui, partant, ne se prête pas à des distinctions utiles, leurs caractères varient essentiellement et parcourent tous les degrés d'une échelle qui, vu son étendue, nécessiterait, pour l'application logique du système, presque autant de quartiers qu'il y aurait d'enfants.

De tout ce que nous venons de dire, il semble bien résulter que l'âge seul constitue, par sa fixité même, la donnée vraiment sérieuse qui permette de répartir les familles (1). La moralité offre trop peu de différences selon les sujets ; le caractère en présente trop ; et d'ailleurs,

décider que l'enfant entrerait dans la famille *professionnelle* qui conviendrait le mieux à ses aptitudes, et y demeurerait jusqu'à sa sortie de l'établissement.

On le voit, c'est le travail professionnel qui devient l'élément essentiel de la division des familles, et cela après des essais infructueux d'une répartition basée sur cet autre élément à la vérité trop fragile et trop incertain : la moralité de l'enfant.

Enfin, remarquons que ce procédé de classement en familles professionnelles permet d'éviter l'inconvénient que nous avons signalé de rompre l'unité de la vie familiale en confondant les familles pour le travail. Malheureusement, les aptitudes respectives des enfants étant très variables, on risque, en les prenant pour base de répartition, de voir se constituer, à côté de sections trop encombrées, des familles à peine représentées par quelques membres.

(1) La circulaire ministérielle du 20 juillet 1904 relativement à la loi du 28 juin prévoyait, pour opérer la sélection, outre le sexe et

tous deux sont trop difficiles à apprécier nettement dès l'abord pour qu'on ne soit pas obligé par la suite d'opérer des changements préjudiciables à la vie même de la famille qu'on a voulu créer (1).

l'âge, le caractère et le degré d'avancement dans les diverses maladies morales.

Cette dernière base donnera lieu à des diagnostics bien difficiles et bien fragiles. Quant au sexe, nous n'en avons rien dit, car il n'est venu à l'idée de personne de ne pas faire en premier lieu, et même à titre préliminaire, cette sélection toute naturelle.

(1) A cet égard, l'un des vœux du Comité de défense nous semble particulièrement bien inspiré :

« Une première sélection, dit le huitième vœu, devra d'ailleurs être faite *a priori* par les tribunaux selon l'âge, les enfants au dessous de 13 ans étant distingués des enfants au dessus de 13 ans. Ces deux catégories devront être envoyées dans des établissements distincts qui, d'ailleurs, les conserveront jusqu'à leur sortie. »

CHAPITRE VI

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

I

Quel enseignement pratique va-t-on maintenant donner à l'enfant dont l'indiscipline et les fautes ont nécessité la mise en préservation dans une Ecole professionnelle (1)?

(1) Nous ne nous étendrons pas sur son instruction primaire. Il va de soi, — et l'on ne songe guère à le contester, — que jusqu'à son âge de 12 ou 13 ans, l'enfant reçoive sur ce point à l'École de préservation les mêmes éléments qui lui eussent été inculqués à l'école communale si sa conduite avait permis son maintien dans un placement familial. On pourra même le préparer au certificat d'études, mais il sera sage de ne pas aller au delà de cette limite et d'instituer seulement, pour les sujets plus âgés, quelques cours où il leur sera possible de compléter, en dehors des heures consacrées au travail professionnel, les connaissances qu'ils ont acquises antérieurement en orthographe, écriture, calcul, etc., et qui souvent sont demeurées trop insuffisantes.

Donc, tandis que sans exclure toute participation à un travail manuel, l'instruction primaire devra cependant, pour les plus jeunes enfants, occuper une très notable partie de leur temps à l'École de préservation, pour les sujets déjà plus forts et chez qui la vigueur de l'adolescence réclame, jointe à l'indiscipline du caractère une dépense d'activité plus considérable, c'est au contraire le travail professionnel qui devra absorber cette source d'énergie trop souvent mal uti-

Ici encore, plusieurs méthodes s'offrent à la perspicacité du philanthrope et à l'activité du pédagogue, méthodes de conception très différente et qui se rangent tout naturellement sous cette double rubrique : l'agriculture ; l'industrie.

L'idée de transplanter l'enfant, pour le relever, en pleine campagne et de l'appliquer aux travaux de la terre, remonte à une époque déjà ancienne, puisque ce fut elle qui présida à la confection de la loi du 5 août 1850 sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus.

L'article 3 de cette loi édicte en effet :

« Les jeunes détenus acquittés en vertu de l'article 66 du Code pénal, comme ayant agi sans discernement, mais non remis à leurs parents, sont conduits dans une colonie pénitentiaire ; ils y sont élevés en commun sous une discipline sévère et appliqués *aux travaux de l'agriculture*, ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent. »

Donc on peut dire qu'à cette époque régnait à peu près

lisée jusque-là, ne laissant par conséquent qu'une place très mesurée au développement intellectuel proprement dit

Le quatrième vœu du Comité de défense dispose à cet égard :

« Une instruction élémentaire y sera donnée par des instituteurs, l'enseignement sera surtout professionnel. »

Le projet de règlement d'administration publique n'entre pas dans les détails qui pourraient intéresser le programme de l'enseignement. Le rapport indique seulement que celui-ci devra être élémentaire et avoir pour limite extrême le certificat d'études.

C'est d'ailleurs la pratique adoptée par plusieurs établissements, tels que l'École Th. Roussel.

sans partage la théorie à double face qu'avait rendue célèbre cette formule séduisante : « Améliorons la terre par l'enfant, et l'enfant par la terre. »

Et en effet, disaient ses partisans, quoi de plus propre à éveiller dans l'âme du petit dévoyé les bons et nobles sentiments, en même temps qu'à étouffer ses mauvais désirs et à dompter l'indiscipline de son caractère, que la transplantation du milieu insalubre des grandes agglomérations dans la sereine atmosphère des campagnes ! Ici, plus d'oisiveté funeste, plus de tentations dangereuses renouvelées à chaque coin de rue, plus de spectacles malsains complaisamment étalés à ses yeux ; mais un travail des plus fortifiants, réglé dans le double but d'absorber utilement son énergie et de le mettre à même de gagner honnêtement sa vie ; l'oubli, dans cette saine besogne, du luxe séduisant et démoralisateur des villes ; l'adoucissement du caractère et l'élévation des sentiments dans la contemplation journalière de la nature.

Pénétré de cette idée que le travail des champs était le véritable facteur de régénération morale, et que tout enfant, quelle que fût son existence antérieure, était apte à faire un cultivateur, on appliqua donc le système dans sa pureté initiale, et les colonies qui se formèrent en exécution de la loi de 1850 s'entourèrent de vastes domaines où l'on pût mettre en pratique la formule énoncée plus haut et alors en honneur.

A la vérité, celle-ci n'était pas dénuée de justesse, et elle ne méritait pas les sarcasmes dont quelques-uns l'ac-

cablèrent par la suite ; mais elle avait, comme la plupart des formules, le tort d'être trop absolue et d'émettre *a priori* une prétention qu'il eût été sans doute très désirable de voir se réaliser aussi pleinement, mais dont les faits démontrèrent souvent qu'elle n'était pas à l'abri de la critique la plus impartiale.

De tous les enfants qui, en vertu du principe qu'elle proclamait, conduisirent la charrue et manièrent la faux dans les établissements pénitentiaires, il y en eut beaucoup qui ne prirent aucun goût et ne se plièrent qu'en apparence au métier qu'on voulait ainsi leur apprendre, conservant toujours et malgré tout la nostalgie des villes fiévreuses et le souvenir de leurs multiples attraits.

Ceux-là étaient les petits vagabonds de Paris ou d'ailleurs, ayant traîné leur jeunesse à travers les rues (1), souillé leur âme au contact de leurs aînés dans le mal, vécu dans la séduisante flânerie des carrefours ou des terrains vagues, et gardé une empreinte trop forte de cette existence sans discipline parmi les tentations les plus variées, pour pouvoir se plier, et surtout s'attacher au labeur régulier et rude de la terre.

Arrivait-il qu'ils s'accommodassent de ce régime, il n'y avait souvent là, nous le répétons, qu'une apparence, et un jour venait, — celui de la sortie de l'établissement, —

(1) Le petit écolier qui commence à vagabonder, soit pendant les heures de classe, soit après, commet le premier acte d'indiscipline qui, de degré en degré, l'amènera fatalement sur la pente du vice et finira par le perdre.

où, rompant avec les nouvelles habitudes qu'on avait cru leur inculquer d'une façon définitive, ils reprenaient en hâte le chemin de la grand'ville pour s'y trouver bientôt désœuvrés et retomber rapidement dans la pratique du mal (1).

Et alors, devant de tels faits, on s'est ému et l'on a battu en brèche la vieille théorie de l'amendement de l'enfant par la terre. Il est certain, s'est-on récrié, qu'un gamin des villes qui, pendant toute une partie de sa jeunesse, n'a connu d'autre horizon que celui des usines et des ateliers, d'autres spectacles que ceux des rues où il flânait, d'autres plaisirs que ceux qu'elles offraient à sa tentation, ne peut devenir que très exceptionnellement « un homme des champs ». C'est là une besogne qu'il serait sans doute très désirable de lui voir aimer, mais à laquelle ne le prédisposent ni ses antécédents, ni ses goûts, ni ses aptitudes. Aussi, lorsqu'aux premiers jours de liberté, il aura regagné la ville qui lui avait été funeste une première fois, n'ayant en main aucun des métiers qui permettent d'y gagner honnêtement sa vie, il se trouvera tout prêt pour une nouvelle existence de fainéantise et de méfaits. Pour avoir voulu amender un en-

(1) « Les enfants de nos villes, dit M. Garçon, ont appris de force, à Mettray et au Val-d'Yèvre, à pousser la charrue ; mais ils gardent dans leur souvenir la vision brillante des rues encombrées... Ils ont la nostalgie du pavé des grandes villes, et, aussitôt libres, ils y reviennent, mais ils s'y retrouvent sans métier et sans moyen d'existence. »

(Une excursion à Ruysselede).

fant d'après des principes trop absolus, on aura peut-être préparé un adulte criminel.

Cette critique d'un système qui avait inspiré le législateur de 1850 n'était pas dépourvue d'exactitude, et il convient que, pour la réalisation du problème envisagé, l'on en tienne suffisamment compte, en prenant garde toutefois que l'on ne profite pas de son bien fondé pour l'ériger à son tour en principe, et verser ainsi dans le même travers que la théorie *a priori* qu'elle vient combattre. Il est évident en effet qu'il serait tout aussi dangereux, sous prétexte de donner aux jeunes indisciplinés des villes un métier qui leur convienne et dont ils puissent tirer parti, de créer des écoles professionnelles purement industrielles (1), que d'en conserver d'exclusivement agricoles (2).

(1) A plus forte raison si ces établissements, comme le voudraient certains, étaient situés aux environs des grandes cités. « Aux portes même de Paris, disait M. Puibaraud dans son rapport au Comité de défense (séance du 3 janvier 1904), ne serait-il pas possible d'en installer un ? » Rien, à notre avis, ne serait aussi dangereux, à cause même de ce voisinage et de l'attraction qu'il ne manquerait pas d'exercer sur l'esprit des enfants.

(2) On peut même faire à l'enseignement industriel ce reproche spécial qu'il prépare les enfants à une vie éminemment périlleuse : celle de l'atelier, où ils risqueront de se laisser entraîner hors du droit chemin par des influences contre lesquelles leur passage à l'école de préservation ne les aura peut-être pas suffisamment armés. Aussi déclarons-nous avec M. le professeur Garçon, que l'administration qui a charge d'âmes, doit faire le moins possible d'ouvriers de grande industrie, et même point du tout. » Ce qu'il faut donc apprendre dans les établissements de réforme comme métiers industriels, ce sont, de préférence, ceux qu'à sa sortie l'enfant pourra exer-

Mais ce qu'il faut organiser, — et c'est d'ailleurs ce que la plupart des établissements de réforme ont compris et pratiquent aujourd'hui, — c'est la coexistence dans une même école des deux enseignements agricole et industriel (1).

De cette façon, les enfants, au lieu de faire, souvent à contre-cœur, l'apprentissage d'un seul métier dont plusieurs d'entre eux ne pourraient se servir plus tard, sont occupés à des besognes différentes qu'ils accomplissent

cer sans avoir besoin de s'embaucher dans une usine ou un atelier ; ceux qui lui permettront de travailler « en boutique », chez un patron n'employant que peu d'ouvriers, et auprès duquel il sera, comme au temps où florissait le regretté contrat d'apprentissage, non pas une énergie quelconque utilisée pour une fin anonyme, mais un auxiliaire conscient de tous les instants. Parmi ces métiers, citons ceux de serrurier, de tonnelier, de cordonnier, de forgeron, de menuisier, etc.

(1) A l'école Th. Roussel, on enseigne les sciences horticoles et agricoles d'une part, et de l'autre, la menuiserie, l'ébénisterie, l'ameublement, la serrurerie, la mécanique.

De même, l'école d'Aumale, outre son domaine agricole et les divers travaux qu'il nécessite, possède une forge, un atelier de maréchalerie, un atelier de charronnage, et un atelier de cordonnerie. C'est ainsi qu'à ce dernier ont été faites en une seule année (1897) : 4506 paires de souliers, 300 paires de sabots, 5.000 paires de galoches. (Rapport du docteur Metton-Lepouzé au 2^e Congrès national d'assistance, 15-19 juin 1897).

L'établissement belge de Ruysselede, dont nous avons déjà parlé, compte 268 hectares de terre et est organisé en vue d'un enseignement surtout agricole.

Néanmoins on y apprend d'autres métiers, tels que ceux de serrurier, charron, menuisier, tonnelier, sabotier, tailleur, vannier, tisserand.

d'autant mieux que leurs aptitudes et leurs goûts les y portent naturellement.

Est-ce à dire que dès son arrivée à l'Ecole de préservation, le jeune indiscipliné devra être consulté sur le travail qui conviendrait le mieux à ses goûts et à ses aptitudes, ou que tout au moins, les renseignements, peut-être inexacts, déjà recueillis à ce sujet (1), désigneront d'une façon définitive dans quelle catégorie de métiers il convient de ranger le nouveau venu ?

Nous ne le pensons pas.

Quel que soit l'enfant que l'on reçoit à l'établissement, quels que soient ses antécédents et le genre d'existence qu'il a menée jusque là, il est un stage que dans son intérêt immédiat il importe de lui faire subir : c'est la période d'apaisement moral et de régénération physique dans le calme des champs et par les rudes travaux de la terre.

Aucune tâche en effet ne sera plus propre que celle-là, par le milieu même dans lequel elle s'effectue et la saine dépense d'activité qu'elle nécessite, à retremper l'âme et le corps de l'enfant, trop souvent affaiblis l'un et l'autre par la même paresse et la même indiscipline.

Qu'importe, au surplus, que ce dernier n'ait jamais

(1) N'oublions pas que le projet de règlement d'administration publique exige, parmi la volumineuse paperasserie qui doit constituer le dossier de l'enfant, une note indiquant ses aptitudes professionnelles, en tenant compte au besoin des préférences exprimées par lui et du milieu dans lequel il a vécu antérieurement à son admission (v. p. 56 en note).

soigné les bestiaux ou manié un instrument de labour?

L'essentiel n'est pas, comme le voulait la formule jadis préconisée et trop sévèrement interprétée, de faire, coûte que coûte, d'un mauvais enfant un bon agriculteur ; mais bien, avant de tenir compte pour son éducation professionnelle de ses préférences et de ses aptitudes spéciales, de lui appliquer, pour faciliter ensuite son entière guérison, un traitement préalable auquel l'agriculture, nous venons de le dire, se prête mieux que toute autre besogne.

Voilà pourquoi, à notre sens, une école professionnelle doit, à l'heure actuelle encore et malgré les critiques que nous avons relevées sur ce point, être un établissement principalement agricole (1). Sans doute est-il indispensable, — ce que l'on n'avait pas envisagé en 1850, — qu'à côté de cet enseignement il y en ait un autre, purement industriel et aussi diversifié que possible, où après le stage à la ferme que nous préconisons, les sujets manifestant des dispositions et des goûts marqués pour tel ou tel métier, pourront mettre ces goûts et ces dispositions à profit et commenceront leur véritable apprentissage professionnel ; mais ce n'est là qu'une deuxième étape dans

(1) L'école de Ruyselede offre un exemple remarquable de cette subdivision de l'enseignement professionnel avec stage obligatoire à l'établissement agricole : tous les pensionnaires à leur arrivée y sont soumis. M. Garçon constate qu'après avoir passé quelques mois à la garde des vaches et des moutons, ils ont déjà subi une véritable transformation.

leur existence d'enfants en préservation, un second degré auquel ils ne pourront prétendre qu'après s'être retrempés physiquement et moralement dans le labeur à la fois rude et vivifiant du paysan.

Que si, sur la quantité, il s'en trouve par bonheur qui prennent vraiment goût à cette vie et manifestent le désir de n'en pas avoir d'autre, rien de mieux. On s'occupera, à leur sortie, de les placer chez d'honnêtes cultivateurs qui, tout en utilisant leurs services, continuent par une paternelle sollicitude l'œuvre de relèvement entreprise à l'Ecole professionnelle (1); mais au moins, ne persévéreront dans cette voie que ceux chez lesquels le stage à la ferme, non seulement aura provoqué un salubre apaisement moral, mais aura encore éveillé des goûts nouveaux et révélé des aptitudes spéciales.

Quant aux autres, une fois que la vie au grand air sous une discipline à la fois ferme et bienveillante aura eu quelque peu raison de leur caractère indompté, et fortifié

(1) Malheureusement, le placement des enfants à leur sortie de l'établissement devient chose bien difficile, et cela, de par la mauvaise volonté même des personnes chez qui on cherche à les placer. Nombre d'entre elles, nous avons déjà eu l'occasion de le dire, au lieu de se faire les auxiliaires de leurs éducateurs et d'achever la tâche par eux commencée, considèrent en effet qu'en accueillant un ancien mauvais sujet (contre lequel, même si son relèvement est certain, elles garderont toujours de fortes préventions), il leur est permis de le traiter comme le dernier des domestiques, d'exiger de lui plus de travail qu'il n'en peut humainement fournir, et trop souvent, de ne pas le nourrir en proportion de la tâche qu'elles lui demandent.

leur corps affaibli, on pourra les répartir judicieusement entre les différents métiers installés à l'école, en tenant compte, cette fois, des aptitudes qu'ils auront pu manifester pour tel ou tel d'entre eux et des goûts qui les porteraient à choisir l'un plutôt que l'autre.

On aura seulement soin, ainsi que nous l'avons dit plus haut (v. p. 410 note 2), d'éviter tout apprentissage qui, de par sa nature, préparerait l'enfant à la grande industrie et ne lui laisserait à sa sortie que la possibilité de s'embaucher dans une usine ou un atelier, l'exposant ainsi aux dangers d'une promiscuité déjà fort à redouter pour les plus honnêtes. On s'attachera au contraire à enseigner des métiers qui lui permettent plus tard, d'abord de les exercer chez un patron n'employant qu'un petit nombre d'ouvriers, puis, par la suite, de s'établir à son propre compte ; car c'est là en définitive le but vers lequel il faut tourner l'attention du jeune indiscipliné, en se pénétrant bien avec M. le professeur Garçon de la vérité qu'il exprimait en ces termes : « S'il parvient à ouvrir boutique, il sera définitivement sauvé. »

II

L'enseignement agricole et l'enseignement industriel constituant, nous venons de le voir en détail, la base essentielle d'une école de préservation ; ajoutons, pour être complets, d'une école destinée aux garçons.

S'il s'agit en effet d'un établissement pour jeunes filles difficiles, il va de soi que l'enseignement ne devra pas être conçu tout à fait d'après les mêmes principes, bien qu'à notre sens et ainsi que nous le verrons plus loin, il puisse et doive ressembler, par quelque'un de ses côtés, à celui dont nous avons parlé pour les garçons.

Mais tout d'abord, il ne peut plus être question ici de travaux industriels proprement dits ; non point parce qu'il n'en est pas d'accessibles à la femme, mais parce que ceux qui le sont rentrent en général dans la catégorie des travaux d'ateliers, et qu'alors on risquerait de tomber dans le défaut que nous avons signalé, en spécialisant la jeune fille dans certaines connaissances techniques qu'elle ne pourrait utiliser plus tard qu'à la condition d'entrer dans un milieu fort dangereux pour elle.

Il n'en va pas de même, — et ici nous abordons le point que nous signalions plus haut, — de l'autre branche de l'enseignement professionnel : l'agriculture et les travaux qui s'y rattachent. Les mêmes raisons qui nous ont fait préconiser le stage des garçons à la ferme avant d'apprendre n'importe quel autre métier, doivent nous porter à déclarer que la jeune indisciplinée qui arrive à l'Ecole professionnelle se trouvera bien, elle aussi, de quelques semaines d'une vie au plein air parmi un labeur proportionné sans doute à ses forces, mais rude quand même et toujours vivifiant, pour l'âme comme pour le corps.

Enfin, il est un apprentissage spécial qui devra occuper

une grande place à l'Ecole professionnelle pour jeunes filles difficiles : c'est celui des travaux ménagers, cuisine, couture, blanchissage, etc., que l'on aura soin d'enseigner cumulativement, de façon à ce que lors de sa sortie, l'élève ne soit pas, ici encore, spécialisée dans telle ou telle besogne, mais apte bien plutôt à accomplir toutes celles qui permettent à une femme de gagner honnêtement et laborieusement sa vie (1).

III

Il ne nous reste plus, pour avoir terminé l'étude de cette importante question de l'enseignement professionnel dans les Etablissements de préservation, qu'à dire quelques

(1) Rien de plus mauvais en effet, — l'expérience l'a prouvé et plusieurs Refuges l'ont constaté à leurs dépens — que de courber à longues journées les jeunes filles sur le même travail, et non seulement sur le même genre de travail, mais, ce qui est pis, sur une partie toujours identique d'un travail qui ne varie pas, comme par exemple de les appliquer à exécuter sans cesse la même pièce d'un ouvrage de couture. Elles y deviennent sans doute fort habiles (ce qui peut être profitable à l'établissement), mais il y a 99 chances sur 100 pour qu'au jour de leur sortie, elles ne trouvent pas à utiliser ce savoir-faire restreint, et retombent, beaucoup cette fois de par la faute de leurs éducateurs, dans la paresse et le vice. Il y a là une situation analogue à celle que nous avons décrite pour les garçons dont on voudrait à toute force faire des agriculteurs.

Au surplus, ceux qui appliquent ainsi les jeunes indisciplinées à des besognes confinées et invariables, et partant sans utilité pour leur relèvement, méritent-ils le beau nom d'éducateurs, et ne serait-on pas tenté plutôt de voir, dans la façon dont ils agissent, une simple exploitation ?

mots de deux débouchés particuliers dont la perspective peut motiver, pour les enfants difficiles, une éducation sinon entièrement distincte de celles que nous avons envisagées jusqu'ici (car elle peut se greffer sur elles), du moins assez spéciale, dans son but ou dans ses procédés, pour qu'on lui consacre quelques instants d'attention.

Nous voulons parler de la marine et de la colonisation.

Nous avons vu dans notre première partie qu'aux termes du décret du 19 janvier 1844, les garçons dont l'éducation était confiée à la charité publique étaient mis à partir de 12 ans à la disposition du ministre de la marine. Il ne peut plus être question aujourd'hui d'assigner à la généralité des pupilles de l'Assistance publique, et spécialement aux indisciplinés, un tel emploi qui, d'une part, ne répondrait plus à des nécessités présentes, et de l'autre, risquerait la plupart du temps de contre-carrer des aptitudes d'un ordre tout différent. Mais il ne saurait être inutile d'y préparer les enfants qui par leur origine, leurs antécédents, ou même simplement leurs goûts et leurs dispositions, sembleraient devoir faire plus tard de bons marins. Il va de soi qu'un tel enseignement, à raison même de son caractère spécial et limité, ne peut être donné que dans un petit nombre d'écoles (1)

(1) Elles seront de préférence situées à proximité de la mer. Il en est cependant qui ne repondent pas à cette conception tirée de la nature même de l'enseignement à donner : tel l'annexe de Ruysse-
ède, installée au milieu des champs où l'on a creusé un lac dans lequel se trouve un vieux trois-mâts.

Le nombre des enfants qui se livrent à cet apprentissage est d'ail-

sinon exclusivement aménagées à cet effet, du moins comportant un matériel approprié et un personnel susceptible de le donner avec fruit.

Jusqu'à ces derniers temps, la France possédait encore un établissement de ce genre : c'était l'Ecole maritime de Port-Hallan, au Palais (Belle-Isle-en-Mer), qui avait été créée en exécution d'une délibération du Conseil général du 27 décembre 1893. Une décision du même genre l'a supprimée au cours de l'année 1906.

A cette date, l'Ecole de Port-Hallan avait un contingent de 41 élèves. Sur ce nombre, 36 ont été renvoyés à l'hospice dépositaire, 4 engagés dans l'armée de terre, 1 embarqué dans la marine marchande.

Malgré cette disparition, ou peut-être à cause d'elle, il est à désirer que l'enseignement des métiers maritimes ne soit pas complètement abandonné pour les pupilles difficiles de l'Assistance publique, et, d'une façon générale, pour les indisciplinés de toute catégorie. Nous nous rallions sur ce point aux conclusions émises par le congrès international de l'assistance publique et de bienfaisance privée de 1900 (1), qui, parmi les différentes branches de l'apprentissage professionnel, prévoient expressément celle dont nous venons de parler (2).

leurs très minime : 8 ou 10 seulement. On comprendra sans peine cette proportion presque nulle dans un pays qui n'a pas de marine de guerre et où les navires de commerce étant aujourd'hui à vapeur, le « mousse » ne trouve plus d'emploi.

(1) Voir ces conclusions page 123 note 1.

(2) En Italie, un professeur de Gênes, M. Nicolo Garavanta, a

Quant à la colonisation, il y a là, comme pour tout ce qui touche à cette importante question, un problème beaucoup plus délicat dont il faut se garder de hâter la solution.

Convierndrait-il donc de faire, d'enfants difficiles, non plus seulement des agriculteurs, des artisans ou des marins, mais des agents colonisateurs ?

Ici encore, et peut-être plus que partout ailleurs, il faut se défier des opinions toutes reçues, des dangereuses théories construites *a priori*, et d'un engouement intempestif qui ne manquerait pas de provoquer les plus cruelles surprises (1).

acheté il y a quelques années un vieux navire dont il a fait un établissement de réforme sous le nom de navire-école « Redenzione ».

Celui-ci comprend deux sections :

L'une prépare des mousses pour la marine marchande ;

L'autre des élèves pour l'école de torpilleurs intallée à la Spezzia.

Tous les enfants apprennent la langue italienne, la géographie, la natation, la manœuvre de l'aviron, le maniement d'armes, la musique. Ils reçoivent l'instruction religieuse catholique.

Chaque section comprend des cours complémentaires ainsi répartis :

1^{re} section : grément, manœuvre, dessin, arithmétique.

2^e section : mathématiques élémentaires, dessin, physique, mécanique.

Cet établissement reçoit des subventions des villes de Gènes, Saint Pierre d'Arena et Milan.

(1) Citons à ce propos quelques lignes très judicieuses de M. H. Joly dans son livre *Le Combat contre le Crime* :

« Il est encore des gens, dit-il, qui s'imaginent que la lutte pour l'existence, les préjugés, les cadres tout faits pour la rapine et la débâche sont inconnus des terres nouvelles ; ils croient qu'il suffit d'arriver dans une colonie lointaine pour y vivre régulièrement d'une

Il ne faut pas considérer la vie coloniale comme la panacée qui doit infailliblement guérir l'enfance coupable de ses mauvais instincts et de ses dangereuses habitudes ; il ne faut surtout pas se laisser séduire par les ressources et les débouchés, trop souvent aléatoires, que peut offrir une terre lointaine à de jeunes activités, quand celles-ci auraient besoin, avant une transplantation aussi radicale (1), d'un apprentissage progressif de la vie honnête et laborieuse exercée dans des conditions et un milieu normaux.

Mais une fois ces réserves faites, il n'y a aucune raison pour ne pas opérer, dans le sens de l'expatriement et de

existence confortable en y fondant une famille patriarcale. Non ! Un pays neuf est un pays de lutte, où seuls les hommes très résolus et très vigoureux réussissent. De frêles créatures qu'on est obligé de faire grandir à l'ombre, avec des appuis, précieux sans doute, mais à plus d'un égard factices, ne peuvent être jetés dans des milieux si agités, si peu ordonnés, si peu sûrs. »

(1) On pourrait objecter que ce n'est pas agir autrement, bien que dans des proportions plus restreintes, que d'appliquer aux travaux agricoles des enfants de la ville. alors même, comme nous l'avons préconisé, que ce genre de travail ne devrait être, pour beaucoup d'entre eux, que temporaire et destiné à retremper leur âme et leur corps.

Nous répondrons simplement que s'il ne peut y avoir aucun danger à transplanter en pleine campagne l'enfant des faubourgs (qui en retire au contraire un bénéfice considérable), sa transplantation aux colonies, sous des climats parfois incéléments, est chose beaucoup plus périlleuse, et par conséquent qu'il convient d'aborder cette question avec la plus grande réserve.

La différence des deux genres de vie suffit à faire admettre l'un d'emblée, tandis que l'autre, malgré des points communs, s'en éloigne trop pour obtenir la même laveur.

la colonisation, des tentatives auxquelles une sage préparation pourrait donner des chances sérieuses de succès.

Seulement, que l'on considère bien ce dernier point comme des plus importants, et que l'on se garde d'envoyer des effectifs d'enfants sur une terre étrangère sans avoir au préalable reconnu l'opportunité d'un tel exode ! Que l'on ne crée pas au petit bonheur un centre de relèvement en pays lointain sous le seul prétexte que l'éducation doit y être moins ardue et porter plus de fruits que dans la mère-patrie ! Que l'on envisage au contraire les mille questions que soulève un problème aussi important : climat, ressources, habitants, etc., etc., et que l'on ne prenne une décision ferme qu'après les avoir longuement étudiées sur place. Enfin, la possibilité d'un établissement colonial une fois reconnue, que l'on procède encore avec prudence et qu'on évite d'envoyer au lieu choisi des effectifs par trop nombreux : mieux vaudra par la suite, et si cette première tentative réussit, la renouveler à plusieurs reprises.

D'ailleurs, en raison même des difficultés que pourra offrir cette nouvelle existence, il y aura lieu de faire des sélections dans les groupes d'enfants dont on disposera, et de n'envoyer que ceux dont la constitution, la santé, l'esprit d'initiative, l'énergie physique et morale permettent d'espérer qu'ils ne se laisseront pas abattre par les premiers labeurs. Et cela exige encore qu'avant de prendre le chemin des colonies, ils aient fait un stage

assez long dans une école professionnelle de leur pays d'origine, où l'on aura, dans la plus grande mesure possible, aguerri leur corps, discipliné leur énergie et développé chez eux l'esprit d'initiative (1).

(1) Le Congrès international d'Assistance publique et de bienfaisance privée de 1900 ne mentionne pas la colonisation comme débouché aux Écoles de préservation ; mais n'étant pas limitatives, ses conclusions laissent toute liberté sur ce point. Sur les autres, elles sont formelles et prévoient expressément les enseignements que nous avons passés en revue :

« I's (les établissements) auront plus particulièrement pour objet l'apprentissage professionnel, *agricole, industriel, maritime, ménager*, etc. »

Quant au projet de règlement d'administration publique, nous avons déjà dit qu'il n'entrait pas dans les détails de programme de l'enseignement (v. p 106 en note) ; en ce qui concerne l'enseignement professionnel, il se borne à prévoir l'organisation de métiers pouvant permettre à l'enfant de se placer facilement (charron, forgeron, agriculteur, etc.).

CHAPITRE VII

L'ÉDUCATION MORALE ET SES PRINCIPAUX FACTEURS

I

Chez les êtres si imparfaits à tous points de vue, et en particulier si insensibles aux voix de la conscience, qu'est appelée à recueillir une école professionnelle du genre de celles que nous étudions, la formation morale occupe, cela va sans dire, une place prépondérante, et son importance est telle que tout enseignement comme toute récréation, toute récompense comme toute punition doivent tendre à la servir et à en faciliter l'accomplissement.

Nous avons déjà, au cours de cette étude, signalé et préconisé, dans l'organisation des établissements de préservation, certaines méthodes, certaines façons d'agir susceptibles de produire de bons effets sur le caractère et la réformation des enfants. Tels le régime de la confiance réciproque à établir entre les éducateurs et les pupilles ; la nécessité pour le Directeur de se mêler étroitement à l'existence de ces derniers ; la répartition du contingent

en groupes aussi restreints que possible ; l'influence salutaire de la vie à la campagne, etc. Il nous faut voir maintenant quels principes généraux dominent cette importante question et doivent guider une école de préservation dans la tâche éminemment difficile qu'elle se propose au premier chef : redonner à l'âme de l'enfant la notion exacte du bien et du mal avec le désir de faire l'un et d'éviter l'autre, ressusciter en lui l'idée du devoir, aiguiller son énergie sur la voie de l'honnêteté et du travail, et le replacer ainsi dans les conditions normales de la vie.

Ces principes directeurs sont, à notre sens, de deux sortes et répondent à des concepts tout différents : l'un est d'ordre physique, l'autre, d'ordre métaphysique.

Nous formulerons le premier de cette façon : dans les écoles professionnelles, une forte éducation physique est à la base de toute éducation morale.

Ne perdons pas de vue en effet que nous sommes en présence de jeunes dévoyés dont les tares morales sont corrélatives la plupart du temps à une déchéance physique, soit chez les antécédents, soit chez l'individu lui-même. Chez les antécédents : folie, alcoolisme, syphilis, etc. ; chez l'individu, existence vagabonde, paresseuse et précaire (1) dégradant petit à petit l'organisme et fai-

(1) Celle-là trop souvent imputable au milieu dans lequel il a vécu ses premières années.

« La fatalité du milieu social, dit M. Garçon, n'apparaît nulle part avec plus de clarté que pour l'enfant délinquant. » (Discours inaugural du premier Congrès national de Droit pénal. Paris, 7 juin 1903.)

sant de l'enfant ce quelque chose à la fois de chétif et d'audacieux que l'on appelle traditionnellement le « pâle voyou ».

Sans aller jusqu'à dire, avec certains criminalistes et pédagogues, que tous les petits indisciplinés sont, à de rares exceptions près, des malades auxquels convient essentiellement un traitement médical approprié (douches, électrothérapie, etc.), il ne nous semble pas exagéré d'affirmer que presque tous ont, de par leur naissance ou les conditions dans lesquelles ils ont vécu jusqu'alors, ces deux choses contraires, mais également préjudiciables : le système nerveux surexcité et l'ossature sans force ni résistance (1).

Il convient donc, à l'établissement où on les place, de réagir sur ce double point en leur donnant une éducation virile où tout concoure à la fois à fortifier leur organisme et à apaiser leur système nerveux. Et c'est pourquoi nous avons, dans un chapitre précédent, déclaré que si les travaux agricoles ne doivent pas être forcément considérés comme une fin, du moins est-il sage de les regarder comme un précieux moyen de régénération morale : et cela parce qu'ils sont les plus propres à régénérer d'abord l'être physique affaibli et déchu. Le milieu dans lequel ils s'accomplissent, l'énergie qu'ils nécessi-

(1) La plupart ne sont-ils pas des enfants des villes, ayant grandi au hasard des rues, mal logés, mal nourris, mal vêtus, et constamment exposés, s'ils n'en ont déjà les germes, à toutes les manifestations de la tuberculose ?

tent, la peine qu'ils imposent, voilà autant d'éléments qui vont plonger le corps de l'enfant dans une fatigue nouvelle, bien éloignée de celle qu'il éprouvait autrefois à ne rien faire d'utile, et d'autant plus salulaire qu'elle aura, en même temps que préparé chez lui des forces précieuses, concentré et utilisé sainement les caprices de son humeur instable.

Il faut donc « fatiguer » le jeune indiscipliné, d'abord parce que son être physique a besoin de développement et d'aguerrissement, puis, parce que c'est le seul moyen, pour une action morale quelle qu'elle soit, d'avoir prise sur lui en l'empêchant de contrarier et d'annihiler son heureuse influence par l'abandon aux dangereuses pensées et aux mauvais instincts.

Naturellement, il faut en cela agir avec précaution et ne point prendre prétexte de cette nécessité pour imposer aux enfants un labeur au dessus de leurs forces, et tirer de leur travail un profit qu'il serait trop facile de présenter comme imposé par leur propre intérêt. Mais ce qui importe, c'est que leur journée une fois remplie et l'heure du repos venu, ils se sentent suffisamment las pour n'avoir plus en réserve d'activité à dépenser.

C'est précisément dans ce but qu'à côté même de la tâche quotidienne (celle-là d'ailleurs ne pouvant être dosée suivant chaque tempérament, constituera toujours une moyenne qu'il sera sage de ne pas dépasser), une grande place devra être réservée à l'Ecole de préservation, aux exercices du corps proprement dits, et d'une façon

plus spéciale, à la gymnastique et aux exercices militaires.

L'utilité de ces derniers, — dont l'enseignement a été, dans le cas qui nous occupe, trop souvent regardé comme superflu et parfois même tant soit peu tourné en dérision (1) — ne se borne pas à la double influence physique et morale qui en recommande tout d'abord l'application. Elle se double encore de cette considération que l'engagement dans l'armée peut constituer, pour plusieurs des sujets de l'Ecole professionnelle, le débouché le plus naturellement indiqué au jour de leur sortie, parce que le plus favorable à leur relèvement définitif (2). Les exemples ne manquent pas à cet égard.

(1) Parlant de l'établissement qui doit « ne pas être », M. Joly, dans son livre *« Le Combat contre le crime »*, s'exprime en ces termes :

« .. L'aspect est correct, il est militaire, il est même élégant et fleuri. On y a cultivé de nouveau l'essai des bataillons scolaires. Non seulement il y a une musique (ce qui, dans une grande agglomération, est à la fois facile et nécessaire à établir et ce qui donne satisfaction à des aptitudes très dignes d'intérêt); mais il y a un déploiement de tambours et de clairons qui touche au ridicule. » Pourquoi, s'il n'y a là que l'utilisation de ces « aptitudes très dignes d'intérêt », et ne vaut-il pas mieux, quand on le peut, employer toutes les bonnes volontés et susciter tous les concours, fût-ce pour battre du tambour et jouer du clairon ?

(2) A 18 ans, en effet, le jeune homme qui sort de l'école de préservation où il a passé plusieurs années et qui est en bonne voie de guérison morale, risque, en se trouvant subitement libéré de la discipline qui l'a contraint jusqu'alors, de n'être pas encore assez fortifié contre lui-même pour persévérer dans le droit chemin sans une règle extérieure qui le préserve, et en dehors d'une collectivité qui le main-

Quant aux exercices de gymnastique proprement dits, ils aideront dans une large mesure à la formation de l'esprit de discipline et d'ordre lorsqu'ils consisteront en mouvements d'ensemble méthodiques et rythmés, et, quand ils se présenteront sous la forme de gymnastique aux appareils, ils contribueront à développer l'énergie, l'initiative et le sang-froid.

Aussi bien ne nous semble-t-il pas opportun d'introduire ici la distinction que d'aucuns voudraient faire entre ces deux sortes de gymnastique : les exercices d'ensemble et les exercices aux appareils, accordant aux premiers une action bienfaisante (1), mais la refusant aux seconds, ou tout au moins la leur reconnaissant dans certains cas et pas dans d'autres.

Quel serait donc le point de départ de cette distinction ?

tienne. En lui faisant contracter un engagement militaire, on évite de l'abandonner ainsi à sa propre faiblesse, on le replace dans un cadre où l'obéissance étant de rigueur et l'énergie toujours en éveil, il se trouve mûrir l'enseignement reçu à l'école professionnelle ; et s'il ne se décide pas, plus tard, à orienter définitivement sa vie de ce côté, du moins les années qu'il aura passées sous les drapeaux auront-elles servi d'heureuse transition entre l'établissement de réforme et la vie professionnelle qu'il se choisira.

(1) Cette action n'a pas toujours été envisagée de la même façon. Ainsi Blanchard, l'ancien directeur de Mettray, ne voyait dans les exercices de gymnastique dits d'ensemble que la préparation au service militaire.

Le spécialiste Lagrange a entrevu leur influence morale à côté de leur utilité hygiénique ; le docteur Marjolin a rapporté à ces exercices d'ensemble la soumission obtenue sans violence chez des natures rebelles, au reformatory d'Elmira.

Simplement ceci que les exercices d'ensemble étant basés sur le rythme et celui-ci entraînant par action réflexe la régularisation des actes intellectuels, c'est-à-dire favorisant en définitive l'esprit de discipline, il ne saurait y avoir que des avantages à en recommander et à en généraliser l'application ; tandis que les exercices aux appareils, bons tout au plus pour certaines natures sans énergie à cause même des efforts et de l'audace qu'ils exigent, seraient contre-indiqués d'une façon absolue pour les caractères vaniteux et dominateurs, à raison sans doute des dangers auxquels ils exposent et du « brio » qui en font admirer la difficulté.

Il nous semble qu'il y a, dans cette manière de voir, un souci exagéré de l'influence des actes extérieurs sur le caractère et une tendance fâcheuse à perdre de vue les grands principes directeurs de l'éducation, pour subdiviser les questions à plaisir (1) et s'attacher à des détails dont la solution risque d'être d'autant moins exacte qu'ils deviennent presque particuliers à tel ou tel enfant.

Oui, le rythme et la méthode dans les exercices physiques entraînent la méthode et le rythme dans les actes

(1) N'est-ce pas le même esprit d'analyse poussée à l'excès que nous retrouvons dans les classifications de plus en plus nombreuses introduites dans la catégorie des enfants dits « anormaux intellectuels » : instables, indisciplinés, arriérés-pédagogiques. classifications qui sont peut être théoriquement exactes, mais qui, dans la pratique, aboutissent à la confusion et compliquent les difficultés d'un problème pourtant déjà assez ardu par lui-même ?

intellectuels (1), et en cette qualité les exercices dits d'ensemble sont excellents ; mais d'un autre côté, est-il bien sérieux de prétendre que parce que les exercices aux appareils sont plus violents (encore qu'ils ne soient pas dépourvus de rythme) et moins impersonnels, — si nous pouvons nous exprimer ainsi — que les autres, ils vont avoir une influence pernicieuse sur beaucoup d'esprits, en développant chez eux le sentiment de l'orgueil et l'amour de la domination ?

Nous ne le pensons pas, et nous estimons que, puisqu'il s'agit ici d'une éducation collective, — encore qu'il faille tenir compte dans toute la mesure du possible des cas particuliers — la gymnastique aux appareils offre, pour les raisons que nous avons indiquées, assez d'avantages hygiéniques et moraux (2) pour qu'on la conserve à côté

(1) C'est cette même considération qui doit faire admettre au nombre des exercices récréatifs d'une école de réforme, la musique et surtout le chant. Ce dernier a été particulièrement employé comme moyen d'éducation à la colonie protestante de Sainte-Foy (Dordogne) où l'on exécute des cantiques, des chants populaires et patriotiques sous la direction d'un professeur spécial qui vient donner des leçons une fois par semaine.

• Nous avons fait l'expérience de cette vérité formulée par Luther, disaient les maîtres de cet établissement au Congrès pénitentiaire international de 1893, que le chant chasse le diable. Il peut en effet purifier le cœur en faisant oublier les légères et trop souvent obscènes chansons apprises dans la rue ; il calme et rassérène l'imagination. »

(2) A ceux-ci il faut encore ajouter que la gymnastique aux appareils se présentera à l'enfant sous l'aspect d'une récréation, qu'il s'y livrera ainsi avec d'autant plus de plaisir et qu'il en retirera un béné-

des exercices d'ensemble, et qu'on ne sacrifie pas son utilité à des scrupules excessifs dont il serait, au surplus, bien malaisé de constater plus tard la justification (1).

II

Mais si une forte et virile éducation physique constitue, ainsi que nous venons de le voir, l'une des bases de la réforme morale chez les enfants difficiles, il est indispensable d'agir parallèlement sur leur esprit par la parole et par l'exemple, et de faire pénétrer dans leur âme les principes directeurs d'une vie honnête et laborieuse.

Cette tâche revient essentiellement à tous ceux qui, dans l'Ecole et à un titre quelconque, se trouvent en contact avec l'enfant : d'abord au chef de l'établissement (2), puis aux chefs de famille si celui-ci est organisé sur le système familial, aux chefs de chantier et aux

fice d'autant plus grand. La gymnastique pratiquée exclusivement sous forme d'exercices d'ensemble aurait le tort, si en soi elle est excellente au double point de vue physique et moral, de devenir vite monotone et fastidieuse, et partant, courrait le risque, étant faite comme une corvée, de ne plus produire aucun bienfait.

(1) Ne serait-il pas en effet assez osé de dire, en présence d'un homme à l'esprit orgueilleux et dominateur ayant passé plusieurs années de son enfance dans une école de préservation, que si la gymnastique aux appareils lui avait alors été interdite, il fût devenu par la suite moins vaniteux et plus soumis ?

(2) Le rôle éducatif de celui-ci est essentiel. De là l'importance que prend sa personnalité et, nous l'avons vu, la nécessité pour lui de participer étroitement à la vie de ses pupilles.

surveillants pendant les heures de travail, aux instituteurs (1), à l'aumônier ou au ministre du culte s'il en est d'attachés à la maison, etc. (2).

Aucun de ces éducateurs, préposés à la noble fonction de corriger et de redresser, non par une sévérité inflexible, mais par une affectueuse sollicitude et une discipline à la fois ferme et paternelle, ne devra laisser échapper une

(1) Par cette influence sur l'enfant de tous ceux qui l'approchent à l'Ecole professionnelle, on jugera de quelle importance est, pour un établissement de ce genre, la question du personnel. Nous verrons plus loin que malheureusement celle-ci ne laisse pas d'être difficile et inquiétante.

(2) En dehors de ces personnes appelées de par leurs fonctions à vivre au milieu des enfants et devant comme telles avoir une grande influence sur eux, les étrangers qui s'intéressent à l'enfance difficile ou coupable et désirent lui prodiguer des conseils devront être admis dans la plus large mesure possible à visiter les petits indisciplinés. Cette éventualité est prévue par le projet de règlement d'administration publique qui décide que « les dames visiteuses et les membres des associations de patronage autorisées seront admis à visiter les enfants dans les conditions du règlement intérieur » (art. 17).

D'aucuns voudraient voir, dans ces visites et l'opportunité de cette influence extérieure, un motif de créer des établissements à proximité d'un centre, où habitent des bienfaiteurs.

« Plusieurs d'entre eux — lisons-nous dans l'*Enfant* (n° du 20 janvier 1905) sur l'œuvre des enfants abandonnés ou délaissés de la Gironde — et particulièrement des dames, s'occupent des enfants, les suivent, les gâtent, leur témoignent un intérêt qui compense un peu les joies de la famille dont ils sont privés. »

Sans doute ce sont là choses excellentes ; mais, comme nous l'avons dit antérieurement, quels que soient les avantages de situer un établissement de préservation à proximité d'un centre, il y aura toujours ce grave danger qui, à notre sens, doit interdire de tels projets : l'attraction.

occasion de faire naître ou de favoriser chez le jeune indiscipliné de vertueux sentiments et des actes généreux. Au travail, à la récréation, pendant les repas, en promenade, à tous les instants, en un mot, de la vie à l'école, la même pensée devra guider dans leurs paroles et leurs actes chacune des personnes que nous avons citées : étudier l'enfant, arriver à bien le connaître, et le traiter de la façon que semblera le plus indiquer pour son relèvement la révélation de son caractère et de ses habitudes.

Seulement, si dans le détail de ses applications envisagées comme nous venons de le faire, l'enseignement de la morale ne donne lieu à aucune difficulté et ne soulève aucune discussion, il n'en va pas de même de la question considérée dans son ensemble, et le point qui divise ici les pédagogues est le suivant :

Sur quelle base appuyer un tel enseignement ? Faut-il rattacher la morale à une conception métaphysique ? Ou bien ne doit-on la présenter que comme une branche « de l'hygiène » en ce qui concerne la morale individuelle, « de la sociologie » en ce qui touche la morale sociale ?

Nous n'hésitons pas à proclamer, avec tous ceux qu'a instruits l'expérience et qui ne se sont pas contentés de faire de l'éducation théorique et d'épiloguer sur des systèmes préconçus, que pour porter véritablement ses fruits et ne point courir le risque d'être traité par les pupilles soit comme une plaisanterie qui fait hausser les

épaules, soit comme une corvée dont on se débarrassera le plus tôt possible, l'enseignement de la morale ne doit pas s'échafauder sur un terrain aussi fuyant que celui de l'hygiène et de la sociologie, mais bien reposer sur des principes supérieurs intimement liés à l'idée de sanction, en un mot s'appuyer sur l'idée religieuse (1).

Supprimer cette dernière et vouloir faire œuvre de re-

(1) Au cinquantenaire de la colonie protestante de Sainte-Foy (21 janvier 1894), le président, M. H. Monod, n'hésitait pas à dire que les bons résultats obtenus depuis la fondation étaient dus aux méthodes employées, au premier rang desquelles il plaçait l'idée religieuse et une affectueuse sollicitude de tous les instants.

A la séance de la Société générale des prisons du 25 avril 1900, M. G. Picot s'exprimait encore en ces termes :

« Les échecs (de certaines maisons) tiennent à deux causes principales, l'une matérielle, l'autre toute morale. La cause matérielle est le nombre excessif d'enfants vivant en commun, sans division. L'autre cause vient de ce que l'idée de correction est adéquate à l'idée de morale, que l'idée de morale ne peut pas se passer de sanction, que l'une et l'autre exigent l'éducation et l'instruction religieuse... Il est tout à fait chimérique de vouloir réformer l'enfant si on ne lui parle jamais d'une loi supérieure devant laquelle il doit s'incliner... Il y a là un principe absolu qui s'impose à l'éducation normale de l'enfant dans la famille, de l'enfant qui n'a jamais vu que de bons exemples devant lui, qui est tout naturellement porté à marcher dans la voie du bien ; vous pensez à quel degré il est plus indispensable encore quand il faut réagir contre des dispositions vicieuses. »

Enfin, parmi les vœux du Comité de Défense relatifs à l'organisation des Ecoles de préservation, nous trouvons celui-ci :

« L'Ecole de préservation s'attachera avant tout à l'éducation morale de l'enfant. Parmi les moyens de le réformer, elle comptera l'enseignement religieux. »

Le projet de règlement d'administration publique est naturellement muet sur ce point.

lèvement par la seule évocation du Bien et du Mal envisagés en soi et par la notion abstraite du Devoir présenté comme une nécessité hygiénique ou sociale, c'est se heurter à une impossibilité et courir à un échec certain.

« Conduis-toi honnêtement, dira-t-on à l'enfant, parce que tu en as le devoir vis-à-vis de toi-même et vis-à-vis de tes semblables. — Mais, répliquera-t-il, qu'est-ce que ce devoir dont on me parle toujours sans jamais me dire qui me l'a imposé ? Et si je l'accomplis, en me faisant violence, quel plus grand bien en résultera-t-il pour moi que si je le méconnaissais et si j'agissais selon ma fantaisie ? »

Et l'enseignement de cette morale libérée de toute conception métaphysique tombera à faux, parce que d'une part il ne découlera pas d'une autorité supérieure et éternelle, et que, de l'autre, il n'aura pas en vue une fin à poursuivre pour l'âme, qu'il s'obstine à méconnaître.

Aussi bien, les partisans d'un tel système en sont-ils réduits, pour lui donner une apparence de sérieux et lui trouver un domaine d'application, à préconiser des procédés aussi étranges qu'aléatoires.

« La conscience, disent-ils, est un fait d'enseignement » (1). La morale est une science qui s'apprend, tout comme s'apprennent les autres sciences, mathématique, physique, biologique, etc. ; pas plus que ces dernières elle ne peut être sans avoir été apprise. Se ratta-

(1) Dr Thulié, Assistance et traitement de l'enfance coupable, *Revue philanthropique* 1906, p. 7.

chant à l'hygiène quant à la morale individuelle et à la sociologie quant à la morale sociale, elle comporte essentiellement certains principes généraux, indépendants de tout système philosophique, de toute idée religieuse (1). Ce sont ces principes qui formeront la base de la conscience.

Mais comment les inculquer à l'enfant? D'une façon très simple : de la même manière qu'on lui a appris à se laver les mains ou à se moucher, c'est-à-dire par l'habitude. On condensera toute la morale en une cinquantaine de formules « courtes, précises, pénétrantes (?) », et ces formules, on les lui répétera sans cesse, on les lui fera apprendre, on les mettra constamment sous ses yeux, on l'en saturera jusqu'à ce qu'elles deviennent pour lui des pensées familières : car « il n'y a que la répétition obligatoire et journalière des mêmes maximes qui les fixera à l'état d'habitudes et formera la conscience. »

Le résultat sera qu'un beau jour, l'enfant, sans même s'en apercevoir, fera tout naturellement ce qu'il est de son devoir de faire, et que, grâce à cette conscience arti-

(1) « De même qu'il y a, en dehors de toute religion et de tout système philosophique, pour l'individu lui-même des préceptes d'hygiène qui sont la garantie de sa santé physique et intellectuelle, de même il y a des préceptes généraux de morale, indépendants d'aucune doctrine systématique, qui sont les assises mêmes de l'existence sociale. » (Dr Thulié, *loc. cit.*).

Assimiler la morale à l'hygiène pour en déduire que, celle-ci ne se rattachant pas à la philosophie ou à la religion, la première en est également indépendante, voilà qui n'est pas dépourvu de quelque hardiesse.

ficiellement établie, « au moindre doute, les principes moraux reparaîtront dans toute leur clarté suggestive, et leur formule surgira nette, précise, impérieuse, et par cela même assez puissante pour déterminer l'acte dans la direction que la morale commande. »

Il est permis de douter que les cinquante maximes apprises de force portent de tels fruits. « Ce ne serait pas de l'éducation, a dit avec raison M. Puybaraud, ce serait de l'apprivoisement. » Nous allons plus loin : ce serait de l'abrutissement.

En ne faisant appel à aucun sentiment, en supprimant toute élévation de l'esprit et toute conception d'idéal, on ravale l'individu au rang de la bête ; en ne lui reconnaissant la faculté d'agir que comme un automate et en prétendant l'éduquer comme tel, on va à l'encontre même du résultat que l'on se propose : car les principes que l'on croit lui enseigner par habitude, en raison même de cette saturation mécanique et fastidieuse, lui apparaissent vite dénués de toute signification et de toute portée ; et, « au moindre doute », ce ne sont pas eux qui se manifestent dans une impulsion irrésistible vers le bien, mais plutôt les mauvais penchants dont en réalité aucune action bienfaisante n'aura atténué la force ni éloigné l'attrait.

III

De quelle façon sanctionner maintenant la conduite

de l'enfant ? Quelles récompenses accorder à ce dernier si elle est méritoire, quelles punitions lui infliger si elle est blâmable ? A qui enfin accorder le droit de distribuer les unes et les autres, et sous quelle forme exercer ce droit pour qu'il soit entouré de toutes les garanties et produise les effets les plus salutaires ?

Quant aux récompenses, il en est d'abord un certain nombre qui sont d'ordre courant et au sujet desquelles il ne peut guère s'élever de difficultés : tels les éloges, les bons points, l'inscription au tableau d'honneur, les gratifications en nature (1). Ce sont celles qu'adoptent tous les établissements.

Plus discutée est la récompense qui consiste dans l'attribution de *grades*. Ceux qui, dans l'organisation d'une Ecole de réforme repoussent tout emprunt à la vie militaire, rejettent naturellement le principe d'une semblable

(1) Quant aux gratifications en argent proprement dites, il est préférable, croyons-nous, de s'en abstenir. D'ailleurs les bons points peuvent avoir une valeur pécuniaire qui permet à l'élève, lorsqu'ils ont atteint un certain nombre, soit d'obtenir en échange un objet utile, soit d'en faire mettre le montant de côté pour grossir son pécule au jour de la sortie.

Quant à celui-ci proprement dit, on sait qu'il consiste dans la somme des rémunérations accordées à l'enfant pour les travaux qu'il accomplit. Ces rémunérations varient naturellement avec l'âge et la tâche effectuée. Cet argent qui n'est pas remis aussitôt, cela va sans dire, à la disposition de celui qui l'a gagné — finit, en s'accumulant, par constituer une somme plus ou moins rondelette dont il bénéficiera au jour de sa sortie de l'établissement. Le projet de règlement d'administration publique édicte que le montant du pécule sera versé chaque année dans la caisse du trésorier-payeur général (art. 24).

hiérarchie. D'ailleurs, ajoutent-ils, il n'est pas bon que certains enfants se voient, sous prétexte d'une conduite sans reproche, investis d'une autorité quelconque sur leurs camarades ; car celle-ci serait pernicieuse, et pour eux, et pour lui-même. Pour eux, parce qu'ils seront portés à le jalouser, à le flatter ou à le haïr, et que cette différence de rang ne leur inspirera que de mauvais sentiments ; pour lui-même, parce qu'il tirera vanité de la distinction qu'on lui confère, et qu'au lieu de se considérer comme « le frère » des autres enfants, il se regardera forcément comme quelqu'un de supérieur à eux destiné à les faire obéir.

Nous ne pensons pas que l'attribution de quelques grades aux sujets les plus méritants puisse avoir des résultats aussi désastreux. D'ailleurs, l'expérience a prouvé que les critiques dont nous venons de parler étaient inspirées par un péril plus chimérique que réel (4), et nous avons constaté pour notre part que la parcelle d'autorité conférée aux enfants titulaires d'un grade n'était nullement une cause de mésintelligence ou un encouragement à l'orgueil. D'un côté en effet, le gradé sait très bien qu'il ne peut abuser de son grade et que la vie lui serait pénible s'il tirait prétexte de celui-ci pour être arrogant et dur envers ses camarades ; au fond, le sentiment que fait naître en lui la distinction dont on l'honore n'est

(4) Beaucoup d'établissements ont adopté l'attribution de grades au nombre de leurs récompenses, et n'ont jamais constaté que ce procédé offrit les inconvénients signalés par ses adversaires.

pas un sentiment de vanité, mais plutôt celui d'une responsabilité nouvelle motivée par la confiance qu'il a su s'attirer.

D'autre part, les enfants soumis à son autorité, par là-même que cette dernière sera restreinte (1) et qu'elle s'exercera sans établir de barrière entre eux et lui, ne cesseront pas de considérer leur « gradé » comme un camarade, un camarade plus méritant qu'eux, sans doute, mais ne disposant pourtant pas d'une influence assez grande pour qu'ils le jalourent ou cherchent bassement à obtenir ses faveurs (2).



Quant aux punitions, il sera sage de poser comme principe de les éviter le plus possible et de n'y avoir recours qu'avec une grande modération. C'est encore là une conséquence du régime de la confiance tel que nous l'avons préconisé dans un chapitre précédent ; car si au lieu de suspecter *a priori* la bonne foi de l'enfant, — ce qui le rebutera forcément dans ses bonnes intentions, s'il lui

(1) On ne peut en effet songer, dans ces sortes d'établissements, à conférer au grade que des pouvoirs très limités.

(2) Signalons enfin la plus haute récompense dont pourra bénéficier un pupille de l'Assistance publique : celle d'un nouveau placement familial (art. 27 du projet de règlement). Rien de mieux, a-t-on dit non sans malice, si le Préfet (à qui ils seront signalés) se base uniquement sur l'amendement, non sur l'économie pour le département.

en reste, et nécessitera vite des mesures répressives à son égard, — on lui montre qu'on le considère, non comme un être malfaisant dont il convient de se défier, mais comme un ami qu'il faut aider et fortifier, les bons avis et les sages indications pour éviter le mal, — mesures préventives. celles-là, — auront des chances de tomber sur un terrain beaucoup moins réfractaire (1) et permettront d'éviter l'emploi par trop fréquent des punitions.

Toutefois, s'il faut en principe sévir le moins possible et pour cela, tout mettre en œuvre pour gagner le cœur et la confiance de l'enfant, nous ne nous dissimulons pas que bien souvent encore il sera nécessaire d'en arriver à cette extrémité. L'essentiel sera alors de le faire avec prudence, sans excès de sévérité comme aussi sans faiblesse, et d'employer des peines qui, s'adressant à l'être moral, ne soient surtout pas en même temps des châtiments corporels.

Donc, en premier lieu, ne jamais frapper l'enfant. Il y a dans cette façon d'agir — d'ailleurs parfaitement inutile, voire nuisible au point de vue éducatif — quelque chose de barbare et de lâche qui en a fait supprimer l'emploi dans tous les établissements ayant conscience de leur mission.

Puis, ne pas infliger comme punition une privation de nourriture. La « mise au pain sec » peut convenir à des

(1) Il est d'ailleurs à noter que les punitions infligées aux enfants sont en raison directe des défenses comminatoires qu'on leur adresse.

enfants qui, au milieu d'une existence facile, ont une activité physique peu développée ; elle est contraire à ceux dont le corps dépense beaucoup et dont les forces, constamment sollicitées, ont besoin d'être réparées en conséquence. Il faut, avons-nous dit, « fatiguer » le jeune indiscipliné : son développement moral l'exige. Il serait illogique et inhumain de sanctionner ensuite sa conduite et son travail en le menaçant d'une privation qui l'empêcherait de réparer cette fatigue (1).

C'est pour la même raison que l'on ne doit admettre qu'avec une grande prudence toute peine qui a pour but de rendre le repos de l'enfant moins confortable : tels les « jours de planche », où celui-ci, privé de son matelas, de ses draps et de sa couverture, est condamné à reposer sur la planche nue. Un emploi trop fréquent de cette punition pourrait être préjudiciable à sa santé.

Quant à l'isolement en cellule, réservé par la plupart des établissements pour les fautes les plus graves, nous le répudions complètement. Si la cellule en effet est déjà contraire à l'adulte, elle est essentiellement nuisible à l'enfant, qu'elle déprime au point de vue physique et moral.

Restent donc, dans l'échelle des peines aisément applicables (2) : la réprimande, particulière ou publique,

(1) Le projet de règlement d'administration publique interdit les châtimens corporels et les privations de nourriture (art. 23).

(2) On rencontre dans certains établissements des punitions d'un genre spécial et quelquefois même assez bizarre : telle la colonie de

les mauvaises notes, les privations de récréation et de promenade, la suppression de grade dans les établissements qui admettent une certaine hiérarchie entre les enfants, le peloton de punition, l'amende, recouvrée sur le salaire et diminuant d'autant le pécule ; et enfin, comme sanction suprême, — celle-là grosse de conséquences, — le renvoi à l'Administration tutrice à fin de transfert dans un établissement pénitentiaire.

Mais si tels sont les châtimens et les récompenses les plus favorables à la formation morale du jeune indiscipliné, une question essentielle se pose quant au droit d'infliger les uns et de décerner les autres : à qui attribuer ce pouvoir, d'une pratique éminemment délicate, et comment, pour celui ou ceux qui en seront investis, l'exercer d'une façon efficace et fructueuse ?

Tout d'abord une réponse ne fait point de doute ; c'est au Directeur, et au Directeur seul qu'il appartient de récompenser et de punir (1). Ni les surveillants, ni les chefs

Flak-Kebjerg (Danemark) où si, par exemple, l'enfant est tellement emporté qu'il commet sans motif des actes de violence brutale contre ses camarades, on le condamne à passer ses jours de vacances au lit, tout comme s'il était malade.

A la colonie de Studzieniec (Russie), on prive encore de la bibliothèque et du droit de cultiver son jardin.

Certaines maisons pratiquent aussi le « costume de pénitence ».

(1) Excepté toutefois pour la peine la plus grave, celle du renvoi à l'Administration, où le Directeur ne fait que signaler au Préfet les actes d'immoralité, de violence ou de cruauté qui à son avis donnent lieu à une semblable mesure. Le Préfet saisit le Tribunal civil pour obtenir la remise à l'Administration pénitentiaire.

Mais, comme on l'a fait remarquer très justement, il ressort du

de chantier, ni les instituteurs, ni, à plus forte raison, les enfants pourvus d'un grade, ne doivent être admis à user, de leur propre autorité ou même par délégation, des moyens de sanction en vigueur à l'établissement. Leur reconnaître un semblable droit, ce serait ouvrir la porte aux abus les plus divers et s'exposer à avoir une discipline instable, faites de perpétuelles contradictions. Le concentrer, au contraire, entre les mains d'un seul, — celui à qui incombe au premier chef la tâche du relèvement, et qui, comme tel, ne doit voir son action moralisatrice entravée par aucun, mais secondée seulement par tous, — c'est donner à la récompense et au châtiment la force et l'unité qui leur sont nécessaires pour faire sortir son plein effet au système éducatif employé.

Le Directeur seul récompensera donc, comme lui seul punira. Mais il va sans dire que si les personnes dont nous avons parlé plus haut, — surveillants, chefs de travail, instituteurs, gradés, — ne peuvent, de leur propre autorité, punir ou récompenser, c'est sur leur proposition

titre V art. 26 du projet de règlement d'administration publique et du commentaire qu'en a fait M. Mirman, que les enfants ne pourront être remis à l'Administration pénitentiaire qu'après avoir passé par une École de préservation où on les aura reconnus inamendables ; or, cela ne sera pas sans nuire au bon ordre et au bon renom des Écoles.

Puis, pour que le Directeur obtienne un semblable transfert, il faut que les méfaits de l'enfant aient lieu « de façon habituelle ». Alors de deux choses l'une : ou on va le laisser, jusqu'à ce que ses méfaits soient devenus « habituels », en contact avec les autres, et il va les contaminer ; ou on sera obligé de le mettre en cellule, ce qui est éminemment contraire au caractère non répressif de l'établissement.

que le plus souvent les récompenses seront accordées et les punitions infligées. La communauté de vie qu'elles mènent avec les enfants, les ordres qu'elles ont à leur donner, les travaux qu'elles surveillent et dont elles sont les juges, les désignent tout naturellement pour proposer tel ou tel sujet à la faveur ou au blâme du Directeur. Seulement, là s'arrête leur droit. La décision doit être une et venir d'en haut.

Comment se manifestera maintenant cette décision à l'intéressé ?

Dans la plupart des établissements, il y a une réunion quotidienne du personnel où celui-ci fait part au Directeur des faits qui ont pu motiver chez les enfants une récompense ou un châtement. Ceux qui se sont ainsi, dans un sens ou dans l'autre, signalés à l'attention de leurs supérieurs, sont ensuite convoqués chez le Directeur, qui les félicite ou les blâme suivant le cas, et après les avoir entendus individuellement leur accorde la récompense ou leur inflige la punition qu'il estime nécessaire.

A ce système, qui n'est pas sans mérites, nous préférons cependant celui que nous avons vu en vigueur dans les établissements de MM. Bonjean.

Il consiste essentiellement dans la cérémonie quotidienne du « rapport ». Ici, ce n'est plus, comme dans le cas précédent, une réunion partielle de l'effectif de l'école, se composant uniquement du Directeur, des surveillants et des maîtres ; c'est toute l'école, — éducateurs et élèves, — rassemblée à la fin de la journée autour de son

chef pour lui en rendre compte et recevoir de lui ses ordres et ses conseils. Voilà le moment propice pour signaler à son attention les actes qui méritent une récompense comme ceux qui appellent une réprimande. Voilà le véritable milieu où doit apparaître la sanction, si l'on veut qu'elle produise des effets durables en se manifestant aux yeux de tous ! Sans doute, cela n'empêchera point qu'ensuite le Directeur prenne à part tel ou tel sujet afin de mieux faire pénétrer en lui, dans le tête-à-tête d'une conversation privée, ce qu'il lui aura déjà dit publiquement ; mais en constituant, par le « rapport », tous les élèves comme tous les maîtres de l'établissement, juges en quelque sorte de la conduite de chaque enfant, on entoure l'éducation générale des garanties les plus sérieuses d'impartialité, en même temps que cette publicité des remontrances et des approbations leur donne un poids qu'elles n'auraient pas, formulées dans le huis clos dont nous avons parlé (1).

C'est également au rapport que l'on fait part de toutes les décisions intéressant la vie de l'école, emploi du temps de la semaine, répartition du contingent entre les différentes sortes de travaux, annonces de fêtes (2), etc., etc.

(1) Naturellement, avant de porter une punition, le Directeur doit écouter l'enfant dans ses observations et ses excuses.

(2) Les fêtes (conférences, représentations théâtrales, auditions musicales, etc.), doivent entrer en ligne de compte dans la vie à l'École professionnelle. Sagement composées, bien préparées, elles se présenteront comme une récompense exceptionnelle et générale en

On y distribue les lettres, et l'on y reçoit celles que les enfants sont autorisés à envoyer (1). En un mot, c'est le « résumé » indispensable de la journée.

même temps que comme un encouragement. Elles délasseront le corps, et réjouiront l'esprit sans l'abaisser.

(1) Généralement, ils ont la permission d'écrire une fois par mois.

CHAPITRE X

DU PERSONNEL

C'est, — nous avons eu l'occasion de le dire, — une des questions les plus angoissantes du problème qui nous intéresse, que celle du personnel appelé à concourir dans les écoles de préservation au relèvement de l'enfance insoumise et déchuë. Il n'y a pas en effet que la tâche du Directeur de délicate, et si la sienne est particulièrement difficile à raison même de sa complexité, celle de ses subalternes exige, toutes proportions gardées, autant de tact et de soin, et suppose le même amour de l'enfant, le même dévouement et la même patience.

On conçoit que, dans ces conditions, il soit souvent malaisé pour un Directeur de trouver à s'entourer comme il le souhaiterait dans son œuvre de bien, et de réunir à ses côtés un personnel dont il soit d'abord absolument sûr à tous points de vue, et sur lequel il puisse compter comme sur lui-même. Sans doute, les demandes ne lui feront pas défaut (1) ; mais sur la quantité, combien de-

(1) Beaucoup d'anciens militaires, la plupart sous-officiers, postulent pour cet emploi. Mais, comme l'a dit très justement M. Puiba-

vront être prises en considération et combien mériteront d'être définitivement accueillies? Enfin, même parmi ces dernières, que de fois l'avenir ne justifiera pas les espérances qu'elles avaient fait naître! Tant de qualités sont requises : patience, probité, justice, énergie, sobriété, moralité, ardeur au travail, avec, comme guide des moindres paroles et des moindres actions, un cœur qui compatit, qui aime, et qui se donne tout entier!

Aussi bien, la difficulté de recruter un personnel qui soit à la hauteur de sa mission est-elle une des raisons pour lesquelles on ne peut, dans une école professionnelle, diviser le contingent en fractions aussi réduites qu'il serait théoriquement désirable. Trois établissements comportant chacun un effectif de 60 élèves divisé en groupes de 10, à raison d'un maître par groupe, nécessiteraient à eux trois un ensemble de 18 maîtres. Que l'on fasse les groupes de 30 enfants au lieu de 10, le nombre de maîtres nécessaire tombe de 18 à 6. Il y a lieu de s'arrêter à cette différence qui permettra, dans la seconde hypothèse, de se montrer plus exigeant quant au recrutement du personnel, et de réparer, grâce à ce choix, la légère infériorité résultant du plus grand nombre d'enfants par section.

raud dans son rapport au Comité de défense (3 janvier 1904), en plus des qualités de courage, d'autorité, de sang froid, d'obéissance absolue qui sont leur patrimoine commun, il faut des qualités de cœur, le goût de l'enfance, la vocation, c'est-à-dire l'aptitude.

Et voilà qui n'est pas donné à tout le monde.

Le projet de règlement d'administration publique ne tient aucun compte de la difficulté que nous envisageons en ce moment, et au lieu de raisonner comme nous venons de le faire, il se place à un point de vue purement théorique : un maître, dit-il, par 10 élèves (titre IV, art. 20). Sans doute, nous le répétons, si pour chaque fraction de 10 élèves il pouvait y avoir un très bon maître (1), cette solution serait excellente ; mais dans la réalité des choses, on se heurte à l'une ou l'autre de ces impossibilités : ou bien ne pas trouver assez de maîtres réunissant les conditions requises, et alors se voir contraint, pour rester dans les limites du règlement, de réduire l'effectif des élèves ; ou bien être obligé d'accepter tous les candidats qui se présentent sans pouvoir les choisir, et risquer, par ce procédé, de compromettre l'éducation même des enfants.

Mieux vaut donc un personnel restreint, mais sur l'énergie, la moralité et la bonté duquel on puisse se reposer, qu'un nombre considérable d'agents recrutés forcément un peu au hasard (2) et donnant trop souvent lieu à des mécomptes.

(1) Et nous entendons par là celui qui ne se contente pas, comme on le voit trop souvent, de surveiller les enfants qui lui sont confiés, en leur donnant de temps à autre un avis ou un encouragement ; mais bien qui se mêle à leur vie, qui travaille et qui peine comme eux, en un mot qui est pour eux un exemple vivant de tous les instants.

(2) Pour obvier à cet inconvénient, on a songé à faire des écoles spéciales pour ceux qui désireraient entrer comme maîtres dans un

Deux observations, d'une grande importance chacune, termineront cette courte étude sur le personnel des écoles de préservation.

Tout d'abord, pour les enfants au dessous d'un certain âge, le personnel féminin devra être préféré. Il y a, en faveur de cette décision, des considérations d'ordre pédagogique et moral qui n'échappent à personne (1). Le projet de règlement d'administration publique fixe cet âge à 10 ans (art. 21) ; nous ne le verrions pas, quant à nous, reculé avec déplaisir, et celui de 12 ans nous semblerait une limite judicieusement établie (2). C'est d'ailleurs celui auquel s'est arrêté le Comité de défense (3^e vœu).

établissement de préservation. N'y a-t-il pas lieu de craindre qu'une telle préparation soit surtout théorique, et qu'au jour de leur entrée en fonctions, les nouveaux maîtres ne se trouvent en présence de difficultés qu'ils n'avaient point prévues ?

(1) M. Puybaraud a dit très justement :

« J'estime qu'il n'y a point d'œuvre d'éducation et de moralisation pour les jeunes enfants en dehors de l'action de la femme. Les femmes exercent sur les garçons, sur les plus mauvais garçons, pourvu qu'ils leur soient remis jeunes, une influence dont les hommes ne possèdent pas le secret. »

A l'appui de cette assertion, il citait deux établissements donnant d'excellents résultats et tous deux exclusivement administrés par des femmes : la colonie de Chanteloup à St-Hilaire (Vienne), et l'école de Frasnès-le-Château (Haute-Saône), dont nous disons quelques mots ci-après.

Il concluait, pour les petits vagabonds et les petits mendiants âgés de moins de 12 ans, à leur envoi dans des écoles de préservation privées où il mentionnait spécialement pour l'éducation « les soins de femmes que leurs aptitudes ou leur vocation auront fait agréer pour cette œuvre ».

(2) La colonie de Frasnès-le-Château (Haute-Saône), bien que

Puis, relativement au personnel masculin, il sera sage de décider que celui-ci devra être marié. C'est une mesure adoptée par plusieurs établissements et qui, si elle entrave peut-être un peu le recrutement des maîtres et des surveillants, offre des garanties trop sérieuses pour qu'on ne l'impose pas d'une façon générale aux écoles professionnelles.

Le Comité de défense avait sagement prévu cette exigence : « Elle (l'école de préservation) s'attachera très particulièrement au choix des maîtresses et des maîtres ; ceux-ci, dans le personnel laïque, devront de préférence être mariés. » (5^e vœu.)

comportant des jeunes gens de 18 à 20 ans, est exclusivement dirigée par des religieuses.

Ce sont elles qui donnent tous les enseignements (primaire et professionnel) et elles dirigent jusqu'aux exercices militaires. Elles n'emploient dans leur tâche ni domestiques ni converses, obtenant ainsi une unité de direction et une influence morale toutes particulières.

Il peut sembler étonnant que des femmes parviennent à conduire aussi facilement des esprits indisciplinés de 15 ou 20 ans ; mais il ne faut pas oublier que la maison ne reçoit que des enfants de 12 ans et au-dessous.

Placés à cet âge sous cette autorité « à la fois douce et ferme, dit M. A. Mouret (*Rev. Pénit.* 1900, p. 1523), qui est spéciale à la femme, ils y contractent des habitudes de respect et d'obéissance qui deviennent pour eux comme une seconde nature. »

Si en effet nous ouvrons la *Revue Pénitentiaire* de 1877, nous y constatons qu'au 31 décembre de cette année, l'école de Frasnès-le-Château comptait 109 « petits garçons », dont le plus âgé *n'avait pas 12 ans*.

CONCLUSION

Nous venons de voir, dans la troisième partie de notre étude, quels principes de sage organisation devaient assurer aux établissements de préservation une existence durable et vraiment utile. D'autre part, nous avons constaté que les conditions dans lesquelles se présentaient et la loi du 28 juin 1904 et le projet de règlement d'administration publique destiné à en organiser les détails, ne répondaient pas d'une façon générale aux justes données de l'expérience et de la raison.

Deux graves défauts ont, dès son origine, vicié un tel système.

D'abord, on s'est méfié de l'initiative privée, et comptant sur le seul zèle des fonctionnaires, on a fait, dans la plus grande mesure possible, table rase du dévouement et de la charité des particuliers.

Puis, une fois entré dans cette voie, l'on a donné aux futurs établissements une constitution toute théorique, basée sur des desiderata que sans doute il serait parfois très souhaitable de réaliser, mais qui aboutissent pratiquement à des impossibilités. Que si, sur l'ensemble de ces mesures, d'aucunes apparaissent comme plus aisé-

ment applicables, il faut constater avec regret que leur nombre est trop minime pour sauver une telle législation.

En effet, ainsi entachée dans son principe, la loi du 28 juin 1904 que l'on présentait comme devant remédier à une situation depuis longtemps précaire, ne devait pas aboutir au résultat cherché : elle portait en elle-même le germe de sa mort.

Qu'annonçait-elle ? Un règlement d'administration publique dans l'année qui suivrait sa promulgation.

Qu'exigeait-elle ? Que dans trois ans, à partir de la même date, les départements eussent créé des Ecoles professionnelles pour leurs pupilles difficiles.

Or, voici tout à l'heure quatre années qu'elle a vu le jour, et ni le règlement qu'elle annonçait n'a paru, ni les écoles qu'elle exigeait n'ont été créées.

La façon dont elle meurt, à peine née, ne prouve-t-elle pas assez clairement que les concours sur lesquels elle prétendait s'appuyer ne peuvent à eux seuls assumer une tâche aussi lourde, et que ceux dont elle a voulu se passer, en dépit des preuves qu'ils avaient fournies, étaient les premiers auxquels elle eût dû faire appel ?

Vu : Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu : Le Président de la Thèse,
A. LE POITTEVIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	4
PREMIÈRE PARTIE	
<i>Les prodromes de la loi du 28 juin 1904</i>	9
DEUXIÈME PARTIE	
<i>Le système établi par la loi du 28 juin 1904</i>	39
TROISIÈME PARTIE	
<i>De l'organisation des écoles professionnelles</i>	59
CHAPITRE PREMIER. — Tant vaut l'homme, tant vaut la chose	59
CHAPITRE II. — Ecole professionnelle et maison de correction	66
CHAPITRE III. — Le régime de la confiance	73
CHAPITRE IV. — La mise en observation	78
CHAPITRE V. — Système du casernement et système familial	86
CHAPITRE VI. — Enseignement professionnel	105
CHAPITRE VII. — L'éducation morale et ses principaux facteurs	124
CHAPITRE VIII. — Du personnel	149
CONCLUSION	155

